

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/EDB/1

31 mai 2002

(02-3029)

Comité du commerce et de l'environnement

BASE DE DONNEES SUR L'ENVIRONNEMENT POUR 2001

Note du Secrétariat

1. La présente note contient la base de données sur l'environnement (BDE) de l'OMC pour 2001.¹ La BDE a été mise au point en 1998² en application de la recommandation contenue dans le rapport du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) de 1996 à la Conférence ministérielle de Singapour (WT/CTE/1) pour permettre au Secrétariat de regrouper et de mettre à jour chaque année toutes les notifications liées à l'environnement adressées à l'OMC. Elle constitue une liste de mesures ou de dispositions liées à l'environnement ayant été notifiées au titre des Accords de l'OMC en 2001. Elle a été établie conformément aux vues exprimées par les Membres sur le document WT/CTE/W/46, en utilisant la méthode de recherche décrite dans le document WT/CTE/W/78³, et en s'appuyant sur les mots clés présentés dans le document WT/CTE/W/102. La liste des mots clés est jointe en annexe I à la présente note. La liste des abréviations est reproduite à l'annexe II.

I. NOTIFICATIONS

2. Lors de l'élaboration de la présente note, le Secrétariat a effectué une recherche dans les 2 651 documents publiés en ce qui concerne les notifications soumises par les Membres en 2001⁴ au titre de divers Accords de l'OMC. Les notifications mentionnées dans la présente note sont principalement ciblées sur l'environnement, qui figure parmi les raisons de notifier la mesure ou la disposition. Il est fait également référence aux notifications dans la suite du document et elles sont énumérées dans les tableaux à l'annexe, selon les accords au titre desquels elles ont été publiées.⁵ La présente note comprend des références aux mesures, dispositions ou programmes liés à l'environnement mentionnés dans les examens de politique commerciale menée en 2001.

¹ Pour plus de commodité, la BDE pour chaque année peut être consultée dans les documents de la série WT/CTE/EDB/-. Les documents contenant les bases de données sur l'environnement pour 2000, 1999, 1998, 1997 et 1996 sont publiés respectivement sous les cotes WT/CTE/W/195, WT/CTE/W/143, WT/CTE/W/118, WT/CTE/W/77 et WT/CTE/W/46.

² Voir le document WT/CTE/3.

³ Étant donné qu'il est difficile, mais nécessaire, de faire preuve d'un grand discernement pour déterminer ce qui constitue une mesure liée à l'environnement, le Secrétariat s'est efforcé d'établir une liste aussi complète que possible, tout en ayant dans certains cas synthétisé ou résumé les renseignements pertinents.

⁴ Les 2 651 documents figurant dans la base de données de l'OMC "Documents en ligne" (<http://docsonline.wto.org/>) comprennent des addenda, des corrigenda, des révisions publiées en rapport avec les notifications présentées par des Membres.

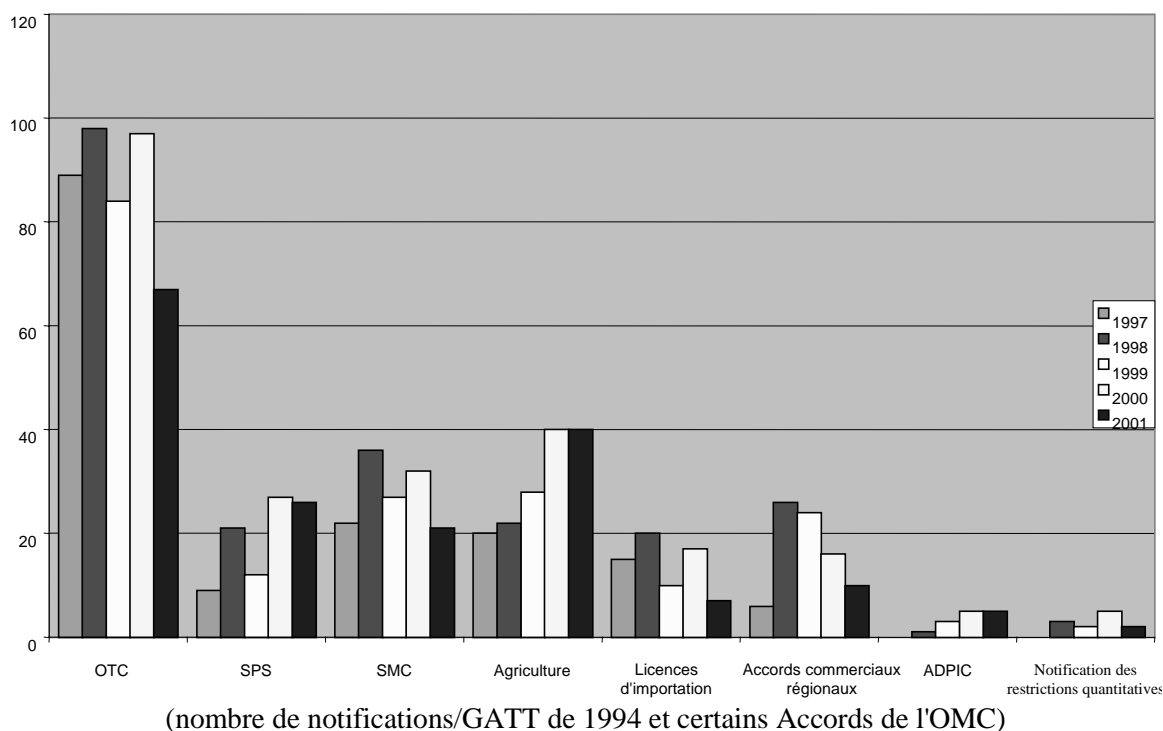
⁵ L'analyse des diverses notifications au titre des Accords de l'OMC et du GATT de 1994 est fondée sur les renseignements contenus dans les documents G/NOP/W/2 et G/NOP/W/16/Rev.1 du Groupe de travail des obligations et procédures en matière de notification et le *Manuel de coopération technique concernant les prescriptions en matière de notification*.

3. On peut en gros regrouper les notifications liées à l'environnement en deux catégories. La première comprend les notifications dont le principal objectif est des facteurs environnementaux ou des facteurs connexes. Les dispositions des Accords de l'OMC et du GATT de 1994 qui font expressément référence ou sont généralement considérées comme étant liées à des objectifs environnementaux comprennent⁶:

- a) le paragraphe 12 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture;
- b) l'article 5:2 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS);
- c) les articles 2 et 5 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC);
- d) l'article XIV b) de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS);
- e) l'article 27:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC); et
- f) l'article XX b) et g) du GATT de 1994.

4. La seconde catégorie comprend les notifications qui ne sont pas fondamentalement liées à l'environnement mais qui contiennent des références à des aspects liés à l'environnement. Par exemple, les notifications contenant le texte d'accords commerciaux régionaux peuvent comporter une clause ou une disposition spécifique relative à l'environnement. Dans de tels cas, il n'est fait référence qu'à l'objectif ou au critère environnemental. Les notifications pourraient contenir, et contiennent généralement, des objectifs plus généraux ou d'autres critères.

Notifications en relation avec l'environnement au titre de certains Accords
du GATT de 1994 et de l'OMC (1997-2001)



⁶ L'Accord SMC tel qu'il est entré en vigueur à l'origine contient une catégorie de subventions "ne donnant pas lieu à une action" (article 8.2 c)). Cette catégorie a été appliquée à titre provisoire pour une période de cinq ans s'achevant au 31 décembre 1999, et, conformément à l'article 31 de l'Accord, son application aurait pu être prolongée s'il y avait eu consensus au Comité SMC. Au 31 décembre 1999, aucun consensus de cette nature n'avait été forgé.

5. L'annexe III contient la liste complète des notifications en relation avec l'environnement présentées au titre de tous les accords mentionnés dans la présente note.

A. ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE (OTC)

Sur les 601 notifications présentées au titre de l'Accord OTC en 2001, l'environnement était le principal objectif ou figurait parmi les principaux objectifs de 67 notifications, comme le montre le tableau 1 (pages 32 à 41). La part des notifications liées à l'environnement représentait 8,07 pour cent du nombre total de notifications en 2001. Le nombre de notifications liées à l'environnement n'a cessé d'augmenter au fil des ans comme le montre le tableau ci-après:

Notifications au titre de l'Accord OTC

| Année | Nombre de notifications au titre de l'Accord OTC liées à l'environnement | Nombre total de notifications au titre de l'Accord OTC | Pourcentage des notifications liées à l'environnement |
|-----------|--|--|---|
| 1980-1990 | 211 | 2 687 | 7,8 |
| 1991-2000 | 610 | 5 322 | 11,5 |
| 1980-2000 | 821 | 8 009 | 10,2 |
| 1991 | 35 | 358 | 9,7 |
| 1992 | 36 | 394 | 9,1 |
| 1993 | 42 | 487 | 8,6 |
| 1994 | 35 | 508 | 6,9 |
| 1995 | 41 | 365 | 10,6 |
| 1996 | 53 | 460 | 11,5 |
| 1997 | 89 | 794 | 11,2 |
| 1998 | 98 | 648 | 15,1 |
| 1999 | 84 | 669 | 12,5 |
| 2000 | 97 | 639 | 15,2 |
| 2001 | 67 | 629 | 9,3 |

6. Les notifications au titre de l'Accord OTC contiennent une diversité de mesures environnementales dans les domaines suivants: véhicules, moteurs, combustibles, économies d'énergie, organismes génétiquement modifiés, agriculture biologique, pesticides, engrais, déchets, écotaxes, substances appauvrissant la couche d'ozone, matières dangereuses et autres. Les notifications faisant référence à l'énergie sont présentées dans le tableau si elles font référence au rendement énergétique ou aux économies d'énergie.

B. ACCORD SUR L'APPLICATION DES MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES (SPS)

7. En 2001, 763 notifications ont été publiées au titre de l'Accord SPS. Étant donné que toutes les mesures SPS ont trait à la sécurité et à la protection de la santé des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, il serait abusif d'assimiler celles qui sont prises pour protéger la santé des personnes et des animaux ou pour préserver les végétaux à des mesures directement liées à l'environnement. Ces mesures n'ont donc pas été incluses dans la présente note. Les notifications de mesures relatives aux organismes nuisibles n'ont pas été incluses si elles concernent la protection des cultures agricoles ou des animaux de ferme; elles sont mentionnées si elles concernent la protection du "territoire" ou de l'environnement naturel ou des végétaux en général. Toutefois, bien qu'il s'agisse

sans doute d'une question de discernement, à l'issue de la recherche, 26 notifications ayant été présentées au titre de l'Accord SPS sont présentées dans le tableau 2 (pages 42 à 46).

C. ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES (SMC)

8. En 2001, 198 notifications ont été publiées au titre de l'Accord SMC, dont 21 comprenaient des mesures liées à l'environnement, et sont présentées dans le tableau 3 (pages 47 à 69). Ces notifications concernaient divers programmes et dispositions tels que les mesures de protection de l'environnement, les programmes de gestion des eaux résiduaires, les incitations liées à la lutte contre la pollution, la protection de l'environnement, la remise en culture du milieu, et les subventions à la prévention de la pollution. Les subventions en faveur du secteur de la pêche ne sont énumérées dans le tableau que si elles font référence à l'environnement (y compris la gestion des ressources naturelles, la préservation et la réhabilitation, la collecte des données, l'analyse et les études sur ces questions).⁷ Une approche identique est utilisée pour évaluer les mesures liées à la sylviculture. Les notifications contenant une référence à l'énergie figurent dans le tableau si elles font référence au rendement énergétique ou aux économies d'énergie ou si l'objectif est d'encourager le développement de sources d'énergie de substitution ou renouvelables, telles que la biomasse, l'énergie solaire, l'énergie éolienne ou les sources thermiques. Les mesures relatives au soutien dans le domaine de la biotechnologie ne figurent dans le tableau que si elles font directement référence à l'environnement.⁸

D. ACCORD SUR L'AGRICULTURE

9. En 2001, 235 notifications ont été présentées par les Membres au titre des divers articles de l'Accord sur l'agriculture, dont 40 avaient trait aux mesures liées à l'environnement. On trouvera dans le tableau 4 (pages 70 à 89) des renseignements sur ces notifications, dont 19 ont été présentées dans la rubrique "programmes de protection de l'environnement", au titre des mesures de la catégorie verte (Annexe 2, paragraphe 12 de l'Accord).

10. Les mesures notifiées comprenaient notamment le soutien interne à l'agriculture en faveur des programmes de protection de l'environnement, de l'agriculture respectueuse de l'environnement, de l'agriculture biologique, de la conservation des sols, de la lutte contre l'érosion, du reboisement des terres agricoles, des prestations générales en faveur de l'environnement, de la gestion des déchets, de la sauvegarde du paysage, de la promotion de l'utilisation durable des ressources agricoles naturelles et des contributions pour des prestations écologiques particulières. Les mesures relatives au soutien dans le domaine de la biotechnologie ne figurent pas dans le tableau.

11. En général, le tableau suit la classification des mesures de la catégorie verte conformément à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture et les prescriptions en matière de notification et modes de présentation en matière de notification énoncés dans le document G/AG/2. Le tableau comprend également des renseignements concernant les projets d'aide bilatérale destinés aux pays les moins avancés importateurs nets de produits alimentaires, notifiés au titre de l'article 16 qui font référence à l'environnement.

⁷ Si les objectifs de la mesure ont trait au soutien du revenu, à la restructuration du secteur, à la modernisation des navires, etc., la mesure n'est pas considérée comme liée à l'environnement. On trouvera dans le document WT/CTE/W/80/Add.2 une mise à jour des notifications récentes concernant les subventions et les aides accordées plus généralement au secteur de la pêche au titre de l'Accord SMC.

⁸ Par exemple, voir la notification G/SCM/N/60/EEC.

E. ACCORD SUR LES MESURES ANTIDUMPING

12. En 2001, 148 notifications ont été présentées par les Membres au titre de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI (antidumping) du GATT de 1994. Aucune notification n'a été présentée en rapport avec l'environnement.

F. ACCORD SUR LES PROCEDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

13. En 2001, 57 notifications ont été présentées par les Membres au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, dont sept énumérées dans le tableau 5 (pages 90 et 91) étaient liées à l'environnement; il s'agissait, pour la plupart, de notifications présentées en application de l'article 7:3 de l'Accord sous forme de réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation (annexe du document G/LIC/3).

14. Cinq des mesures notifiées se référaient à des prescriptions en matière de licences d'importation conformément à des accords internationaux comme la Convention de Bâle sur les déchets dangereux et toxiques, le Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone et la CITES sur les espèces menacées d'extinction.

G. ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

15. En 2001, 130 notifications ont été présentées par les Membres au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Une notification présentée dans le tableau 6 (page 92) était liée à l'environnement. La notification portait sur une limitation quantitative temporaire des exportations et importations de produits considérés comme une menace pour l'environnement et sur la conservation des ressources naturelles épuisables.

H. ACCORD SUR L'EVALUATION EN DOUANE

16. En 2001, sur les 44 notifications présentées au titre de l'Accord 22:2 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (évaluation en douane), une seule notification portait sur l'environnement. Elle figure dans le tableau 7 (page 93) et porte sur des procédures douanières ou la détermination de la valeur des marchandises importées.

I. COMMERCE D'ÉTAT

17. En 2001, sur les 39 notifications présentées par les Membres conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII (commerce d'État), une seule était liée à l'environnement. Elle figure dans le tableau 8 (page 94). Cette notification concernait notamment les privilèges spéciaux relatifs à l'importation et à l'exportation de certains minerais de métaux et de terres rares accordés aux entreprises commerciales d'État, et la possibilité de restreindre les exportations de ces produits aux fins d'en assurer la conservation et l'exploitation adéquate.

J. ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX, Y COMPRIS LE MEMORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRETATION DE L'ARTICLE XXIV DU GATT DE 1994

18. Le tableau 9 (pages 95 à 98) recense dix accords commerciaux régionaux, qui comprennent des dispositions liées à l'environnement sur un total de 15 ayant été notifiés en 2001. La base de données environnementale contient des renseignements qui ne proviennent que de textes des accords commerciaux régionaux nouvellement notifiés. Les rapports sur le fonctionnement des accords notifiés précédemment ne sont pas résumés et il n'existe pas d'informations générales sur les accords commerciaux régionaux notifiés précédemment.

19. Presque tous les accords régionaux comportaient des exceptions générales liées à l'environnement. Les mesures visées dans ces accords concernaient des exceptions générales ou spécifiques au commerce pour des raisons liées à la protection de l'environnement, ainsi que des engagements visant à coopérer en matière d'environnement.

K. ACCORD SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE (ADPIC)

20. Parmi les 227 notifications présentées au titre de l'Accord sur les ADPIC en 2001, cinq notifiées au titre de l'article 63:2 contenaient des dispositions liées à l'environnement. Le tableau 10 (page 99) énumère ces notifications, qui comprennent notamment les législations et les décisions nationales adoptées conformément aux principes et dispositions de la Convention sur la biodiversité, sur l'octroi de licences obligatoires, la non-brevetabilité des espèces végétales et animales ou des procédés essentiellement biologiques des végétaux ou des animaux.

L. ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES (AGCS)

21. En 2001, aucune notification liée à l'environnement n'a été présentée conformément à l'article III:3 de l'AGCS en 1999.

M. RESTRICTIONS QUANTITATIVES

22. Parmi les notifications présentées conformément à la Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives⁹, deux ont trait à l'environnement et sont énumérées dans le tableau 11 (page 100). Elles énuméraient des prohibitions à l'importation, des restrictions quantitatives ou l'octroi de licences non automatiques pour les substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO), et les véhicules usagés au titre de l'article XX du GATT. Les Membres qui ont notifié des restrictions quantitatives au titre de l'article XX b) ou g) sont énumérés dans le document G/MA/N/QR/1/Add.8.

N. ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE (MIC)

23. En 2001, aucune notification liée à l'environnement n'a été présentée au titre de l'Accord sur les MIC.

O. MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES DISPOSITIONS DU GATT RELATIVES À LA BALANCE DES PAIEMENTS

24. En 2001, aucune notification liée à l'environnement n'a été présentée au titre du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements.

P. ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VÊTEMENTS

25. En 2001, aucune notification liée à l'environnement n'a été présentée au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

⁹ Adoptée par le Conseil du commerce des marchandises le 1^{er} décembre 1995 et reproduite sous la cote G/L/59.

Q. ACCORD SUR L'INSPECTION AVANT EXPEDITION

26. En 2001, aucune notification liée à l'environnement n'a été présentée au titre de l'Accord sur l'inspection avant expédition.

R. ACCORD SUR LES REGLES D'ORIGINE

27. En 2001, aucune notification liée à l'environnement n'a été présentée au titre de l'Accord sur les règles d'origine.

S. ACCORDS COMMERCIAUX PLURILATERAUX: ACCORD SUR LES MARCHES PUBLICS

28. En 2001, sur les neuf notifications présentées au titre de l'Accord sur les marchés publics, deux étaient liées à l'environnement. Ces notifications sont énumérées dans le tableau 12 (page 101) et concernent les prescriptions relatives à la résolution des problèmes d'ordre environnemental et à la promotion de produits et services respectueux de l'environnement par l'État et d'autres entités.

T. ACCORD SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

29. En 2001, aucune notification liée à l'environnement n'a été présentée au titre de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information.

U. AUTRES DISPOSITIONS EN MATIERE DE NOTIFICATION

30. En 2001, aucune notification liée à l'environnement n'a été présentée au titre des autres dispositions en matière de notification

II. EXAMENS DES POLITIQUES COMMERCIALES

31. Trente et un examens des politiques commerciales ont été menés en 2001. Les références aux mesures, dispositions ou programmes liés à l'environnement contenues dans les rapports du Secrétariat et des gouvernements sur ces examens des politiques commerciales (ci-après dénommés rapports MEPC) figurent ci-après, par ordre alphabétique (Brunéi Darrussalam; Cameroun; Costa Rica; États-Unis; Gabon; Ghana; Guatemala; Macao, Chine; Madagascar; Ouganda; Organisation des États des Caraïbes orientales (membres de l'OECD Membres de l'OMC); Antigua-et-Barbuda; Dominique; Grenade; Saint-Kitts-et-Nevis; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Sainte-Lucie; Pakistan; Malaisie; Maurice; Slovaquie). Les références à l'environnement portent pour la plupart sur les restrictions à l'importation ou à l'exportation, certaines conformément à des accords environnementaux multilatéraux (AEM), ainsi que sur des programmes nationaux de protection de l'environnement et de conservation des ressources. Plusieurs examens des politiques commerciales comprennent des sections consacrées aux mesures et programmes liés à l'environnement.

32. Le rapport MEPC du Secrétariat sur le Brunéi Darrussalam (WT/TPR/S/84) indique que le Tarif préférentiel effectif commun (TPEC) constitue le principal instrument commercial de la zone de libre-échange de l'ANASE, dont le Brunéi est membre. Les produits que les membres ont exclus du TPEC peuvent être placés sur la liste des exclusions temporaires, ou sur la liste des exclusions générales ou celle des produits sensibles. Le Brunéi a placé les véhicules automobiles d'occasion sur la liste des exclusions générales dans le but de réduire la pollution.

33. Le rapport indique que les restrictions à l'importation pour 2000 touchent tout végétal ou matériel végétal vivant, y compris ceux originaires du Sabah et du Sarawak, afin de prévenir l'introduction de maladies de végétaux exotiques au Brunéi Darussalam. La liste mentionne

également la corne de rhinocéros et toutes les autres parties des carcasses de rhinocéros, ainsi que tous les produits fabriqués à partir de ces carcasses, et donne comme raison principale à cette restriction à l'importation la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Elle indique aussi que les importations de poissons et autres produits de la mer (à l'exception de ceux énumérés dans la CITES), de crevettes, crabes, seiches et de toute autre espèce de crustacés et de mollusques, de piranhas et d'arawanas ainsi que de matériel de pêche sont soumises au régime de licence. La raison invoquée est d'assurer une protection satisfaisante des ressources marines. La protection du patrimoine national est invoquée pour justifier la présence de la faune et de la flore sauvages sur cette liste.

34. Le Brunéi ne maintient aucune prescription en matière d'étiquetage des produits alimentaires génétiquement modifiés.

35. Bien que le Ministère du développement prône activement l'adoption de la certification ISO 9000/ISO 14000 pour l'industrie de la construction, les programmes en vigueur sont volontaires.

36. La coupe de bois et les autres activités forestières sont limitées en grande partie à cause de l'importance que le gouvernement accorde à l'utilisation durable des ressources naturelles et à la préservation de la diversité biologique. Le bois est coupé essentiellement pour la consommation locale; le Brunéi maintient des restrictions à l'importation et à l'exportation de bois d'œuvre pour assurer un approvisionnement local et, ostensiblement, pour des raisons environnementales. Le Département de la sylviculture du Ministère de l'industrie et des ressources primaires, qui assure l'essentiel de la réglementation du secteur, est en train d'ouvrir à la coupe d'autres plantations forestières couvrant une superficie d'environ 30 000 hectares qui, estime-t-on, devraient répondre à la demande nationale pour les 30 prochaines années. Le Brunéi entend également développer l'écotourisme forestier, activité sur laquelle est axé le nouveau "plan directeur pour le tourisme", lancé en juillet 1999.

37. Des permis de pêche sont attribués chaque année aux sociétés immatriculées au pays, y compris aux coentreprises avec des investisseurs étrangers, dont les navires peuvent également être immatriculés au Brunéi, se voir délivrer un permis du Brunéi et battre pavillon du Brunéi; tous les détenteurs de permis doivent débarquer leurs prises au Brunéi. Les permis de pêche sont renouvelés chaque année et ne sont pas cessibles. Ils sont attribués en fonction de la disponibilité de la ressource et de la capacité de pêche estimative. Le Brunéi a divisé son domaine de pêche en quatre zones, pour lesquelles le gouvernement a estimé un volume respectif de ressources disponibles dans les limites de la capacité économique maximale; la disponibilité de la ressource dans chaque zone fait l'objet d'une annonce publique aux fins de l'octroi des licences. Le nombre total annuel de prises ne doit pas excéder la capacité économique maximale qui est de 20 000 tonnes par an; le niveau actuel d'exploitation s'établit à environ 60 pour cent de ce maximum.

38. Le rapport MEPC du gouvernement sur le Brunéi Darrussalam (WT/TPR/G/84) indique que la Section de la politique pétrolière est le principal organe de réglementation du secteur pétrolier et gazier. Elle a pour attribution, notamment, de veiller à ce que les normes internationalement acceptables en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement soient respectées.

39. Le rapport MEPC du Secrétariat sur le Cameroun (WT/TPR/S/87) indique que le Ministère du développement industriel et commercial publie chaque année dans le Programme général des échanges une liste des produits soumis à un visa technique pour des raisons de sécurité, de santé ou d'environnement. Ces produits sont soumis au contrôle et au visa techniques du ministère compétent pour des raisons de santé publique, sanitaires et phytosanitaires; il s'agit des produits de la pêche et de l'élevage, des chlorofluorocarbones (CFC), du bromure de méthyle et des pesticides. Certains produits sont par ailleurs interdits à l'importation pour des considérations d'environnement et de sécurité, comme les matériels utilisant des CFC et des pesticides non agréés. Le Cameroun applique

les prohibitions commerciales prévues par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Pour des raisons de sécurité, d'ordre public, de santé, d'environnement ou d'urgence les importations de certains produits peuvent être réglementées à tout moment (c'est-à-dire soumises à autorisation préalable) ou prohibées. Il faut encore des licences d'exportation pour des produits "stratégiques", y compris pour les produits "sensibles" du point de vue environnemental régis par la CITES, tels les animaux vivants, les oiseaux et les plantes médicinales. Sont prohibés à l'exportation les produits dangereux ou ceux qui contribuent à la pollution ou à la dégradation de l'environnement, c'est-à-dire tout produit qui a été retiré du commerce et les déchets industriels et toxiques, dont l'expédition à l'étranger est réglementée.

40. Le Cameroun a demandé au Secrétariat de l'OMC de lui fournir une formation et une assistance technique dans des domaines comme l'application de l'Accord SPS (l'analyse des risques, la transparence et la reconnaissance mutuelle, entre autres). À cet égard, le Cameroun a exprimé l'avis que les pays en développement devraient pouvoir prendre des mesures conservatoires en appliquant le principe de précaution quant à l'importation de denrées alimentaires dont la présomption de risque pour la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux a été prononcée ailleurs dans le monde sans obligatoirement effectuer une analyse des risques préalable. Ces mesures s'appliqueraient jusqu'à ce que le pays exportateur ait produit des preuves formelles que ce risque est entièrement écarté. Le Cameroun est favorable à l'application du principe de précaution; des mesures conservatoires peuvent de ce fait être prises compte tenu des difficultés rencontrées pour satisfaire aux réglementations internationales en matière de normes, de système de contrôle de la qualité et de procédures sanitaires et phytosanitaires.

41. Les principaux objectifs visés dans le secteur de la foresterie sont les suivants: i) mise en œuvre de la Déclaration de Yaoundé relative à la protection et à la gestion durables des forêts tropicales; ii) suivi des plans d'aménagement forestier et supervision des opérations de mise en valeur des forêts; iii) préservation et stabilité des écosystèmes forestiers; et iv) mise au point d'une politique d'industrialisation fondée sur les activités à haute valeur ajoutée.

42. Les aspects touchant à l'environnement doivent être traités dans le nouveau Code minier en cours d'examen à l'Assemblée nationale.

43. Le Cameroun est membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), qui prend appui sur l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC), dont l'un des objectifs est la coordination des politiques sectorielles nationales en matière d'environnement. L'Accord de partenariat ACP-CE (Accord de Cotonou) auquel le Cameroun est partie prévoit une coopération dans les domaines en relation avec le commerce, y compris le commerce et l'environnement. Le rapport MEPC du gouvernement sur le Cameroun (WT/TPR/G/87) indique que des progrès importants ont été réalisés pour ce qui est de la réforme du secteur forestier. La promotion d'une gestion durable des ressources forestières et la protection de l'environnement figurent parmi les objectifs de ces réformes. Le Cameroun est favorable à l'application du principe de précaution; des mesures conservatoires peuvent de ce fait être prises, compte tenu des difficultés rencontrées pour satisfaire aux réglementations internationales en matière de normes, de système de contrôle de la qualité et de procédures sanitaires et phytosanitaires.

45. Le rapport MEPC du Secrétariat sur le Costa Rica (WT/TPR/S/83) indique que les substances appauvrissant la couche d'ozone (Loi n° 7223 du 2 avril 1991) font l'objet de restrictions à l'importation. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage a le pouvoir de restreindre ou d'interdire l'importation et le transit de marchandises lorsqu'une telle mesure est justifiée par des motifs techniques et que l'on estime que l'utilisation de ces marchandises est préjudiciable pour l'agriculture, la santé ou l'environnement.

46. Les produits soumis à des licences d'exportation comprennent uniquement les bois tropicaux en grumes (bois précieux), ainsi que les espèces protégées de faune et de flore sauvages (Décret exécutif n° 25700-MINAE, du 15 novembre 1996). En dépit de la prohibition énoncée dans la Loi n° 7575 du 13 février 1996, il est possible d'exporter des bois précieux en grumes sous réserve de l'obtention du permis correspondant. À ce jour, aucune autorisation de cette nature n'a été accordée.

47. La Loi sur la réglementation concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie (Loi n° 7447 du 3 novembre 1994) prévoit des exonérations pour diverses marchandises, d'origine nationale ou importées, qui sont utilisées dans la fabrication de matériel et la production d'énergie conformément aux normes en matière d'efficacité énergétique.

48. Les produits exclus de la brevetabilité comprennent les plantes et les animaux, ainsi que les procédés, principalement biologiques utilisés pour la production de ceux-ci. La Loi sur la biodiversité (Loi n° 7788 du 27 mai 1998) énonce des normes régissant l'accès aux éléments génétiques et biochimiques de la biodiversité. Le Costa Rica accorde une protection dans ce domaine notamment par des brevets, des secrets commerciaux, des droits intellectuels communautaires *sui generis*, le droit d'auteur et des droits des agriculteurs. Il n'accorde pas de protection aux séquences de l'acide désoxyribonucléique proprement dit; aux plantes et aux animaux; aux micro-organismes non modifiés génétiquement; aux procédés essentiellement biologiques aux fins de la production de plantes et d'animaux; aux processus ou cycles naturels proprement dits, aux inventions résultant essentiellement du savoir associé à des pratiques biologiques traditionnelles ou culturelles tombées dans le domaine public; ainsi qu'aux inventions qui, de par leur exploitation commerciale sous une forme monopolistique, peuvent avoir une incidence sur les procédés ou produits agricoles considérés comme essentiels pour l'alimentation et la santé des habitants du pays. La Loi reconnaît aux communautés locales et aux peuples autochtones le droit de s'opposer – pour des raisons culturelles, spirituelles, sociales, économiques ou autres – à ce que des tiers accèdent à leurs ressources et au savoir qui y est associé.

49. Le rapport MEPC du Secrétariat sur le Gabon (WT/TPR/S/86) indique que la responsabilité de la gestion de la forêt incombe à l'Administration des eaux et forêts, au sein du Ministère des eaux et forêts, de la pêche, du reboisement, chargé de l'environnement et de la protection de la nature. Ses fonctions sont de gérer les ressources forestières du pays et d'assurer les missions de police, de contrôle et de répression.

50. Le rapport MEPC du gouvernement sur le Gabon (WT/TPR/G/86) indique que des changements importants sont envisagés dans le secteur forestier en vertu du Code qui vient d'être adopté par le Parlement. Ce code prévoit l'introduction de la gestion durable de la forêt et l'octroi des permis d'exploitation de préférence aux sociétés qui ont mis en place des installations de transformation. Le Gabon est membre de l'Accord international du bois tropical (1994), dont le plan d'action "ITTO Libreville Action Plan: 1998 to 2000" avait comme objectif d'assurer que le bois tropical commercialisé sur les marchés internationaux en l'an 2000 serait issu de forêts tropicales naturelles gérées sur une base durable. Le Gabon est également signataire de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention sur la diversité biologique. Par conséquent, le Code forestier prévoit un seul titre de permis d'exploitation, "Concession sous aménagement forestier", pour des surfaces comprises entre 15 000 et 600 000 hectares, qui ne serait délivré ou renouvelé que pour une entreprise ayant soumis un plan d'aménagement de la forêt qui répondrait à ces critères. Le Gabon compterait aussi mettre en œuvre le programme de certification prévu dans le Code, qui fait l'objet d'un groupe de travail interministériel, avec l'appui du WWF.

51. Le Ministère des eaux et forêts, de la pêche, du reboisement est chargé de l'environnement et de la protection de la nature; il réglemente les techniques, les moyens, les périodes et les lieux de pêche pour des fins de conservation et de protection des ressources halieutiques. Le Ministère réglemente les activités des pêcheurs qui ne peuvent l'exercer sans licence de pêche. Outre

l'autorisation, la pêche artisanale et industrielle est sujette à une patente, dont le tarif varie en fonction de l'importance de la flotte.

52. Certains des 140 et quelques sites et réserves touristiques offrent des possibilités pour l'écotourisme en raison de leur richesse en faune et en flore; ce secteur connaît actuellement la plus forte croissance mondiale de l'activité touristique. Certaines facilités fiscales sont également accordées aux entreprises à vocation touristique participant de manière exclusive à un projet agréé. En contrepartie, ces entreprises à vocation touristique et entreprises participant de manière exclusive à un projet agréé s'engagent à employer en priorité des travailleurs gabonais et à respecter les normes en matière de protection de l'environnement.

53. Les autorités gabonaises ont fait part au Secrétariat de l'OMC de mesures de contrôle appliquées aux pesticides et aux produits chimiques industriels suivant la liste PIC (Principe de l'information et du consentement préalable).

54. La coordination des politiques sectorielles nationales en matière d'environnement est un objectif que poursuit l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC), dont le Gabon est membre et qui constitue l'un des fondements de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

55. Le rapport MEPC du Secrétariat sur le Ghana (WT/TPR/S/81) relève que l'un des grands objectifs du programme de réforme du gouvernement est de mettre en œuvre une gestion durable des principales ressources naturelles que sont les forêts, les ressources de la mer, les ressources minérales et les produits agricoles. L'autonomie économique doit résulter de politiques de développement durable. Le gouvernement s'est fixé pour priorité de contrôler efficacement l'exploitation des ressources naturelles et d'encourager leur transformation dans le pays. Le Ghana s'inquiète de voir inscrites à l'ordre du jour de l'OMC des questions qui ne sont pas en relation avec le commerce, y compris l'environnement.

56. Des produits pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité ou l'environnement, notamment les produits alimentaires, les boissons, les produits pharmaceutiques, les produits chimiques, les appareils électriques et les produits d'occasion, sont considérés comme produits à haut risque et automatiquement assujettis à une inspection. Les autres marchandises considérées comme à haut risque sont les câbles électriques, les commutateurs, les prises, les fers électriques, les bouilloires, les lampes incandescentes, les lampes fluorescentes, les piles électriques, les produits pyrotechniques et les armes, munitions et explosifs.

57. Il est interdit d'importer et d'exporter des perroquets. Une autorisation spéciale du Conseil de la protection de l'environnement est requise pour l'importation de produits chimiques. Des permis d'exportation sont exigés pour les animaux et plantes sauvages, les produits en bois, les minéraux précieux, les produits de la pêche et les antiquités. L'Office ghanéen de normalisation est le principal organisme compétent en matière de normalisation et collabore avec le Ministère des terres et des forêts pour élaborer des normes de qualité pour la gestion des forêts ghanéennes.

58. La principale restriction à l'importation vise les grumes ou bois non transformés. À la fin des années 80, le Ghana a interdit l'exportation de grumes de 18 essences et en 1995 il a interdit toute exportation de grumes afin de pouvoir mettre en œuvre des pratiques de gestion durable de la forêt. Il a remplacé progressivement les taxes à l'exportation par des mesures d'interdiction afin d'encourager la transformation du bois et de protéger les forêts. Toutefois, l'efficacité de ces mesures, tant sur le plan économique que pour la protection de l'environnement, est douteuse. Faire baisser le prix des grumes réduit la valeur des forêts, ce qui n'incite pas à les conserver ou à les reconstituer. De même, les industries de transformation ont moins intérêt à investir dans des équipements modernes ou des technologies pour améliorer leur rendement, puisque le coût du gaspillage de la matière première

diminue. Il existe d'autres moyens de taxer la rente forestière qui sont probablement plus efficaces; par exemple, en fixant des contingents d'abattage et en les vendant aux enchères, ou en percevant un droit d'abattage sur toutes les grumes, qu'elles soient exportées ou non. On estime que l'abattage est supérieur à la possibilité. Des lois révisées doivent être adoptées pour renforcer la politique forestière et promouvoir une gestion durable des forêts.

59. La Loi sur la gestion des ressources forestières a été adoptée en 1998 dans le but d'assurer une gestion plus durable des forêts. Elle doit éliminer les défauts de l'ancien système de concessions en le remplaçant par des contrats d'utilisation. Les titulaires de contrats devront respecter certaines normes sociales, mettre en œuvre des plans de reboisement et promouvoir la participation des habitants de la région à la gestion des forêts. La Loi vise aussi à accroître les recettes forestières par un droit d'abattage allant de 5 à 20 pour cent du prix des grumes, en fonction de la demande et du niveau des stocks de chaque essence.

60. Le poisson est une importante source de protéines pour le Ghana, qui dispose d'abondantes ressources halieutiques. L'essentiel des prises se fait en haute mer et les principales espèces pêchées sont le thon et la crevette. Il y a aussi de la pêche en eau douce, essentiellement sur le lac Volta, où certaines espèces comme le tilapia seraient surexploitées. La Loi sur les pêches est le principal instrument régissant la politique de la pêche. Tous les navires de pêche commerciale doivent obtenir une licence du Service du contrôle des pêches du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture. On pense qu'il y a beaucoup de pêche illégale dans les eaux ghanéennes. Une interdiction d'importer du poisson a été décidée en 1997 et annulée la même année. Une nouvelle loi sur les pêches devrait être bientôt promulguée. Elle fournira un cadre permettant de lutter plus efficacement contre la surexploitation des ressources et reformera le Service de contrôle de la pêche, dans lequel seront intégrées des forces de la marine nationale et de la police. Il est prévu de créer un fonds pour financer le contrôle des pêches, fonds qui serait alimenté par une partie des divers prélèvements et droits de licence actuellement perçus des exploitants de navires de pêche.

61. Le rapport MEPC du Secrétariat sur le Guatemala (WT/TPR/S/94) indique que l'investissement est assujéti à diverses prescriptions environnementales. La Loi sur la protection et l'amélioration de l'environnement (Décret n° 68-86), en date du 28 novembre 1986, exige une étude préalable de l'incidence sur l'environnement pour les constructions et les projets industriels susceptibles de perturber l'environnement ou le patrimoine culturel. La Loi du 10 janvier 1989 sur les zones protégées (Décret n° 4-89) impose un certain nombre de restrictions aux activités commerciales exercées dans les zones protégées. Les personnes qui mettent des biens à la disposition de réserves naturelles privées peuvent bénéficier d'une réduction des impôts fonciers. Les entreprises qui exercent des activités dans les zones franches guatémaltèques sont assujetties à la législation nationale sur le travail et l'environnement.

62. Le Guatemala maintient des prohibitions et un régime de permis d'importation pour des raisons liées à la santé, à la sécurité et à la protection de l'environnement. Conformément à la Loi de 1989 sur la protection et l'amélioration de l'environnement (Décret n° 68-89), les importations de déchets humains ou animaux, traités ou non traités, sont prohibées. Pour des raisons liées à la santé publique et à l'environnement, la Loi du 6 novembre 1997 sur les hydrocarbures chlorofluorés (CFC) (Décret n° 110-97) interdit l'importation de produits contenant du CFC ainsi que l'importation des produits qui ne sont pas librement et légalement commercialisés dans leur pays d'origine. Une licence d'importation délivrée par le Ministère de l'environnement est exigée pour les produits susceptibles de porter atteinte à l'environnement. Conformément à l'article 30 de la Loi du 10 janvier 1989 sur les zones protégées (Décret n° 4-89), l'approbation du Conseil national pour les zones protégées (CONAP) est nécessaire pour importer et introduire des végétaux et des animaux dans les zones protégées. Le Guatemala étudie la possibilité de prohiber l'importation de produits génétiquement modifiés.

63. Les exportateurs de produits en provenance de zones protégées ou issus d'espèces protégées doivent être enregistrés auprès du Conseil national pour les zones protégées (CONAP) et obtenir un permis spécial pour chaque exportation. Conformément à la Loi minière, les exportations de minéraux qui ne proviennent pas d'une exploitation agréée doivent être accompagnées d'un permis d'exportation spécial. L'article 65 de la Loi du 2 décembre 1996 sur la sylviculture (Décret n° 101-96) interdit l'exportation de fragments de bois d'une épaisseur de plus de 11 cm, à moins qu'ils ne proviennent de plantations ou de pépinières enregistrées auprès de l'INAB. Les meubles et les produits à base de bois transformés ne sont pas soumis à cette prohibition. Toutes les entreprises travaillant à l'exportation doivent être enregistrées auprès de l'INAB.

64. Le Guatemala est partie à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). L'article 26 de la Loi sur les zones protégées interdit l'exportation et la commercialisation des espèces menacées d'extinction à moins que les végétaux et les animaux en question n'aient été cultivés ou élevés par des personnes autorisées dans les conditions définies par la Loi. L'exportation des espèces protégées mais non menacées d'extinction est autorisée à certaines conditions. Le Guatemala maintient aussi des restrictions à l'exportation conformément au Protocole de Montréal.

65. Le Ministère de l'agriculture et l'Agexpront ont institué le Programme intégré de protection de l'agriculture et de l'environnement pour contrôler l'utilisation rationnelle des ressources naturelles dans le but de protéger l'environnement. Le Fonds multilatéral de développement de la Banque interaméricaine de développement (BID) fournit des fonds pour financer la protection de l'agriculture et de l'environnement dans le cadre de l'ensemble du processus agroalimentaire.

66. Toutes les inventions dont l'exploitation commerciale constituerait une menace pour la santé publique, pour la vie des êtres humains, des animaux et des végétaux, et pour l'environnement sont exclues de la brevetabilité.

67. Les mélasses sont utilisées pour la fabrication d'alcool, et la bagasse de canne pour la production d'électricité. Dix-huit pour cent environ de l'énergie électrique du Guatemala sont produits par ce moyen.

68. La Loi sur la sylviculture a pour principaux objectifs de limiter le déboisement, d'accroître la productivité des forêts du pays, de promouvoir l'investissement dans les activités sylvicoles, de préserver les écosystèmes forestiers et d'améliorer le niveau de vie des communautés qui résident en lisière de forêts. Un plan garantissant la gestion durable de la forêt doit être présenté au cours de la procédure d'appel d'offres concernant à la fois les concessions d'exploitation (pour les zones qui appartiennent à l'État) et les licences (pour les zones appartenant aux propriétaires privés) et devient partie intégrante du contrat. Conformément à l'article 71 de la Loi sur la sylviculture, l'INAB peut accorder des primes d'incitation au reboisement et à la gestion des forêts naturelles aux propriétaires terriens et aux municipalités.

69. Les exportations de thons à nageoires jaunes et des produits connexes en provenance du Guatemala font l'objet d'un embargo aux États-Unis. Le Guatemala a pris diverses mesures à cet égard, entre autres en adhérant à la Commission interaméricaine du thon des tropiques, en ratifiant l'Accord sur le programme international de conservation des dauphins, et en mettant en œuvre un programme d'inspection afin de veiller à ce que les méthodes de pêche à la crevette protègent les tortues marines. Les exportations de crevettes à destination des États-Unis sont soumises à une condition, à savoir que les méthodes de pêche utilisées ne doivent pas mettre en danger les tortues marines.

70. Le rapport MEPC du Secrétariat sur Macao, Chine (WT/TPR/S/82) indique que les importations des espèces énumérées aux annexes I, II et III de la Convention sur le commerce

international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) sont soumises à un droit conformément au Décret-loi n° 45/86/M, en date du 26 septembre 1986, indépendamment de leur origine. En 1996, Macao, Chine a introduit une nouvelle législation comportant une version révisée du régime de licences d'exportation et d'importation. Ainsi, depuis 1996, des licences ne sont nécessaires que pour les produits visés par le système des autorisations préalables (c'est-à-dire les animaux, les produits alimentaires, les boissons, etc.), ou pour les produits contenant des chlorofluorocarbures ou encore pour les espèces visées par la CITES.

71. Des licences d'importation sont exigées pour protéger la santé et le bien-être des consommateurs; pour préserver la santé des animaux et des végétaux locaux, la vie animale et l'environnement; pour contribuer à faire respecter les droits de propriété intellectuelle; pour assurer la sécurité; et, dans certains cas, pour restreindre les importations. Les produits dont l'importation est réglementée en vertu d'une législation spécifique (par exemple la CITES et le Protocole de Montréal) et du système des autorisations préalables nécessitent une licence.

72. Les importations de voitures, de camions et de motocyclettes d'occasion sont interdites dans le but visiblement de réduire les embouteillages, le bruit et la pollution atmosphérique. Selon les autorités, la prohibition de ces importations est préférée à l'imposition de "droits au titre de la réduction des embouteillages" parce que la taille du territoire et le nombre de véhicules qui y circulent ne justifient pas la mise en place d'un tel système. Les importations de substances qui appauvrissent la couche d'ozone originaires ou en provenance de pays qui ne sont pas parties au Protocole de Montréal sont également prohibées. Les importations d'animaux et de végétaux des espèces menacées d'extinction auxquelles s'applique la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) sont prohibées. En 1996, Macao, Chine a notifié à l'OMC que les importations de plusieurs produits (par exemple les espèces auxquelles s'applique la CITES, et les produits contenant des chlorofluorocarbures) étaient soumises à des restrictions quantitatives. Les importations de substances qui appauvrissent la couche d'ozone et qui ne dépassent pas les niveaux autorisés en vertu du Protocole sont soumises à des restrictions quantitatives. Les contingents sont administrés au moyen d'un régime de licences.¹⁰

73. Macao, Chine ne possède pas de système intégré de normalisation, d'homologation et de certification. Cependant, un nombre croissant d'entreprises locales ont pris l'initiative de faire certifier volontairement leurs systèmes de gestion de la qualité et de l'environnement dans les séries ISO 9000 et/ou 14000. Le Centre de productivité et de transfert de technologie de Macao offre des incitations financières (à savoir le remboursement des droits de la première certification) pour encourager les entreprises locales à améliorer la qualité de leurs produits afin d'être certifiées ISO 9000 et/ou ISO 14000. Une autre subvention est offerte aux entreprises qui envoient leurs employés suivre les cours de formation ISO 9000/ISO 14000.

74. En ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, les variétés végétales ou les races animales et les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux sont exclus de la brevetabilité.

75. Aux fins de la sécurité maritime et de la prévention de la pollution, les navires utilisés pour le commerce international doivent se conformer aux règlements internationaux et posséder des certificats et des documents valides des conventions internationales. Les navires utilisés pour le commerce fluvial doivent se conformer aux règlements de leur port d'attache; ils devraient aussi posséder des certificats et des documents valides aux fins de la sécurité de la navigation, de la prévention de la pollution.

¹⁰ Document de l'OMC, G/LIC/N/3/MAC/2, du 3 janvier 2000; et Règlement du 9 octobre 1996 relatif à l'utilisation des contingents d'importation de trichloro-éthane.

76. Le rapport MEPC du Secrétariat sur Madagascar (WT/TPR/S/80) indique que Madagascar a établi une liste de produits dont l'exportation est soumise à des restrictions. Un visa ministériel ou un permis est exigé pour l'exportation de marchandises que le gouvernement souhaite contrôler à diverses fins comme de préserver le patrimoine national et l'environnement, les ressources naturelles, les animaux sauvages, les produits forestiers, les produits de la mer et les produits alimentaires. Compte tenu de la biodiversité à Madagascar, bon nombre de ces restrictions découlent de l'adhésion du pays à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Les animaux protégés sont notamment les crocodiles, les tortues et les lémuriens. Dans le secteur agricole, l'exportation de certaines plantes médicinales, de diverses semences, d'extraits végétaux destinés à la fabrication d'huiles, de feuilles de végétaux et de certaines écorces est interdite. L'exportation de certaines espèces de poissons est également interdite pour des raisons de gestion des ressources; il est interdit aussi d'exporter certains produits minéraux considérés comme rares par les autorités malgaches. Dans le secteur forestier, le Ministère des eaux et forêts contrôle les exportations de certaines essences.

77. Malgré ces mesures, les responsables du Ministère de l'environnement font observer que, faute de ressources, il est difficile de contrôler le commerce des animaux protégés, de même que celui du bois, des plantes médicinales et d'autres produits contribuant à la biodiversité, dont l'exportation est soumise à des restrictions. Outre l'intensification de la lutte contre les infractions, le gouvernement tente d'établir de nouvelles procédures pour protéger ces produits et encourager la recherche biomédicale à Madagascar.

78. La politique agricole et la politique de développement rural sont énoncées dans le Plan d'action pour le développement rural (PADR) pour la période 1992-2002, qui prévoit notamment de veiller à ce que l'exploitation des ressources naturelles soit compatible avec la protection de l'environnement et le développement durable.

79. En ce qui concerne la pêche, il a été décidé de limiter le nombre de licences accordées à 36 pour la pêche artisanale et à 75 pour la pêche industrielle, pour la côte occidentale, en attendant les conclusions d'une étude scientifique sur le potentiel d'exploitation durable. Les autorités espèrent que la mise en place de ce nouveau système permettra d'améliorer sensiblement les méthodes de gestion.

80. Le gouvernement s'est efforcé de concilier l'objectif de conservation des forêts et le principe de développement durable par le biais de l'élaboration d'une nouvelle politique forestière, qui s'articule autour de quatre grands axes: enrayer la dégradation des forêts, améliorer la gestion des ressources, accroître la superficie boisée et le potentiel forestier, et améliorer les résultats économiques du sous-secteur. Le Ministère des eaux et forêts est chargé de mettre en œuvre la nouvelle politique forestière, dont le principal objectif est d'accroître la contribution du sous-secteur au développement durable du pays. Le Ministère est aussi chargé de réglementer le commerce des produits forestiers. De nombreuses restrictions ont été imposées afin de préserver la diversité biologique et de sauvegarder les espèces végétales, conformément à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

81. Les projets miniers à petite et à grande échelle sont encouragés, l'accent étant mis sur la sécurité et la protection de l'environnement. Pour faire en sorte que l'expansion du secteur minier soit compatible avec la protection de l'environnement, le gouvernement exige que les investisseurs effectuent à leurs frais une évaluation de l'impact sur l'environnement et que les opérations soient réalisées conformément au plan de mise en compatibilité de l'investissement et de l'environnement (MECIE).

82. La politique énergétique du gouvernement vise notamment à protéger l'environnement et la santé publique dans toutes les activités liées à l'énergie; et à promouvoir l'utilisation de sources d'énergie locales, en particulier de sources d'énergie renouvelables.

83. Le rapport MEPC du gouvernement sur Madagascar, (WT/TPR/G/80/Rev.1) indique qu'une liste négative des importations a été maintenue pour des raisons de santé, de sécurité et de protection de l'environnement. Le Ministère de la pêche et des ressources halieutiques met en œuvre un programme de contrôle et de surveillance des pêcheries en concertation avec tous les partenaires concernés. Le gouvernement malgache s'est fixé comme objectif principal le développement durable d'un tourisme de qualité en se basant sur plusieurs principes directeurs, parmi lesquels le respect de l'environnement, des valeurs socioculturelles et du patrimoine national.

84. La principale source d'énergie de Madagascar est le bois et le charbon dont l'utilisation continue constitue une menace pour l'environnement. Pour pourvoir l'énergie à tous les Malgaches et préserver en même temps l'environnement, le gouvernement s'est fixé comme objectif la fourniture d'une manière durable de l'énergie de bonne qualité, à des prix à la portée de toutes les bourses. L'établissement de normes d'installations et de services respectant l'environnement constitue une priorité de la réforme du secteur de l'électricité. Le développement d'une industrie plus propre constitue un des objectifs de la stratégie de développement industriel de Madagascar. Les activités entreprises par le Ministère de l'industrialisation et de l'artisanat seront poursuivies conformément à la Loi-cadre n° 99-021, du 19 août 1999, portant sur la politique de gestion et de contrôle des pollutions industrielles.

85. Le rapport MEPC du Secrétariat sur le Pakistan (WT/TPR/S/95) indique que le Pakistan a continué à prohiber l'importation de plusieurs produits figurant sur sa liste négative bien que le nombre de ces produits ait diminué. Figurent sur cette liste les teintures à base de diaminobiphényle ou contenant cette substance, et certains déchets dangereux définis dans la convention de Bâle. Deux produits ont été ajoutés pour des raisons d'ordre environnemental: les déchets de matières plastiques et les appareils de signalisation acoustique. Certaines importations, telles que les substances appauvrissant la couche d'ozone et certains produits chimiques, sont soumises à des restrictions quantitatives dans la limite des besoins nationaux.

86. L'Agence pakistanaise de la protection de l'environnement (PEPA) est responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et du contrôle du respect des normes nationales en matière de qualité de l'environnement (NEQS) qui sont approuvées par le Conseil national de protection de l'environnement.¹¹ Le Ministère de la science et de la technologie offre aux petites et moyennes entreprises (PME) de subventionner le financement de leurs études professionnelles dans le but d'accroître la productivité industrielle, d'améliorer la gestion de la qualité et d'obtenir l'accréditation ISO 9000/14000.

87. Depuis juillet 1999, la portée des prohibitions à l'exportation semble avoir été réduite, et vise maintenant la protection de la santé, du bien-être social et de l'environnement conformément aux engagements contractés en vertu de traités internationaux. La liste négative des produits prohibés à l'exportation comprend la faune des espèces visées par la CITES et tous les animaux, mammifères, reptiles et oiseaux des espèces endémiques protégés par une quelconque loi provinciale sur la faune; les viandes, cornes, os, peaux tannées/non tannées, cuir fini ou vêtements en cuir fini; les produits et matériels liés à la faune et leurs dérivés; les trophées de chasse empaillés/non empaillés; et les spécimens d'animaux sauvages conservés. Le Conseil national de protection de la nature (NCCW) à titre d'organe de gestion de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) peut autoriser des exemptions pour: la recherche; les trophées provenant des zones de conservation gérées par la collectivité; et les tortues d'eau douce d'élevage commercial (après avoir délivré un certificat de non-objection). Les certificats de non-objection sont délivrés notamment pour les oiseaux des espèces endémiques, oiseaux exotiques

¹¹ Renseignements en ligne du Ministère de l'environnement, que l'on peut consulter à l'adresse suivante: <http://www.environment.gov.pk/>, 25 juillet 2000.

élevés en captivité (pintades, dindes, pigeons domestiques ou exotiques, paddas, moineaux mandarins, rosélins blancs, canards domestiques, oies domestiques, perruches ondulées, perruches calopsittes, inséparables, corneilles d'Amérique, moineaux domestiques, cailles du Japon, colins de Virginie, canetons d'un jour, rosélins du Bengale, autres rosélins et lapins domestiques).

88. Le Pakistan est confronté à de nombreux problèmes de pollution environnementale et de détérioration de ses ressources naturelles (par exemple pollution de l'air par l'industrie et les véhicules, déforestation, désertification, hydromorphie et salinité). En 1998-1999, seulement 20 à 25 pour cent des déchets solides étaient ramassés et éliminés; seulement 3 pour cent des déchets industriels étaient traités alors que le reste était déversé dans les rivières et les lacs; les maladies d'origine hydrique représentaient 20 à 30 pour cent de tous les cas traités en milieu hospitalier. Le Pakistan adhère à la plupart des grands accords relatifs à l'environnement, et il a pris des mesures pour s'acquitter pleinement de ses engagements en la matière. Il s'agit notamment de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (ratifiée le 20 avril 1976), de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (1^{er} décembre 1987), de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone (18 décembre 1992), du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (18 décembre 1992), de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (26 juillet 1994), de la Convention sur la diversité biologique (26 juillet 1994) et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1^{er} juin 1994) ainsi que des nouveaux protocoles et conventions internationaux en cours d'élaboration dans le domaine de l'environnement et du développement (procédures de consentement préalable en connaissance de cause pour certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international; polluants organiques persistants; Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques).

89. Le Conseil de protection de l'environnement du Pakistan (PEPC) et l'Agence pakistanaise de protection de l'environnement (PEPA) sont responsables de la formulation des politiques et programmes nationaux en matière d'environnement. La PEPA est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre des normes d'environnement et du contrôle de leur respect, tandis que le PEPC approuve les normes nationales en matière de qualité de l'environnement. Ces normes, qui concernent les effluents municipaux et les effluents industriels liquides, les émissions gazeuses industrielles, les gaz d'échappement des véhicules automobiles et le bruit, sont en vigueur depuis août 1993. D'autres mesures ont été prises notamment avec l'adoption de la Loi de 1997 sur la protection de l'environnement, qui renforce le cadre institutionnel, améliore la sensibilisation du public et encourage les projets de reforestation (avec l'appui de la Banque mondiale et du Fonds pour l'environnement mondial). Au milieu de 2000, le Conseil de protection de l'environnement du Pakistan avait examiné les moyens d'assurer la mise en œuvre de la législation.¹²

90. En vertu de la Loi de 1997 sur la protection de l'environnement, il est devenu obligatoire pour les auteurs de projets privés et publics de présenter à l'approbation des autorités leurs plans d'examen initial de l'incidence environnementale ou des rapports d'évaluation de l'impact sur l'environnement. Le Pakistan a participé aux travaux du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC où il a

¹² Les aspects qui suscitaient des préoccupations avant 1998 étaient notamment l'incapacité des agences provinciales de protection de l'environnement de concevoir des stratégies efficaces sur le plan des coûts pour mettre en œuvre les normes nationales en matière de qualité de l'environnement et l'absence d'un système de contrôle de la pollution au niveau national (renseignements en ligne du Fonds monétaire international, que l'on peut consulter à l'adresse suivante: <http://www.imf.org/external/np/pfp/pakistan/index.htm>).

fait part de ses vues sur des questions telles que les normes environnementales, l'écoétiquetage et les situations "gagnant-gagnant".¹³

91. L'interdiction d'abattage des arbres dans le but de protéger des réserves fortement amenuisées a été temporairement suspendue pendant l'année 2001. Un tiers de la zone forestière est productive, par exemple pour le bois d'œuvre (utilisé essentiellement pour la construction de logements et la fabrication de meubles) et le bois de chauffe. Les deux autres tiers sont préservés pour assurer la stabilité de l'environnement.

92. Le rapport MEPC du gouvernement sur le Pakistan, (WT/TPR/G/95) indique que, pour des raisons liées à l'environnement, à la santé publique et à la moralité, ou aux engagements pris par le Pakistan en vertu de conventions multilatérales, l'exportation de 13 produits (comme les médicaments, les espèces en voie de disparition, etc.) n'est pas permise.

93. Le rapport MEPC du Secrétariat sur la Malaisie (WT/TPR/S/92) indique que ce pays a continué d'interdire l'importation de certaines marchandises pour des raisons liées à l'environnement, parmi lesquelles certaines boissons alcooliques contenant du plomb; l'arsénite de sodium; certains produits chimiques toxiques; tous les genres de piranhas; les œufs de tortue; les cabosses et fruits du rambutan, du pulasan, du longanier et du nammam produits dans les Philippines et en Indonésie. Les prescriptions en matière de licences d'importation visaient surtout les secteurs de la foresterie et de l'exploitation forestière ainsi que les animaux et produits du règne animal.

94. Du fait que la foresterie et l'exploitation forestière peuvent avoir des effets dommageables sur l'environnement si elles ne sont pas contrôlées, des licences sont nécessaires pour en assurer la surveillance et le contrôle, car sinon il y aurait des activités clandestines et davantage d'actes d'abattage irresponsables. Les autorités affirment que l'un des principaux objectifs des droits d'exportation est d'encourager l'utilisation de produits de fabrication locale dans les industries nationales d'aval; en ce qui concerne les produits forestiers, les droits d'exportation sont aussi un moyen efficace de gestion de l'environnement forestier. Les restrictions à l'exportation ne sont peut-être pas la meilleure façon d'imposer les rentes tirées des ressources et d'assurer ainsi la pérennité des forêts malaisiennes; d'autres solutions plus efficaces seraient notamment de vendre aux enchères des contingents d'abattage ou de percevoir des droits de coupe. Cependant, selon les autorités, si le gouvernement fédéral se sert des droits d'exportation, c'est parce qu'il ne peut imposer de telles solutions aux gouvernements des États de la compétence desquels relève apparemment la fiscalité des ressources naturelles, telles que les forêts, quoique certains États attribuent déjà les contingents d'abattage par voie d'appels d'offres, tout en percevant des primes fixes et en incluant la valeur des droits de coupe dans le calcul des redevances.

95. En vertu de la législation de la Malaisie sur les brevets aucune protection n'est actuellement offerte pour les obtentions végétales.

96. Le rapport indique que le gouvernement accorde des incitations fiscales aux investissements visant, entre autres objectifs, la protection de l'environnement.

97. Le rapport MEPC du Secrétariat sur Maurice (WT/TPR/S/90) indique que la liste des marchandises prohibées comprend les récipients à usage d'"aérosols" utilisant du chlorofluorocarbure (CFC) comme agent propulseur et contenant des produits autres que pharmaceutiques et les articles contenant du CFC. Une licence délivrée par le Ministère de l'agriculture est requise pour l'importation ou l'exportation des végétaux et des produits qui en sont issus, des animaux et des produits d'origine

¹³ Documents de l'OMC, WT/CTE/M/11, du 22 août 1996; WT/CTE/M/14, du 25 juin 1997; et WT/CTE/M/17, du 9 avril 1998.

animale. La licence est délivrée par le Ministère de la pêche lorsqu'il s'agit de poisson ou de produits de la mer.

98. La politique du gouvernement en matière d'environnement est d'appliquer le principe du pollueur-payeur le plus largement possible. Les lois et réglementations sur la protection de l'environnement comprennent les textes suivants: la Loi de 1991 sur la protection de l'environnement; la réglementation de 1996 sur la protection de l'environnement (normes relatives à l'eau potable); la réglementation de 1997 sur la protection de l'environnement (réduction des effluents de l'industrie sucrière); la réglementation de 1997 sur la protection de l'environnement (normes environnementales en matière de bruit); et la réglementation de 1998 sur la protection de l'environnement (normes environnementales pour l'air). Plusieurs dispositions, y compris des mises en demeure et interdictions, ont été prévues pour contraindre les industries qui ne respectent pas la réglementation et les directives. Des directives ont été publiées pour les eaux intérieures de surface (1998), la qualité des eaux côtières (1999) et les eaux d'irrigation (1999). L'application de normes facultatives de gestion de l'environnement a aussi été encouragée. Le MSB a adopté les normes ISO 14000 sur le management environnemental; les industries mauriciennes procèdent actuellement à la mise en place de ces normes. Depuis le 1^{er} janvier 2001, un droit de 0,75 pour cent est perçu sur le chiffre d'affaires mensuel des hôtels, des pensions et de l'industrie de concassage de pierres.

99. Maurice est membre, entre autres, de la Convention internationale pour la protection des végétaux (IPPC), de la Commission du Codex alimentarius FAO/OMS, de l'Office international des épizooties (OIE), de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, de la Convention sur le commerce international des espèces de flore et de faune sauvages menacées d'extinction (CITES), de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la Convention de Vienne de 1985 sur la protection de la couche d'ozone, du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, et de la Convention de Bamako sur l'interdiction de l'importation en Afrique et le contrôle et la gestion des mouvements transfrontières de déchets dangereux en Afrique.

100. Différents programmes d'incitations ont été mis en place pour encourager les investissements; les dépenses engagées pour s'équiper en technologies destinées à la protection de l'environnement peuvent donner lieu à une aide initiale à l'investissement plus élevée que la moyenne. Maurice a consolidé sa législation sur le développement du secteur industriel depuis 1993, dans le dessein de mettre en place un nouveau cadre juridique pour la protection de l'environnement, entre autres objectifs.

101. Le gouvernement souhaite développer la pêche de manière durable tout en assurant que la demande locale de produits halieutiques soit satisfaite. C'est pourquoi la pêche à outrance pratiquée dans le lagon a incité le gouvernement à encourager la pêche dans les zones hors lagon, au moyen de l'utilisation de procédés de concentration de poissons (principalement la technique de pêche à la palangre verticale). L'utilisation de filets est découragée. En 1998, un Plan décennal de développement pour l'industrie de la pêche a été développé, qui met l'accent sur l'utilisation durable des ressources existantes et la protection des écosystèmes marins. Un Office national de développement des pêches a été créé pour promouvoir le développement durable de la pêche, les exportations, la commercialisation, le développement de produits et la consommation de poisson et de produits à base de poisson.

102. Dans le secteur du tourisme, l'insuffisance du traitement des eaux dans les zones à fort développement touristique a des conséquences néfastes sur l'écosystème marin. La politique du gouvernement a mis l'accent sur la promotion d'un tourisme à incidences limitées et générant d'importants revenus. À cette fin, il est demandé aux hôtels possédant plus de 80 chambres d'avoir leur propre usine de traitement des eaux. Les hôtels ont investi dans des rénovations de manière à

prendre en compte les problèmes écologiques. Quelques hôtels ont obtenu la certification Green Globe, ce qui indique bien leur engagement à travailler dans un environnement efficace et durable. Deux hôtels ont obtenu la certification ISO 9002. Le gouvernement a en outre interdit les vols charters directs vers Maurice. Il contrôle la construction des nouveaux hôtels et, depuis 1989, a limité à 200 le nombre maximal de chambres par hôtel. Les demandes pour bénéficier d'investissements dans le cadre de projets hôteliers sont traitées par le ministère en charge du secteur touristique et doivent obtenir l'approbation, entre autres, du Ministère de l'environnement.

103. Les autres projets régionaux de la Commission de l'Océan indien (COI) (dont les cinq États membres sont les Comores, Madagascar, Maurice, la Réunion (France) et les Seychelles) portent notamment sur la protection de l'environnement et la planification des interventions d'urgence en cas de pollution par les hydrocarbures.

104. Le rapport MEPC du gouvernement sur Maurice (WT/TPR/G/90) indique que la politique s'appuiera sur la consolidation et l'expansion des bases sectorielles de l'industrie et des services par l'adoption d'une approche coordonnée entre l'industrie et l'environnement pour un développement durable.

105. Le rapport MEPC du Secrétariat sur la Slovaquie (WT/TPR/S/91) indique que ce pays interdit les importations de produits alimentaires à base d'OGM et la viande traitée avec des hormones de croissance. Les importations de véhicules automobiles de plus de dix ans d'âge sont également prohibées pour des raisons liées à la santé et à l'environnement.

106. La Slovaquie pense aussi que la multifonctionnalité de l'agriculture va dans le sens de ses fonctions environnementales, sociales et autres. En même temps le soutien à l'agriculture peut aussi avoir des incidences négatives sur l'environnement. Les terres de faible rendement situées dans les régions industrielles ont été converties à la culture intensive, entraînant la dégradation ou le risque d'érosion des sols de 150 000 à 180 000 hectares (soit 7 pour cent de la totalité des terres agricoles du pays). Quatre-vingt mille à cent mille hectares supplémentaires de terres agricoles ont été abîmées par des émissions et polluées de ce fait par des métaux lourds. La Slovaquie a toutefois l'intention de changer ses politiques de soutien à l'agriculture: pour modifier progressivement le mécanisme de soutien (à compter de 2001) concernant les régions les moins favorisées en passant par un dispositif à plusieurs niveaux, c'est-à-dire en faisant une distinction entre les mesures destinées à protéger le paysage, à assurer les fonctions environnementales et à garantir à ces régions une production agricole convenable; pour orienter les autres mesures de soutien (toutes régions confondues) vers des programmes environnementaux (entre autres objectifs).

107. Dans le secteur minier, de nouvelles normes environnementales, qui prendront effet en 2006, limiteront à environ 1,6 million de tonnes la quantité de charbon brun utilisée pour produire de l'électricité. Cette mesure aura pour effet d'accélérer la contraction de l'industrie slovaque du charbon étant donné que la matière première présente en général une forte teneur en soufre et pollue l'environnement.

108. La productivité énergétique constitue une grande priorité pour le gouvernement slovaque. La Slovaquie a adopté une nouvelle politique énergétique en 2000 afin de mieux se préparer à entrer dans l'Union européenne (UE), ainsi que pour mieux assurer l'approvisionnement en énergie et promouvoir un développement durable. L'objectif est de supprimer en 2003 au plus tard toutes les subventions à la consommation de gaz et d'électricité, y compris les subventions croisées.

109. La définition de l'aide publique que donne la législation recouvre toutes les formes d'aide budgétaire nationale, directes ou indirectes, telles que les subventions, la réalisation et l'octroi de garanties de l'État ou les prêts et la fourniture de services à un prix inférieur au coût de production. La législation sur l'aide publique permet aussi d'accorder une aide publique aux secteurs manufacturiers à

des fins déterminées - et dans certaines limites - comme les améliorations en matière d'environnement. La législation en matière d'aide publique ne recouvre pas l'aide à l'agriculture, à la sylviculture, à la pêche ni à la gestion des eaux. Une proposition de modification de la Loi sur l'aide publique devrait faire disparaître l'exclusion de la sylviculture et de la gestion des eaux.

110. Le rapport MEPC du gouvernement sur la Slovaquie (WT/TPR/G/91) indique que le gouvernement slovaque, afin de répondre à des préoccupations environnementales, s'efforce de rechercher la qualité dans le domaine de la production, du commerce et de la consommation, en sensibilisant le grand public, en privilégiant la gestion de la qualité, notamment dans les PME et le secteur des services, en organisant de prestigieux concours de qualité, ainsi qu'en offrant un système de protection de la santé publique.

111. Le rapport MEPC du Secrétariat sur l'Ouganda (WT/TPR/S/93) indique que, parmi les politiques et les pratiques commerciales mises en œuvre dans ce pays, la plupart des restrictions non tarifaires encore en vigueur sont maintenues pour des raisons liées à la moralité, à la santé, à la sécurité et à l'environnement. Le régime de licence d'importation a été supprimé sauf pour les marchandises figurant sur une "liste négative", y compris les importations interdites au titre d'accords internationaux dont l'Ouganda est un des pays signataires. L'importation de toute marchandise mentionnée dans la liste négative nécessite l'autorisation préalable du Ministère du tourisme, du commerce et de l'industrie. Concernant les espèces sauvages menacées d'extinction, il faut obtenir l'autorisation de l'Autorité nationale de gestion pour la mise en œuvre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). En ce qui concerne les marchandises visées par des conventions internationales auxquelles l'Ouganda est partie, telles que certains animaux sauvages et les trophées de chasse, une autorisation préalable doit être obtenue auprès de l'Office ougandais de la faune et de la flore sauvages; cette autorisation n'est accordée que si l'exportateur peut garantir aux autorités que la marchandise exportée ne met pas en danger la survie des espèces.

112. Le Ministère de l'eau, des terres et de l'environnement est l'un des nombreux ministères qui participent à l'élaboration de la politique commerciale. Le Ministère du tourisme, du commerce et de l'industrie (MTTI) formule des recommandations concernant l'élaboration de la politique commerciale au cabinet. L'Office ougandais de normalisation et l'Autorité chargée de la faune et de la flore sauvages comptent parmi les nombreux organismes de réglementation affiliés au MTTI.

113. La coopération régionale est importante pour la stratégie de l'Ouganda en matière de protection de l'environnement, ainsi que d'élaboration des normes. L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), dont l'Ouganda est membre, a été créée en 1977. Son objectif initial était de lutter contre la sécheresse et la désertification. Depuis, son mandat a été élargi de manière à englober de nouveaux secteurs prioritaires tels que la coopération économique, la prévention, le règlement et la gestion des conflits, et les affaires humanitaires.

114. Le gouvernement de l'Ouganda a élaboré et promulgué la Loi nationale sur l'environnement en mai 1995. La loi constitue un cadre législatif qui doit être complété par des lois subsidiaires. Dans ce contexte, le gouvernement a, depuis 1996, élaboré et publié dans son journal officiel un certain nombre de lignes directrices, de codes de conduite et de réglementations, dont certains ont des implications liées au commerce. Les Lignes directrices de 1997 relatives à l'évaluation de l'impact sur l'environnement, le Règlement de 1998 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE), les Lignes directrices de 1999 relatives à l'écobilan constituent un cadre réglementaire permettant d'évaluer non seulement l'impact potentiel de certains développements envisagés, comme la création d'installations de transformation, mais également l'impact potentiel sur l'environnement de nouvelles importations ou procédures d'exportation. Le Règlement national de 1999 sur l'environnement (normes en matière de rejet d'effluents dans l'eau ou le sol), le Règlement de 1999 sur la gestion des déchets, le Règlement de 1999 sur la gestion des produits chimiques toxiques et des matières

dangereuses empêchent l'importation de déchets et l'élimination de déchets importés et de produits importés abîmés en transit en Ouganda.

115. Conformément à la Loi nationale sur l'environnement, l'Office national de gestion de l'environnement (NEMA) et les organismes responsables ont récemment élaboré des réglementations visant à contrôler l'accès aux ressources génétiques et biologiques en Ouganda. Le Règlement sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des recettes provenant de ces ressources et le Cadre de politique sur la biosécurité constituent un cadre réglementaire pour la gestion des importations et des exportations de ressources en biodiversité et de biotechnologies. Les réglementations comprennent des questions relatives au partage des recettes entre les communautés locales, les propriétaires de ressources biologiques, les instituts de recherche et le gouvernement pour les plantes et les produits ou sous-produits végétaux provenant d'Ouganda.

116. Le NEMA est l'autorité réglementaire chargée au titre de la Loi nationale sur l'environnement d'élaborer des normes en matière d'environnement dans un certain nombre de domaines particulièrement préoccupants. Cinq normes de ce type ont été considérées, notamment en ce qui concerne le rejet dans l'eau ou le sol des effluents, la qualité de l'air, la pollution du sol, le contrôle du bruit et des vibrations. L'élaboration de normes en matière d'environnement vise à protéger la qualité de l'environnement et la santé publique; à consolider et à renforcer la crédibilité des prescriptions en matière d'environnement aux niveaux national, régional et international; à assurer que toutes les communautés assujetties aux réglementations soient traitées équitablement de manière à atténuer les conflits sociaux; et à réduire les coûts et la dette en obligeant les pollueurs à endosser les coûts à court terme afin de dégager des recettes à long terme sur les plans économique et écologique. Les normes en matière d'environnement sont élaborées à des fins de développement durable.

117. Le Plan de modernisation agricole, annoncé en août 2000, vise à encourager l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles. Les bananes sont la culture vivrière la plus répandue en Ouganda et représentent 15 pour cent de la production mondiale; elles assurent, entre autres, la fourniture d'un couvert de surface et empêchent l'érosion du sol.

118. Les propriétés forestières occupent environ 14 pour cent des terres, et la sylviculture représente 6 pour cent du PIB. Le gouvernement a approuvé en 2001 une nouvelle politique forestière nationale pour répondre aux préoccupations concernant la perte du couvert forestier au cours des dernières années, du fait du défrichage pour l'agriculture, de la surexploitation et de la dégradation des forêts, de l'extension des réserves nationales et du déclassement des réserves forestières à d'autres fins. La gestion des forêts est fortement axée sur les zones protégées. Le secteur public gère ces ressources sur un mode exclusif. La sylviculture de ferme et les forêts privées bénéficient de peu d'attention et de ressources, et il n'y a guère eu dans ce domaine que des projets financés par des bailleurs de fonds. La nouvelle politique fait partie d'un processus plus large, le Programme-cadre du secteur forestier (1999), qui prévoit des changements juridiques et institutionnels. Toutefois, le contrôle des ressources forestières a été décentralisé entre les mains des administrations locales, ce qui constitue un obstacle pour la mise en œuvre de la future politique. Dans le cadre d'une stratégie destinée à encourager les produits à valeur ajoutée, les exportations de bois d'œuvre brut sont interdites.

119. Une évaluation de l'impact sur l'environnement réalisée par l'Office national de gestion de l'environnement est exigée avant la délivrance d'une licence pour une usine de transformation de poissons. Dans le secteur minier, l'Office national de gestion de l'environnement doit aussi approuver l'évaluation d'impact sur l'environnement qui doit, ensuite, être présentée au Département des études géologiques et des mines avant la délivrance d'une licence de prospection minière.

120. Un programme, qui sera soutenu par la Banque mondiale et d'autres donateurs, est en cours d'élaboration, afin de renforcer les capacités nécessaires pour développer le secteur minier. Ce programme prévoit un système d'information sur l'environnement, et la gestion à long terme des

activités minières artisanales et de petite échelle. Une nouvelle politique minière a été mise en place et la loi minière a été révisée. Elle prévoit également de réglementer l'exploitation commerciale de minéraux industriels tels que l'argile, le sable, le murrum et les pierres de construction, afin de promouvoir, entre autres, la protection de l'environnement.

121. L'Ouganda est bien placé pour tirer parti du tourisme grâce à son patrimoine culturel et historique ainsi qu'à sa diversité biologique. Un schéma directeur intégré pour le tourisme a été élaboré en 1993 par le Département du tourisme, de la nature et du patrimoine culturel, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement. Il met l'accent sur la conservation de la faune et de la flore, entre autres. Le Département du tourisme, de la nature et du patrimoine culturel est chargé de faire du tourisme un secteur compétitif et viable à long terme, tout en assurant la protection et la conservation des valeurs écologiques et culturelles.

122. Le rapport MEPC du Secrétariat sur les États-Unis (WT/TPR/S/88) indique que la législation américaine autorise l'application de règlements environnementaux aux importations dans le cadre de diverses lois, comme cela a été exposé dans les examens précédents. Des mesures commerciales ont notamment été appliquées pour faire respecter, dans un certain nombre de cas, les dispositions environnementales intérieures relatives à l'utilisation des ressources marines. En 1991, en vertu de la Loi sur la protection des mammifères marins (MMPA), un embargo a été imposé sur les importations de thon en provenance des pays qui ne protègent pas les dauphins lorsqu'ils pêchent dans la zone tropicale est de l'océan Pacifique. Cette interdiction, contestée avec succès au GATT, a été levée pour les importations en provenance des pays dont les États-Unis ont constaté qu'ils respectaient le Programme international de protection des dauphins (IDCP). Au titre de la MMPA, telle qu'elle a été modifiée en 1997 pour mettre en œuvre l'accord international relatif à l'IDCP, un pays peut exporter du thon à nageoires jaunes vers les États-Unis s'il apporte la preuve qu'il participe à l'IDCP et prend certaines autres mesures de conservation. Depuis 1999, deux pays ont été certifiés comme remplissant les prescriptions requises. Les importations de thons à nageoires jaunes pêchés dans la zone tropicale est de l'océan Pacifique doivent être accompagnées de documents fournis par le pays exportateur, justifiant que les limites de mortalité de dauphins assignées au pays exportateur ne sont pas dépassées. Le pays exportateur doit aussi être membre, ou avoir pris des dispositions pour devenir membre, de la Commission interaméricaine du thon tropical. Les producteurs qui remplissent ces conditions peuvent étiqueter leurs produits comme "sans danger pour les dauphins". L'interdiction à l'importation s'applique actuellement aux pays suivants: Belize, Bolivie, Colombie, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Vanuatu et Venezuela, bien que certains d'entre eux soient en train de remplir les conditions requises pour la levée de l'interdiction.

123. L'article 609 de la *Public Law* 101-162 relative à la protection des tortues marines au cours des opérations de chalutage des crevettes, promulguée en 1989, dispose, entre autres, que les crevettes pêchées avec des techniques qui risquent de nuire à certaines tortues marines ne peuvent être importées aux États-Unis, sauf s'il a été certifié que le pays de pêche a un programme réglementaire et un taux de prises accidentelles comparable à celui des États-Unis ou si son environnement halieutique particulier ne menace pas les tortues marines. Toutes les expéditions de crevettes et de produits à base de crevettes vers les États-Unis doivent être accompagnées d'une déclaration attestant que les crevettes ont été pêchées soit dans des conditions qui ne nuisent pas aux tortues marines, soit dans des eaux placées sous la juridiction d'un pays certifié conformément à l'article 609. Depuis janvier 1999, les directives d'application de l'article 609 ont subi des révisions, qui ont été publiées.¹⁴

124. Tous les pays qui pêchent la crevette sont soumis à l'interdiction d'importation, mais les États-Unis ont certifié 16 pays comme ayant un programme de protection des tortues marines

¹⁴ Revised Guidelines for the Implementation of Section 609 of *Public Law* 101-162, *Federal Register*, Vol. 64, n° 130, 8 juillet 1999.

comparable au leur et 25 comme ayant un environnement halieutique qui ne menace pas les tortues marines.¹⁵

125. En 1996, la Malaisie, l'Inde, le Pakistan et la Thaïlande ont déposé une plainte commune à l'OMC contre la prohibition à l'importation imposée en vertu de l'article 609. L'Organe d'appel a constaté que la mesure n'était pas justifiée au regard de l'article XX du GATT de 1994 (qui concerne les exceptions à l'Accord).¹⁶ En novembre 2000, la Malaisie a déposé une plainte contre la mise en œuvre de cette décision par les États-Unis.¹⁷ Le Groupe spécial initial a été de nouveau convoqué et a tranché en faveur des États-Unis.¹⁸

126. L'Amendement Pelly à la Loi de 1967 sur la protection des pêcheurs autorise le Secrétaire au commerce à certifier un pays pour des activités qui réduisent l'efficacité d'un programme international de conservation des ressources halieutiques. Cette certification déclenche une procédure dans laquelle le Président examine l'imposition de restrictions à l'importation contre le pays, dans la mesure où ces restrictions sont approuvées par l'OMC. En septembre 2000, le Secrétaire au commerce a certifié le Japon au titre de l'Amendement Pelly parce qu'il contrecarrait les efforts internationaux de protection des baleines. Cette certification reposait sur la décision prise par le Japon de tuer des animaux appartenant à deux espèces supplémentaires pour son programme de recherche dans le Pacifique Nord. En décembre 2000, le Président a transmis au Congrès une lettre dans laquelle il disait qu'à son avis des prohibitions à l'importation ne serviraient pas pour l'instant les objectifs des États-Unis mais tout en chargeant certains organismes du pouvoir exécutif de suivre de près les activités baleinières du Japon.

127. Les États-Unis ont notifié, pour que les Membres donnent leur avis à ce sujet, 45 règlements techniques en 1999 et 32 en 2000. Parmi eux figuraient de nouveaux règlements sur les climatiseurs, les chauffe-eau et d'autres appareils, mis en œuvre pour la plupart par le Département de l'énergie. L'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) a proposé un règlement sur l'utilisation du méthyltertiobutyléther (MTBE) comme additif dans l'essence.

128. Les États-Unis sont le Membre qui a présenté le plus de notifications à l'OMC au sujet des mesures SPS, avec plus de 500 notifications et addenda au 4 mai 2001, ce qui révèle l'existence d'un processus systématique de notification à l'OMC de toutes les modifications qu'ils envisagent d'apporter à leurs mesures SPS. Le nombre des notifications annuelles a fortement augmenté depuis quelques années, passant d'environ 80 en 1999 à plus de 200 en 2000; au 9 mai 2001, il était de 100 (y compris les addenda). Cette augmentation est surtout due aux notifications concernant les niveaux de tolérance pour les résidus de produits chimiques dans les produits alimentaires présentés par l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA). L'EPA a pour mission de protéger la santé des personnes et le milieu naturel, notamment en réduisant les risques environnementaux. Quant aux mesures destinées à protéger la santé des animaux et à préserver les végétaux, le Service d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire du Département de l'agriculture (APHIS) est chargé de la réglementation à appliquer pour protéger les ressources animales et végétales nationales contre les maladies et parasites exotiques.¹⁹

¹⁵ 65 *Federal Register* 25785 (27 avril 2000).

¹⁶ Document de l'OMC, WT/DS58/AB/R, du 12 octobre 1998.

¹⁷ Document de l'OMC, WT/DS58/18, du 8 novembre 2000.

¹⁸ Document de l'OMC, WT/DS58/RW, du 15 juin 2001.

¹⁹ Les règles et avis publiés récemment par l'APHIS sont disponibles en ligne à l'adresse suivante: <http://aphis.usda.gov/>.

129. Plusieurs organismes fédéraux réglementent l'utilisation des biotechnologies dans l'agriculture.²⁰ L'APHIS réglemente les essais sur le terrain de végétaux et de certains micro-organismes issus du génie génétique. Il donne aussi son approbation et délivre des licences pour les substances biologiques vétérinaires qui peuvent être produites par des biotechnologies, notamment les vaccins animaux. En outre, l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires (FDA) a proposé récemment de rendre obligatoire la communication de données et de renseignements concernant les aliments provenant de végétaux issus du génie génétique.²¹ L'EPA réglemente la plupart des micro-organismes génétiquement modifiés en vertu de la Loi sur le contrôle des substances toxiques.

130. Les essais de végétaux issus des biotechnologies nécessitent une approbation préalable de l'APHIS. D'une manière générale, avant qu'un végétal génétiquement modifié puisse être cultivé à plus grande échelle et vendu dans le commerce, ses créateurs doivent demander à l'APHIS une "détermination de statut non réglementé", c'est-à-dire demander que le nouveau végétal soit considéré comme tout autre végétal. Toutes les demandes sont publiées au *Federal Register* pour que le public puisse formuler des observations. Depuis 1987, l'APHIS a donné son approbation pour plus de 5 000 essais sur le terrain. Une quarantaine de produits agricoles nouveaux ont satisfait à toutes les prescriptions réglementaires fédérales (émanant de tous les organismes compétents) et peuvent être vendus dans le commerce. Ils vont des tomates à plus longue durée de conservation jusqu'au maïs résistant aux parasites.²² Les superficies cultivées en soja, coton et maïs transgéniques ont augmenté de façon spectaculaire depuis l'introduction de ces cultures au milieu des années 90. En 1998, elles représentaient entre 20 et 44 pour cent des superficies plantées.²³

131. En tant que premier producteur et exportateur mondial d'aliments issus des biotechnologies (c'est-à-dire contenant des organismes génétiquement modifiés (OGM)), les États-Unis sont susceptibles d'être affectés par des mesures à l'importation visant ces produits, y compris les procédures d'agrément spéciales et les prescriptions en matière d'étiquetage obligatoire déjà appliquées ou proposées par plusieurs Membres de l'OMC pour les aliments issus des biotechnologies.²⁴ Dans le cadre de l'OMC, les États-Unis ont présenté une proposition dans le contexte des négociations sur l'agriculture, visant à assurer que les procédures concernant le commerce des produits issus des nouvelles technologies soient transparentes, prévisibles et mises en œuvre au moment opportun.²⁵ Les États-Unis ont aussi fourni la liste de toutes les notifications

²⁰ Voir aussi les renseignements en ligne de l'Administration du commerce international, disponibles à l'adresse suivante: <http://www.ita.doc.gov/NewsFrameset.html>.

²¹ Document de l'OMC, G/SPS/N/USA/384, du 24 janvier 2001.

²² Le Service de recherche économique du Département de l'agriculture a publié récemment les premières données publiques sur les superficies de cultures issues des biotechnologies. Son rapport est disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.econ.ag.gov/whatsnew/issues/biotech>. Voir aussi <http://www.ers.usda.gov/publications/aib762/>.

²³ Une liste des lois américaines qui imposent des restrictions à l'importation pour inciter les pays étrangers à se conformer aux normes environnementales des États-Unis est disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.itds.treas.gov/EnvImp.html>.

²⁴ L'étiquetage obligatoire signalant la présence d'OGM est déjà imposé par exemple dans l'UE, et a aussi été introduit ou sera bientôt effectif en Australie, Corée, Japon, Nouvelle-Zélande, Suisse et dans d'autres pays.

²⁵ Document de l'OMC, G/AG/N/W/15, du 23 juin 2000.

présentées par les Membres de l'OMC au sujet de produits agricoles et alimentaires génétiquement modifiés.²⁶

132. Les États-Unis sont partie à la plupart des accords environnementaux internationaux, à l'exception, entre autres, de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, et de la Convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage. Avant que les États-Unis ne puissent ratifier formellement la Convention de Bâle, la législation nationale doit être en place pour mettre en œuvre toutes les prescriptions de cette convention. Par exemple, la législation américaine exige déjà qu'un pays importateur de déchets dangereux donne son consentement par écrit avant qu'ils ne soient exportés des États-Unis, mais il n'existe aucune disposition visant à assurer le rapatriement des déchets expédiés sans autorisation valable, prescrit par la Convention de Bâle. Le gouvernement se prépare actuellement à mettre en œuvre une loi pour que les États-Unis puissent ratifier cette convention. Les États-Unis sont aussi en train d'élaborer une législation d'application pour la ratification de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable donné en connaissance de cause (procédure IPC) applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, ainsi que de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, qui a été conclue récemment.

133. Les États-Unis ont signé le Protocole de Kyoto de décembre 1997 annexé à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, mais ont indiqué qu'ils ne le ratifieraient pas "car il permet à 80 pour cent des pays du monde, y compris des pays à population nombreuse comme la Chine et l'Inde, de ne pas le respecter et serait sérieusement préjudiciable à l'économie américaine".²⁷ Ils ont dit avoir l'intention de travailler avec d'autres nations pour élaborer de nouvelles technologies, des incitations commerciales et d'autres approches afin de remédier au changement climatique.

134. Les États-Unis ont participé aux négociations débouchant sur le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques annexé à la Convention sur la diversité biologique, mais ne l'ont pas signé ou ratifié.²⁸ La raison en est en partie le fait que les États-Unis n'ont pas ratifié ladite convention et ne peuvent donc pas signer le Protocole de Carthagène. Ce protocole concerne le commerce des organismes vivants génétiquement modifiés (OVM), un petit sous-groupe des OGM. Il entrera en vigueur après que le cinquantième instrument de ratification aura été déposé.

135. En décembre 2000, l'USTR et le Conseil de la qualité de l'environnement ont publié des directives concernant l'examen des effets sur l'environnement des accords commerciaux.²⁹ Cet examen est exigé pour trois types d'accord commercial: les cycles de négociations commerciales multilatérales globales, les accords de libre-échange bilatéraux ou plurilatéraux, et les principaux accords conclus récemment en matière de libéralisation des échanges dans le secteur des ressources

²⁶ Document de l'OMC, G/TBT/W/115/Add.1, du 18 octobre 2000.

²⁷ Lettre du 13 mars 2001 adressée par le Président Bush aux Sénateurs Jesse Helms de Caroline du Nord, Chuck Hagel du Nebraska, Pat Roberts du Kansas et Larry E. Craig de l'Idaho. En ce qui concerne l'état d'avancement de la ratification du Protocole de Kyoto, voir les renseignements en ligne du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, disponibles à l'adresse suivante: <http://www.unfccc.int/resource/conv/ratlist>.

²⁸ Des renseignements supplémentaires sur le Protocole de Carthagène figurent dans le document de l'OMC WT/CTE/M/24 du 19 septembre 2000.

²⁹ Pour de plus amples informations, voir: USTR and Council on Environmental Quality (2000), disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.ustr.gov/releases/2000/12/guides.pdf>.

naturelles. En avril 2001, l'USTR a indiqué qu'il examinerait l'incidence sur l'environnement des négociations menées actuellement sur l'agriculture et les services dans le cadre de l'OMC. L'évaluation de l'incidence sur l'environnement des accords de libéralisation des échanges est aussi au centre de l'action des États-Unis au Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC.

136. Le document-cadre relatif au mandat pour la promotion des échanges commerciaux, publié dans le Programme concernant le commerce international pour 2001, est fondé sur l'hypothèse selon laquelle, dans le domaine commercial et économique notamment, le gouvernement des États-Unis peut promouvoir la protection de l'environnement, en particulier par des mesures comme celles qui figurent dans une liste illustrative indiquée dans un "Ensemble de mesures concernant le travail et l'environnement".³⁰

137. Le rapport MEPC du gouvernement sur les États-Unis (WT/TPR/G/88) met l'accent sur la libéralisation des échanges qui favorise la protection de l'environnement et la réalisation d'autres objectifs sociaux grâce à une amélioration de la situation économique et sociale. Celle-ci aide les pays à améliorer leur environnement, à mieux respecter les normes du travail et à progresser sur d'autres aspects sociaux essentiels. La libéralisation des échanges doit s'accompagner de politiques adéquates en faveur de l'environnement. L'accent est mis sur l'importance d'identifier et d'exploiter les domaines où la libéralisation des échanges promet plus particulièrement d'être bénéfique tant pour le commerce que pour l'environnement. Ces trois domaines sont la réduction ou la suppression des mesures qui faussent les échanges dans le secteur agricole, la suppression des subventions qui entraînent une surpêche, et l'ouverture des marchés de biens et services environnementaux.

138. Les mesures visant à encourager la protection de l'environnement vont de la coopération et du soutien en faveur des institutions multilatérales jusqu'à l'orientation des programmes d'aide et de promotion des échanges vers des projets favorables et conformes aux politiques qui tiennent compte de l'environnement.

139. Les services concernant l'environnement sont l'un des onze secteurs de services au sujet desquels les États-Unis ont présenté des propositions de libéralisation accrue dans le cadre des négociations en cours en vue d'appliquer de façon plus large l'accord-cadre de l'AGCS.

140. Le rapport MEPC du Secrétariat sur les États Membres de l'OMC qui sont membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OEEO) (WT/TPR/S/85) indique que des taxes d'environnement sur les conteneurs en verre et en matières plastiques consignés sont appliquées dans tous les pays. La Dominique impose également une écotaxe sur l'essence et sur les appareils électriques ménagers, les radiateurs électriques et les récepteurs de télévision. En Grenade, une taxe d'environnement frappe toute une gamme d'appareils électriques importés ainsi que les véhicules importés. Les exportations interdites et soumises à restrictions dans chaque membre de l'OEEO sont énumérées soit dans une liste figurant dans la Loi douanière soit dans une ordonnance portant réglementation du commerce. Certaines exportations sont interdites conformément à la CITES et en ce qui concerne les produits dangereux.

141. Il n'y a pas de politique commune au niveau de l'OEEO concernant les normes ou règlements techniques. Tous les membres de l'OEEO ont créé leur propre bureau de normalisation indépendant. Seules les activités du Bureau de normalisation de Sainte-Lucie ont été notifiées à l'OMC.

142. Le rapport MEPC des gouvernements sur les États Membres de l'OMC qui sont membres de l'OEEO (WT/TPR/G/85) indique que les redevances liées à l'environnement sont utilisées pour

³⁰ Voir les renseignements en ligne de l'USTR, disponibles à l'adresse suivante: <http://www.ustr.gov/toolbox.pdf>.

permettre aux pays de l'OECD de contribuer à l'élimination des déchets solides et à la protection de l'environnement.

143. L'examen de la politique commerciale des six États membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales est présenté ci-après.

144. Le rapport MEPC du Secrétariat sur Antigua-et-Barbuda (WT/TPR/S/85/ATG) indique que les boissons importées dans des récipients en verre ou en plastique sont passibles d'une écotaxe remboursable à raison de 0,25 dollar des Caraïbes orientales par récipient. Les prohibitions à l'importation sont appliquées à certains produits, généralement pour des motifs sanitaires, de sécurité, moraux ou environnementaux. Des calendriers de réduction progressive fondés sur le Protocole de Montréal existent pour les substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Parmi ces substances se trouvent les CFC, qui s'utilisent essentiellement dans le secteur de la climatisation et de la réfrigération. En conformité avec le Protocole de Montréal, le gouvernement applique des restrictions quantitatives aux importations de R₁₂, de R₁₁ et de R₅₀₂. Les importations de véhicules remis en état en provenance du Japon et de la Corée sont limitées, ce qui, d'après les autorités, est dû à l'apparition de problèmes de qualité. Les importations de véhicules dont la climatisation utilise du fréon sont interdites, même s'ils peuvent être importés une fois leur système de climatisation changé.

145. Les exportations d'oiseaux vivants (SH 01.06.99) sont prohibées ainsi que les exportations de tout animal appartenant à une espèce sauvage, vivant ou mort, ou de ses parties.

146. Le Bureau des normes d'Antigua-et-Barbuda (ABBS) est l'organe de normalisation national; il est seul habilité à élaborer et à adopter les normes ainsi qu'à s'occuper des questions en relation avec les normes comme la métrologie et la qualité. L'élaboration des normes s'effectue en général par consensus entre le Bureau des normes, les parties concernées et les représentants des consommateurs. La décision est généralement prise à l'initiative du Conseil des normes, répondant à une demande du grand public, ou à une évolution de la situation du marché, qui pourrait avoir des incidences négatives sur la santé et la sécurité des consommateurs ou sur l'environnement, ou avoir des effets préjudiciables sur le commerce et, de ce fait, rend nécessaire l'adoption d'une norme.

147. Le rapport MEPC du gouvernement sur Antigua-et-Barbuda (WT/TPR/G/85/ATG) énumère les éléments suivants de la politique environnementale: entretien des zones côtières et du milieu naturel, en particulier des bassins versants, mangroves, récifs, plages; évaluations obligatoires de l'impact sur l'environnement; lutte contre la pollution, gestion et recyclage des déchets; renforcement et application du cadre législatif; production d'énergie renouvelable; préservation de la biodiversité.

148. Le rapport MEPC du Secrétariat sur la Dominique (WT/TPR/S/85/DMA) indique que, dans le cadre de son programme de réforme structurelle, le gouvernement a entrepris d'améliorer les infrastructures par le biais d'un programme d'investissement du secteur public (PSIP), qui comporte des projets d'amélioration des réseaux d'eau et d'égouts, de protection des côtes et de développement de l'écotourisme. Généralement, l'investissement étranger direct est encouragé dans les activités productrices qui ne portent pas atteinte à l'environnement, entre autres.

149. La Dominique perçoit une taxe environnementale sur certaines marchandises importées ou fabriquées et vendues dans le pays. Ainsi, elle perçoit une redevance de 0,25 dollar des Caraïbes orientales sur les récipients de boissons non alcooliques et alcooliques du chapitre 22 du SH, une redevance de 0,12 dollar le gallon sur l'essence, et une redevance de 5 pour cent sur certains appareils ménagers, radiateurs électriques et récepteurs de télévision.

150. En vertu de l'article 32 de la Loi sur la foresterie et la faune et la flore sauvages, il est interdit d'exporter tous animaux ou plantes sauvages, vivants ou morts, ou toute partie de ces plantes ou animaux dans le but de protéger la faune et la flore nationales.

151. La Loi n° 14 de 1999 sur la protection des obtentions végétales confère des droits d'obtenteur pour les variétés qui sont nouvelles, distinctes, homogènes et stables et auxquelles a été donné un nom acceptable pour l'enregistrement. Une variété est considérée comme nouvelle si elle n'a pas été vendue ou cédée d'une autre façon en Dominique pendant au moins un an avant le dépôt de la demande de protection et à l'extérieur de la Dominique pendant six ans (arbres ou cépages) ou quatre ans (autres végétaux) avant le dépôt effectif de la demande de protection en Dominique. Une variété est considérée comme distincte si elle peut clairement être distinguée de toute autre variété; l'homogénéité se définit par le fait qu'une variété exprime de la même façon les mêmes caractéristiques; enfin, une variété est considérée comme stable si les caractéristiques pertinentes restent inchangées après plusieurs générations.

152. Les demandes de droits d'obtenteur peuvent être déposées par les ressortissants de la Dominique, d'un pays qui est partie à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales, ou de tout autre État qui accorde la réciprocité à la Dominique. Les droits de l'obtenteur visent la production ou la reproduction de la variété, les conditions auxquelles sont subordonnés la propagation, l'offre à la vente, la commercialisation, l'exportation, l'importation et le stockage. Ils ne couvrent pas les actes se rapportant aux matières produites par la variété protégée. La durée de protection est de 25 ans pour les cépages, les arbres forestiers, ornementaux et fruitiers et de 20 ans pour toutes les autres espèces.

153. La Dominique a aussi cherché à se positionner comme destination de l'écotourisme, principalement en obtenant l'inscription du Parc national de Morne Trois Pitons sur la liste des sites du patrimoine mondial et en faisant du Morne Diablotin un parc national, en janvier 2000, si bien que la superficie des terres protégées atteint désormais quelque 41 000 acres.

154. Le 5 septembre 2000, le Parlement a adopté la Loi de 2000 sur les activités maritimes internationales. Cette loi a institué un registre maritime international et amélioré les normes que doivent respecter les navires battant pavillon dominiquais, en particulier dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement. La Dominique est membre de l'Organisation maritime internationale (OMI) et est partie à plusieurs conventions maritimes internationales qui traitent de la sécurité maritime ou de la protection de l'environnement. La Dominique n'est partie à aucune convention maritime concernant la responsabilité et l'indemnisation; tous les autres pays membres de l'OECD, sauf Sainte-Lucie, participent au moins à quelques-unes de ces conventions. Toutefois, les autorités ont indiqué que la Dominique était en train d'accéder aux principales conventions concernant la responsabilité, l'indemnisation et la pollution par les hydrocarbures.

155. Le rapport MEPC du gouvernement sur la Dominique (WT/TPR/G/85/DMA) indique que l'île s'étend sur une superficie de 751 km², dont 65 pour cent sont occupés par des forêts. La Dominique a la réputation d'avoir les plus grandes forêts ombrophiles des petites Antilles et elle est la plus montagneuse des îles des Caraïbes orientales. Tous ces facteurs font de cette île une destination idéale pour l'écotourisme. Le principal objectif stratégique à moyen terme est d'accélérer la mise en place de structures économiques modernisées, plus diversifiées et solides et plus compatibles avec l'impératif de durabilité écologique. Des systèmes de production acceptables sur le plan environnemental sont un des éléments de la stratégie qui vise à soutenir la transformation en cours du secteur bananier en un secteur capable d'être compétitif sur le marché. Les investissements dans les infrastructures matérielles comprennent la création d'une unité de gestion de l'environnement pour suivre les progrès accomplis dans l'instauration de modes de production durables conformes aux nouvelles initiatives en matière d'agriculture biologique.

156. Le rapport MEPC du Secrétariat sur la Grenade (WT/TPR/S/85/GRD) indique qu'une taxe de protection de l'environnement est appliquée à chaque contenant pour l'eau et toutes les sortes de boissons importées en bouteilles de verre et de matières plastiques et autres contenants. Cette taxe a été mise en œuvre au titre de la Loi n° 5 de 1997 relative à la taxe de protection de l'environnement, et

s'élève à 0,50 dollar des Caraïbes orientales par contenant de verre ou de matières plastiques et à 0,25 dollar des Caraïbes orientales dans le cas des autres contenants. La taxe de protection de l'environnement est collectée par le Contrôleur des douanes au moment de l'importation dans le pays. L'objectif de cette taxe est de protéger l'environnement dans la perspective d'une augmentation des importations de boissons en bouteilles de matières plastiques et de verre: 75 pour cent de la taxe sont remboursés dans les six mois de son versement sur la preuve satisfaisante fournie au Contrôleur des douanes par l'importateur, que le contenant a été réexporté ou détruit d'une manière acceptable pour l'Autorité de gestion des déchets solides de la Grenade. De la même manière, il est perçu une taxe de protection de l'environnement de 1 pour cent de la valeur c.a.f. d'une catégorie de marchandises parmi lesquelles figurent les ventilateurs, les systèmes de conditionnement de l'air, les réfrigérateurs, les congélateurs et autres équipements de réfrigération ou de congélation, les séchoirs pour vêtements, les machines à laver la vaisselle, les machines à laver le linge, les aspirateurs, les cireuses de sol, les destructeurs d'ordures ménagères et les récepteurs de télévision (y compris les écrans de vidéo et les projecteurs). Une retenue au titre de la protection de l'environnement est également pratiquée sur les véhicules d'importation; les véhicules neufs supportent une retenue équivalant à 2 pour cent de leur valeur c.a.f.; la même retenue s'applique à l'importation des véhicules d'occasion de moins de cinq ans, à l'exception des camions. Une retenue de 30 pour cent de leur valeur c.a.f. est appliquée à l'importation des véhicules d'occasion de plus de cinq ans. Dans le cas des importations de camions d'occasion de plus de cinq ans, la retenue est de 5 pour cent de la valeur c.a.f. des camions de 1 tonne à 10 tonnes, 10 pour cent pour les camions de 11 à 20 tonnes, et 20 pour cent pour les camions de 21 tonnes et plus.

157. L'importation de certains produits agricoles est soumise au régime des licences. Les autorités ont noté que le contrôle de certains produits était destiné à protéger l'environnement. L'exportation d'oiseaux sauvages (SH 0106.99) est interdite conformément à la Loi relative à la protection des oiseaux et de la faune et la flore, chapitre 34 des Lois de la Grenade. L'exportation d'autres oiseaux nécessite une autorisation écrite comme le prescrit la Loi n° 9 de 1991 sur la prohibition de l'exportation d'oiseaux.

158. Le rapport MEPC du gouvernement sur la Grenade (WT/TPR/G/85/GRD) indique que l'amélioration de la gestion de l'environnement constitue un objectif à moyen terme du gouvernement dans le contexte de la réorientation de l'économie grenadienne pour que celle-ci soit plus diversifiée, plus compétitive et repose davantage sur les connaissances, garantissant ainsi une amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens.

159. Le rapport MEPC du Secrétariat sur Saint-Kitts-et-Nevis (WT/TPR/S/85/KNA) note que Saint-Kitts-et-Nevis est le seul pays de l'OECD non membre de l'Organisation maritime internationale (OMI). Pourtant, il participe à la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL), la Convention internationale portant sur la création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.

160. Le rapport MEPC du Secrétariat sur Sainte-Lucie (WT/TPR/S/85/LCA) note que le budget 1999/2000 comprend un certain nombre de mesures destinées à accroître les recettes fiscales parmi lesquelles l'application d'une taxe d'environnement frappant un groupe de biens importés. Les exportations faisant l'objet de restrictions sont énumérées dans la Partie III de la troisième liste de la Loi douanière de 1990. On y trouve entre autres les plantes et les animaux rares ou menacés à moins qu'ils soient accompagnés d'une licence émise par les autorités responsables de la CITES. Les autorités ont indiqué que la liste ne correspond plus à la pratique actuelle et qu'elle a besoin d'être mise à jour.

161. Le rapport MEPC du gouvernement sur Sainte-Lucie (WT/TPR/G/85/LCA) indique que la politique quinquennale relative à l'agriculture mise en place par le gouvernement pour la

période 2000-2005 vise, entre autres, à préserver les ressources naturelles et la biodiversité du pays, grâce à une approche systémique pour la préservation des écosystèmes terrestres et marins.

162. Le rapport MEPC du Secrétariat sur Saint-Vincent-et-les Grenadines (WT/TPR/S/85/VCT) indique que les exportations d'oiseaux (SH 01.06.99) sont interdites et, en général, les restrictions prévues par la CITES sont appliquées. L'exportation d'un certain nombre de produits est soumise à des restrictions et à l'octroi de licences; il s'agit notamment du corail, des carapaces de tortues, des moutons et chèvres vivants, des langoustes et conques et des noix de coco. Des interdictions temporaires s'appliquent à l'exportation de langoustes en vertu de l'arrêté de 1939 sur les huîtres (clôture), tel que modifié en 1944. La saison de la langouste est close du 1^{er} mai au 31 août, période durant laquelle la capture et la vente (y compris pour l'exportation) de la langouste sont interdites. Pour les tortues, la saison est close du 1^{er} mars au 31 juillet. Dans le cas des conques, des critères de taille sont appliqués pour la vente ou l'exportation; la période de clôture est déterminée par règlement. Le ramassage du corail dans les eaux de Saint-Vincent-et-les Grenadines ne peut se faire sans une permission écrite émanant du responsable de l'Administration des pêches. En vertu du règlement du 21 novembre 1967 relatif aux exportations (fruits de mer), une licence est nécessaire pour l'exportation de plus de 500 livres de poissons, tortues, langoustes, conques, buccins, oursins verts et huîtres.

Tableau 1: Accord sur les obstacles techniques au commerce

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|--|
| G/TBT/N/BEL/11 | Belgique | Arrêté royal relatif à l'établissement d'un régime de primes afin de promouvoir et d'incorporer une installation de GPL à bord de voitures | Lutter contre l'acidification et l'ozone troposphérique |
| G/TBT/N/BEL/14 | Belgique | Normes belges NBN EN 228 et 590 concernant les carburants pour automobiles | Mettre sur le marché des produits plus écologiques et les rendre attrayants pour le consommateur, à l'aide d'une baisse des taxes |
| G/TBT/N/BEL/17 | Belgique | Avant-projet d'un arrêté royal renfermant des règles auxquelles doivent satisfaire les cercueils et les linceuls; à savoir les cercueils doivent se composer de matières et de matériaux naturels et réductibles et les linceuls doivent également se composer de matières et de matériaux naturels et réductibles. | Mettre à exécution l'article 12 de la Loi du 20 juillet 1971 relative aux cimetières et aux pompes funèbres. Cette disposition donne également au Roi la compétence de définir les conditions auxquelles doivent satisfaire un cercueil et un linceul. |
| G/TBT/N/BEL/18 | Belgique | Proposition de décret actualisant les mesures de protection des forêts, contenues dans le Code forestier, en y ajoutant les dégâts causés par l'écoulement des huiles, fluides hydrauliques et graisses lors de travaux forestiers. Elle contraint tous les utilisateurs d'engins à utiliser comme lubrifiants les produits qui seront agréés par les arrêtés d'exécution du gouvernement wallon. | Limitier les pollutions graves en cas d'écoulement ou de pertes accidentelles en cours d'exploitation par l'usage de lubrifiants biodégradables |
| G/TBT/N/BEL/27 | Belgique | Avant-projet de loi portant diverses dispositions fiscales en matière d'écotaxes et d'écouréductions | Faire prendre conscience au consommateur final qu'il est nécessaire d'utiliser des boissons produisant le moins de déchets d'emballages possible |
| G/TBT/N/BRA/27 | Brésil | Décret du gouvernement n° 3871 énonçant les prescriptions en matière d'étiquetage et d'enregistrement concernant les produits alimentaires emballés, issus d'organismes génétiquement modifiés ou contenant de tels organismes | Protection de l'environnement, de la santé et des consommateurs |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|---|
| G/TBT/N/CAN/9 | Canada | Modification proposée au Règlement sur les produits antiparasitaires avec pour objet de mettre en application les dispositions concernant la langue d'étiquetage des produits antiparasitaires (pesticides) de la <i>Loi sur les produits antiparasitaires</i> (LPA) de manière conforme à la <i>Loi sur les langues officielles</i> (LLO). | Protection de la santé et de la sécurité des personnes ainsi que de l'environnement |
| G/TBT/N/CAN/10 | Canada | Décret proposé d'inscription de substances toxiques à l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement: ammoniacque; nonylphénol et ses dérivés éthoxylés (NP et NPE); effluents des usines de textile (EUT); chloramines inorganiques | Protection de la santé des personnes ainsi que de l'environnement |
| G/TBT/N/CAN/11 | Canada | Modification proposée au Règlement de 1998 sur les substances appauvrissant la couche d'ozone afin d'abolir l'exemption actuelle pour l'utilisation des CFC dans les produits des soins de la santé humaine ou animale et établir un calendrier d'élimination progressive qui éliminera l'utilisation des CFC dans les inhalateurs-doseurs à compter du 1 ^{er} janvier 2005 | Protection de l'environnement |
| G/TBT/N/CAN/15 | Canada | Modification proposée au décret ajoutant deux substances à l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement: la benzidine et son sel (dichlorhydrate de benzidine), y compris les conditions spécifiques applicables à l'hexachlorobenzène | Protection de la santé des personnes ainsi que de l'environnement |
| G/TBT/N/CAN/20 | Canada | Décret proposé d'inscription de substances toxiques à l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) | Protection de la santé des personnes ainsi que de l'environnement |
| G/TBT/N/CAN/23 | Canada | Réglementation fixant la concentration de soufre dans le carburant diesel pour usage dans les véhicules routiers | Protection de la santé des personnes ainsi que de l'environnement |
| G/TBT/N/CHL/16 | Chili | Établissement de prescriptions applicables au carburant diesel de classe A1 et à l'essence sans plomb | Maîtriser l'augmentation de la pollution atmosphérique |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|---|
| G/TBT/N/CHL/17 | Chili | Interdiction de mélanger du kérosène avec d'autres combustibles et établissement de prescriptions applicables au kérosène destiné à des usages domestique et industriel stocké, distribué et commercialisé dans les régions métropolitaines V, VI, VII et VIII | Maîtriser l'augmentation de la pollution atmosphérique |
| G/TBT/N/CHL/18 | Chili | Modification du Décret n° 977 de 1996 du Ministère de la santé réglementant l'étiquetage des produits alimentaires transgéniques | Information des consommateurs |
| G/TBT/N/CHL/23 | Chili | Avant-projet de révision du plan de prévention et de lutte contre la pollution de la région métropolitaine fixant des niveaux maximaux admissibles d'émission de CO, de HC, de NO _x et de MP des véhicules lourds (camions), suivant les normes EPA 98 et EURO III | Réduction des émissions polluantes dans une région déclarée zone saturée du point de vue de la pollution de l'air |
| G/TBT/N/CHL/24 | Chili | Avant-projet de révision du plan de prévention et de lutte contre la pollution de la région métropolitaine fixant des niveaux maximaux admissibles d'émission de CO, de HC, de NO _x et de MP des autobus de transport en commun au bénéfice d'une concession, suivant les normes EPA 98 et EURO III | Réduction des émissions polluantes dans une région déclarée zone saturée du point de vue de la pollution de l'air |
| G/TBT/N/CHL/25 | Chili | Avant-projet de révision du plan de prévention et de lutte contre la pollution de la région métropolitaine fixant des niveaux maximaux admissibles d'émission de CO, de HC, de NO _x et de MP des véhicules légers et moyens, suivant les normes TIER1 (Californie) et EURO III | Réduction des émissions polluantes dans une région déclarée zone saturée du point de vue de la pollution de l'air |
| G/TBT/N/COL/6 | Colombie | Projet de décision portant suppression du caractère obligatoire de plusieurs normes techniques colombiennes officielles obligatoires | Protection contre les rayonnements et certaines substances dangereuses |
| G/TBT/N/COL/10 | Colombie | Projet de décision portant établissement de normes et de limites maximales admissibles d'émission pour les incinérateurs multichambres de résidus solides ou liquides | Protection de l'environnement |
| G/TBT/N/CRI/1 | Costa Rica | Règlement technique RTCR 69:2000 énonçant les prescriptions minimales concernant la qualité, l'emballage et l'étiquetage des oignons séchés d'origine nationale ou d'importation | Protection de l'environnement |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|---|
| G/TBT/N/CUB/1 | Cuba | Décision conjointe MINCEX/SIME du 16 juillet 2001 établissant des exigences techniques minimales auxquelles doivent satisfaire les machines et appareils pour le conditionnement de l'air | Réduction des effets de l'environnement sur ces produits et des effets de ceux-ci sur l'environnement et établissement de leurs caractéristiques en matière de rendement énergétique et d'alimentation électrique |
| G/TBT/N/CZE/2 | République tchèque | Projet de loi sur les emballages définissant les droits et les obligations des personnes physiques ou morales autorisées à avoir des activités commerciales, ainsi que les compétences des pouvoirs publics en relation avec la production d'emballages, la mise sur le marché et la circulation d'emballages et de produits emballés, la réutilisation d'emballages, le système de collecte d'emballages, la récupération et l'utilisation de déchets d'emballages, et le retraitement | Réduire la masse, le volume et la nocivité pour l'environnement des emballages et des substances chimiques |
| G/TBT/N/CZE/4 | République tchèque | Projet de loi (remplaçant la Loi n° 125/1997 Coll. sur les déchets) traitant de la gestion des déchets, notamment des ordures ménagères, des déchets dangereux et de certains autres déchets, y compris de la classification et de l'évaluation des déchets ainsi que de la collecte, de l'achat et de l'utilisation des déchets à des fins de production d'énergie, de la gestion des déchets, et des moyens de les évacuer et de les éliminer sans effets négatifs sur l'ensemble de l'environnement | Garantir un niveau élevé de protection sanitaire et de respect de l'environnement, ainsi qu'un développement durable (entre autres) |
| G/TBT/N/CZE/7 | République tchèque | Décret du Ministère de l'environnement établissant des principes de bonnes pratiques de laboratoire (principes BPL), la procédure de vérification de leur respect, la procédure de délivrance de certificats et la procédure de contrôle de la conformité aux principes BPL pour des essais non cliniques visant à déterminer l'innocuité de substances chimiques industrielles, de substances d'origine naturelle ou biologique et, dans certaines circonstances, d'organismes vivants | Obtention de données sur les propriétés de ces substances ou sur leur innocuité vis-à-vis de la santé des personnes ou de l'environnement |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|--|
| G/TBT/N/CZE/23 | République tchèque | Projet de décret gouvernemental n° .../2001 Coll. arrêtant des prescriptions techniques en matière d'émissions sonores applicables à certains produits | Protection de la santé des personnes et de l'environnement |
| G/TBT/N/EEC/3 | Communautés européennes | Projet de décision de la Commission concernant la non-inclusion du parathion en tant que substance active dans l'annexe I de la Directive 91/414/CEE et le retrait des autorisations accordées aux produits phytopharmaceutiques contenant cette substance active | Protection de la santé des personnes et de l'environnement |
| G/TBT/N/EEC/4 | Communautés européennes | Projet de décision de la Commission concernant la non-inclusion du chlorfenapyr (pesticide) en tant que substance active dans l'annexe I de la Directive 91/414/CEE et le retrait des autorisations accordées aux produits phytopharmaceutiques contenant cette substance active | Protection de la santé des personnes et de l'environnement |
| G/TBT/N/EEC/6 | Communautés européennes | Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant une procédure communautaire centralisée d'évaluation de la sécurité sanitaire et d'autorisation des denrées alimentaires et des aliments pour animaux génétiquement modifiés (voir liste des produits visés) ainsi que des dispositions complètes relatives à l'étiquetage de ces produits | Protection de la santé, de l'environnement et des consommateurs, prévention de pratiques de nature à induire en erreur |
| G/TBT/N/EEC/7 | Communautés européennes | Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un système communautaire de traçabilité et d'étiquetage des organismes génétiquement modifiés (OGM) et de traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'OGM, à tous les stades de leur mise sur le marché | Protection de la santé, de l'environnement et des consommateurs, prévention de pratiques de nature à induire en erreur |
| G/TBT/N/HKG/2 | Hong Kong, Chine | Document d'information concernant l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés visant à recueillir des avis concernant certaines propositions sur les produits alimentaires contenant des substances génétiquement modifiées | Informers les consommateurs |
| G/TBT/N/HKG/4 | Hong Kong, Chine | Projet de programme concernant l'étiquetage volontaire du rendement énergétique des appareils multifonctions | Sensibiliser les consommateurs à la question du rendement énergétique |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|--|
| G/TBT/N/HKG/5 | Hong Kong, Chine | Projet de programme concernant l'étiquetage volontaire du rendement énergétique des voitures de tourisme | Sensibiliser les consommateurs à la question du rendement énergétique |
| G/TBT/N/HKG/6 | Hong Kong, Chine | Programme concernant l'étiquetage volontaire du rendement énergétique des appareils électriques pour la cuisson du riz | Sensibiliser les consommateurs à la question du rendement énergétique |
| G/TBT/N/JPN/8 | Japon | Promulgation du Décret interministériel et de l'Ordonnance ministérielle concernant la Loi pour la promotion de l'utilisation efficace des ressources | Assurer l'utilisation efficace des ressources et protection de l'environnement |
| G/TBT/N/JPN/15 | Japon | Modification introduisant une norme d'étiquetage pour les produits agricoles génétiquement modifiés et l'obligation d'indiquer dans l'étiquetage cette différence dans la composition ou la teneur en éléments nutritifs et d'y mentionner que les produits en question sont génétiquement modifiés. Cette norme s'applique aux produits non équivalents de par leur composition ou leur valeur nutritive aux produits correspondants existants, et pour les aliments préparés à partir principalement de ces produits agricoles. | Protection des consommateurs |
| G/TBT/N/JPN/20 | Japon | Modification partielle de la réglementation concernant la sécurité des véhicules routiers et autres et établissement de normes d'émission pour les camions, les autocars et autobus, les véhicules à moteur diesel pour le transport de personnes, etc., et limitation de l'emploi de véhicules automobiles en des endroits déterminés (zones urbaines à l'environnement fortement pollué) | Prévention de la pollution de l'environnement par les oxydes d'azote (NOx) et les particules dans les zones urbaines |
| G/TBT/N/JPN/31 | Japon | Modification du Règlement concernant la production, la coordination, l'entreposage et le conditionnement des semences et jeunes plants désignés aux fins de l'introduction d'une disposition prescrivant que des semences et des jeunes plants de variétés génétiquement modifiées non certifiées comme sûres au titre de la Loi sur l'hygiène alimentaire ne devront être présents ni au stade de la transformation, ni dans les produits finaux | Garantir la qualité des semences et jeunes plants visés distribués |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|---|
| G/TBT/N/KOR/4 | Corée | Norme d'émission applicable aux véhicules automobiles | Protection de l'environnement |
| G/TBT/N/KOR/25 | Corée | Procédures de base en matière d'essais d'environnement | Application de l'article 5 de la Loi sur le contrôle de la sûreté des appareils électriques |
| G/TBT/N/NLD/7 | Pays-Bas | Projet de règlement administratif général relatif à la construction des bâtiments du point de vue de leur sûreté, de leurs caractéristiques sanitaires, de leur facilité d'utilisation, de leur rendement énergétique et de leur environnement | Protection de l'environnement (entre autres) |
| G/TBT/N/NLD/9 | Pays-Bas | Modification du Règlement sur les conditions de travail en relation avec des activités impliquant un contact avec des substances organiques volatiles | Protection de la santé, de l'environnement et des consommateurs |
| G/TBT/N/NLD/23 | Pays-Bas | Décret relatif aux bois traités avec des composés du cuivre | Protection de l'environnement |
| G/TBT/N/NLD/26 | Pays-Bas | Règlement interdisant la fabrication de la substance 1,1'-(isopropylidène)bis[3,5-dibrome-4-(2,3-dibrome propoxy)benzène], qu'elle soit ou non transformée et utilisée dans une préparation ou un produit, son importation aux Pays-Bas, son utilisation ou sa disponibilité dans les stocks de commerce | Protection de l'environnement |
| G/TBT/N/NLD/29 | Pays-Bas | Projet de décret d'application de la Directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage | Prévenir ou limiter la production ou l'élimination de déchets provenant de véhicules |
| G/TBT/N/NLD/31 | Pays-Bas | Décret réglementant le transport des marchandises dangereuses par voie aérienne | Mise en œuvre d'obligations internationales visant au maintien de la sécurité publique |
| G/TBT/N/NLD/33 | Pays-Bas | Décret visant la limitation des effets du tir aux pigeons d'argile sur l'environnement et interdisant d'avoir à sa disposition et d'utiliser pendant une séance de tir aux pigeons d'argile des cartouches renfermant des projectiles de plomb ou de zinc, et d'utiliser des pigeons d'argile présentant une teneur en certaines substances nocives pour l'environnement dépassant des limites données | Protéger l'environnement (la pollution des sols atteint un niveau préoccupant) |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|--|
| G/TBT/N/NLD/34 | Pays-Bas | Règlement relatif à la délivrance et aux caractéristiques des bagues fermées et autres marquages pour oiseaux d'élevage d'espèces animales indigènes protégées et oiseaux d'élevage d'espèces animales exotiques protégées inscrits dans l'Annexe A du Règlement de base relatif à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) | Réalisation du marquage des oiseaux d'élevage au moyen de bagues ou par d'autres moyens dans le respect de l'obligation énoncée à l'article 36 du Règlement d'application de la CITES |
| G/TBT/N/NLD/35 | Pays-Bas | Règlement sur la désignation d'espèces animales et végétales protégées en relation avec la Loi sur la flore et la faune | Désigner les espèces animales ou végétales indigènes et exotiques protégées. |
| G/TBT/N/NLD/36 | Pays-Bas | Règlement relatif à l'administration de la possession et du commerce d'espèces animales ou végétales protégées | Contrôle du respect de la Loi sur la flore et la faune et de la CITES |
| G/TBT/N/NLD/37 | Pays-Bas | Règlement aménageant des exemptions concernant des espèces animales ou végétales protégées en relation avec la Loi sur la flore et la faune et prenant en compte les dispositions du Règlement de base relatif à la CITES et du Règlement relatif à l'application de la CITES | Protection des animaux et des plantes sauvages |
| G/TBT/N/NZL/2 | Nouvelle-Zélande | Mesures proposées aux fins de la prévention de l'importation accidentelle de graines de maïs doux génétiquement modifié en Nouvelle-Zélande qui n'ont pas été agréés au titre de la Loi de 1996 sur les substances dangereuses et les nouveaux organismes | Les mesures proposées visent à faire en sorte que des graines de maïs doux génétiquement modifié ne soient pas accidentellement disséminées dans l'environnement néo-zélandais par le biais d'importations de graines de maïs doux conventionnel contaminées. |
| G/TBT/N/NZL/3 | Nouvelle-Zélande | Texte visant à limiter, pendant une période de deux ans, l'examen et l'approbation, par l'organisme compétent, des demandes d'introduction d'OGM dans l'environnement | Ménager un délai pour que des recherches plus poussées soient entreprises concernant les conséquences de la mise en circulation d'OGM et mettre en œuvre les améliorations apportées au cadre législatif régissant la mise en circulation de nouveaux organismes en Nouvelle-Zélande |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|---|
| G/TBT/N/NZL/4 | Nouvelle-Zélande | Règlement imposant aux produits des catégories précisées de respecter certaines normes minimales en matière de rendement énergétique ou porter une étiquette sur l'efficacité énergétique (selon le cas) conforme aux normes pertinentes si le produit est vendu en Nouvelle-Zélande | Amélioration de l'efficacité énergétique des appareils ménagers |
| G/TBT/N/NIC/6 | Nicaragua | Norme technique obligatoire relative à la fourniture d'hydrocarbures établissant des règles couvrant les méthodes, techniques, analyses et examens nécessaires pour garantir le respect des paramètres de qualité applicables aux produits finis dérivés du pétrole | Protection de l'environnement |
| G/TBT/N/NIC/9 | Nicaragua | Norme technique obligatoire relative au contrôle écologique des sites d'enfouissement sanitaire pour déchets solides non dangereux établissant des critères généraux ou spécifiques, des paramètres et des spécifications techniques environnementales régissant la localisation, la conception, l'exploitation, le maintien et la fermeture des installations d'élimination ultime de déchets solides non dangereux dans les sites d'enfouissement sanitaire | Protection de l'environnement |
| G/TBT/N/POL/1 | Pologne | Règlement de septembre 1999 relatif à la mise en application obligatoire de certaines normes polonaises en rapport avec la protection de l'environnement et les forêts | Protection de l'environnement et des forêts |
| G/TBT/N/ZAF/5 | Afrique du Sud | (Projet de) Règlement sur l'étiquetage de produits alimentaires obtenus à partir de certaines techniques de modification génétique énonçant des prescriptions concernant l'étiquetage de certains renseignements, à savoir les indications relatives à l'absence de modification génétique ou à la présence de caractéristiques améliorées | Fournir aux consommateurs certains renseignements sur les produits alimentaires ayant subi des modifications génétiques |
| G/TBT/N/SWE/4 | Suède | Ordonnance interdisant l'utilisation de munitions contenant du plomb et interdisant la mise en vente et la cession de munitions renfermant des projectiles de plomb | Protection de la santé des personnes et de l'environnement |
| G/TBT/N/SWE/7 | Suède | Règlement (1985:19) concernant la prévention de la pollution par les navires | Réduction de la pollution |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|--|
| G/TBT/N/THA/49 | Thaïlande | Étiquetage des produits alimentaires obtenus au moyen de certaines techniques de modification génétique/de génie génétique | Protection des consommateurs |
| G/TBT/N/THA/50 | Thaïlande | Proposition visant à donner effet à la norme TIS 2064-2544 (2001) en tant que norme obligatoire. Ce texte couvre les fournitures pour réservoirs de chasse d'eau. | Protection de l'environnement (économie d'eau) |
| G/TBT/N/THA/51 | Thaïlande | Proposition visant à donner effet à la norme TIS 2065-2544 (2001) en tant que norme obligatoire. Ce texte couvre les types et dimensions des soupapes de vidange pour appareils de W.-C. et les types et dimensions des soupapes de vidange pour urinoirs. | Protection de l'environnement (économie d'eau) |
| G/TBT/N/THA/52 | Thaïlande | Proposition visant à donner effet à la norme TIS 2066-2544 (2001) en tant que norme obligatoire. Ce texte couvre les douches. | Protection de l'environnement (économie d'eau) |
| G/TBT/N/THA/53 | Thaïlande | Proposition visant à donner effet à la norme TIS 2067-2544 (2001) en tant que norme obligatoire. Ce texte couvre les robinets pour appareils sanitaires. | Protection de l'environnement (économie d'eau) |
| G/TBT/N/USA/3 | États-Unis | Programme d'économies d'énergie pour certains produits de consommation proposant de modifier les procédures d'essai pour les climatiseurs centraux et les pompes à chaleur | Soumettre les produits visés à des essais pour mesurer leur rendement énergétique et leur consommation d'énergie |
| G/TBT/N/USA/13 | États-Unis | Contrôle des émissions des gros moteurs non routiers à allumage par étincelles et des moteurs de véhicules de loisirs qui polluent l'air ou contribuent à la pollution de l'air et que l'Agence pour la protection de l'environnement n'a pas encore soumis à une réglementation | Maintenir, voire améliorer, les performances des produits en fabriquant des moteurs et des équipements satisfaisant aux normes proposées |

Tableau 2: Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| G/SPS/N/AUT/2 | Autriche | Règlement imposant des exigences additionnelles applicables aux importations de produits d'emballage en bois originaires de Chine (à l'exclusion de Hong Kong, Chine), de Corée, des États-Unis d'Amérique et de Taiwan dans le but de prévenir la dissémination du longicorne d'Asie | Préservation des végétaux |
| G/SPS/N/CHL/74 | Chili | Règlement établissant des exigences et des procédures nécessaires pour autoriser l'admission au Chili de matériel végétal de multiplication génétiquement modifié | Préservation des végétaux |
| G/SPS/N/EEC/134 | Communautés européennes | Projet de directive fixant des teneurs maximales (teneur maximale pour aliment pour animaux d'une teneur en humidité de 12 pour cent, exprimée en OMS-PCCD/F-TEQ = somme des dibenzo-para-dioxines polychlorées (PCDD) et des dibenzofuranes polychlorés (PCDF)), s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie globale visant à réduire la présence de dioxines dans l'environnement, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux | Innocuité des produits alimentaires |
| G/SPS/N/EEC/135 | Communautés européennes | Projet de directive fixant des seuils d'intervention (seuil d'intervention pour aliment pour animaux d'une teneur en humidité de 12 pour cent, exprimé en OMS-PCCD/F-TEQ = somme des dibenzo-para-dioxines polychlorées (PCDD) et des dibenzofuranes polychlorés (PCDF)), s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie globale visant à réduire la présence de dioxines dans l'environnement, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux | Innocuité des produits alimentaires |
| G/SPS/N/EEC/136 | Communautés européennes | Projet de directive fixant des seuils d'intervention pour la viande et les produits à base de viande destinés à la consommation humaine, exprimé en OMS-PCCD/F-TEQ = somme des dibenzo-para-dioxines polychlorées (PCDD) et des dibenzofuranes polychlorés (PCDF), s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie globale visant à réduire la présence de dioxines dans l'environnement, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux | Innocuité des produits alimentaires |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|---|
| G/SPS/N/EEC/137 | Communautés européennes | Projet de directive fixant des seuils d'intervention pour la viande et les produits à base de viande destinés à la consommation humaine, exprimé en OMS-PCCD/F-TEQ = somme des dibenzo-para-dioxines polychlorées (PCDD) et des dibenzofuranes polychlorés (PCDF), s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie globale visant à réduire la présence de dioxines dans l'environnement, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux | Innocuité des produits alimentaires |
| G/SPS/N/EEC/146 | Communautés européennes | Projet de règlement de la Commission retirant l'autorisation du nifursol conformément à l'article 9 de la Directive 70/524/CEE du Conseil, qui prévoit le retrait de l'autorisation d'un additif notamment s'il représente un risque pour la santé des personnes ou des animaux ou pour l'environnement | Innocuité des produits alimentaires |
| G/SPS/N/JPN/77 | Japon | Modification introduisant l'obligation d'évaluer la sécurité sanitaire des aliments pour animaux et des additifs pour aliments pour animaux obtenus à l'aide des techniques de recombinaison, établissement de la procédure d'évaluation correspondante et de la norme relative à la fabrication des produits en question, et fixation de la proportion maximale admissible (1 pour cent) d'aliments pour animaux non agréés au Japon mais ayant fait l'objet d'une évaluation de sécurité sanitaire par les autorités d'un autre pays. Les aliments pour animaux et les additifs pour aliments pour animaux obtenus à l'aide des techniques de recombinaison d'ADN dont l'évaluation de la sécurité sanitaire n'a pas été menée à bien ne pourront être ni importés, ni vendus au Japon. | Santé des animaux |
| G/SPS/N/KOR/94 | Corée | Avis public établissant sur une base volontaire des lignes directrices appropriées concernant les procédures d'examen des données en rapport avec les risques pour l'environnement agricole pouvant résulter des organismes génétiquement modifiés de production nationale ou importés | Préservation des végétaux, et protection du territoire d'autres dommages attribuables à des parasites |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|---|
| G/SPS/N/KOR/98 | Corée | Mesures phytosanitaires provisoires (prohibition des importations) destinées à prévenir l'introduction de la maladie de la mort subite du chêne et de la maladie de l'aulne | Préservation des végétaux |
| G/SPS/N/MEX/170 | Mexique | Norme officielle d'urgence NOM-EM-002-RECNAT-2000 établissant les lignes directrices pour la fixation de prescriptions phytosanitaires pour les produits et sous-produits forestiers en l'absence de telles prescriptions dans une norme officielle spécifique | Protection du territoire d'autres dommages attribuables à des parasites |
| G/SPS/N/MEX/172 | Mexique | Modification de la norme officielle NOM-005-FITO-1995 établissant une quarantaine extérieure visant à prévenir l'introduction du dermeste des grains | Protection du territoire d'autres dommages attribuables à des parasites |
| G/SPS/N/MAR/13 | Maroc | Arrêté réglementant l'importation de plantes ou parties de plantes susceptibles d'être infestées par certaines espèces nuisibles de ravageurs animaux ou végétaux | Préservation des végétaux |
| G/SPS/N/NZL/33 | Nouvelle-Zélande | Norme sanitaire générique à l'importation énonçant les exigences régissant l'importation en Nouvelle-Zélande de toutes les graines de <i>Pinus radiata</i> pour l'ensemencement, y compris la biosécurité et la quarantaine (entre autres) | Préservation des végétaux |
| G/SPS/N/NZL/35 | Nouvelle-Zélande | Norme sanitaire générique à l'importation énonçant les exigences régissant l'importation en Nouvelle-Zélande de toutes les graines de <i>Pseudotsuga menziesii</i> pour l'ensemencement, y compris la biosécurité et la quarantaine | Préservation des végétaux |
| G/SPS/N/NZL/65 | Nouvelle-Zélande | Projet de norme sanitaire proposant que tous les véhicules usagés destinés à être exportés vers la Nouvelle-Zélande soient obligatoirement soumis à une inspection externe et interne. De plus, tous les véhicules usagés arrivant en Nouvelle-Zélande devront être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré par l'organisation nationale de protection des végétaux du pays d'exportation attestant qu'il a été satisfait aux prescriptions d'importation. | Protection de la flore indigène et non indigène de la Nouvelle-Zélande contre l'entrée, l'établissement et la dissémination du bombyx disparate et d'animaux d'espèces apparentées. |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|---|
| G/SPS/N/NZL/143 | Nouvelle-Zélande | Projet de récapitulatif de prescriptions à l'importation révisant les prescriptions phytosanitaires régissant l'importation de raisin de table frais (<i>Vitis vinifera</i>) en provenance des États-Unis d'Amérique (État de Californie) dans le but de réduire les risques liés à une contamination de ce produit par la cicadelle <i>Homalodisca coagulata</i> ou par <i>Xylella fastidiosa</i> (maladie de Pierce) susceptibles d'être présentes dans cette filière | Préservation des végétaux |
| G/SPS/N/NZL/158/Rev.1 | Nouvelle-Zélande | Analyse de risque à l'importation concernant les fleurs et les branches coupées de cordyline et de dracéna en vue de l'élaboration d'une norme sanitaire générique à l'importation couvrant la liste des organismes nuisibles, le classement de ceux-ci en catégories, l'évaluation du risque et les mesures de réduction du risque | Préservation des végétaux |
| G/SPS/N/NZL/159 | Nouvelle-Zélande | Projet de norme sanitaire à l'importation concernant les fleurs et les branches coupées de cordyline et de dracéna énonçant les exigences phytosanitaires régissant l'importation de ces marchandises en Nouvelle-Zélande, quel que soit leur pays de provenance | Préservation des végétaux |
| G/SPS/N/NZL/160 | Nouvelle-Zélande | Document officiel suspendant temporairement le commerce des raisins de table exportés de Californie de façon à permettre la réalisation d'analyses des risques phytosanitaires liés aux araignées exotiques associées à cette filière, en particulier celles de l'espèce <i>Latrodectus spp.</i> | Protection de la santé des personnes et de l'environnement contre les parasites |
| G/SPS/N/NZL/161 | Nouvelle-Zélande | Texte visant à limiter, pendant une période de deux ans, l'examen et l'approbation, par l'organisme compétent, des demandes d'introduction d'OGM dans l'environnement. Ces modifications s'appliquent aux demandes d'importation d'OGM en vue de leur mise en circulation et aux demandes de déconfinement d'OGM. Des exceptions sont prévues. | Protection du territoire d'autres dommages attribuables à des parasites |
| G/SPS/N/PER/23 | Pérou | Texte réglementant la mise en œuvre par le SENASA du "Plan de préservation des zones exemptes de parasites", afin d'éviter la propagation des parasites des agrumes | Protection du territoire d'autres dommages attribuables à des parasites |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|--|
| G/SPS/N/PER/25 | Pérou | Décision rendant caduque une décision réglementant l'importation des produits végétaux hôtes de <i>Thrips palmi</i> et d'autres espèces de <i>thrips</i> en provenance de Colombie | Préservation des végétaux et protection du territoire d'autres dommages attribuables à des parasites |
| G/SPS/N/SVN/7 | Slovénie | La loi sur les affaires phytosanitaires est fondée sur la Directive 2000/29/CE du Conseil concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté. | Préservation des végétaux |
| G/SPS/N/SVN/12 | Slovénie | Règlement relatif à des mesures de prévention de l'introduction et de la propagation d'organismes nuisibles sur les végétaux, les produits végétaux et d'autres objets réglementés, et à des mesures visant à l'élimination de ces organismes nuisibles | Préservation des végétaux et protection du territoire d'autres dommages attribuables à des parasites |
| G/SPS/N/ZAF/9 | Afrique du Sud | (Projet de) Règlement relatif à l'étiquetage des produits alimentaires obtenus par l'application de certaines techniques de modification génétique. Avis gouvernemental R.366 du 4 mai 2001. | Innocuité des produits alimentaires |

Tableau 3: Accord sur les subventions et les mesures compensatoires³¹

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|---|---------------------------------------|---|---|
| G/SCM/N/48/CYP (mise à jour de la notification figurant dans le document G/SCM/N/38/CYP) | Chypre | <ul style="list-style-type: none"> Aide aux entreprises manufacturières pour la mise en place de systèmes antipollution Aide financière Programme en vigueur depuis 1994 pour une période de cinq ans Entreprises manufacturières qui étaient en activité avant le 1^{er} janvier 1993 | Aider les entreprises manufacturières à mettre en place des systèmes pour réduire la pollution de l'environnement |
| G/SCM/N/71/EEC | Communautés européennes | <ul style="list-style-type: none"> Mesures d'accompagnement des plans de développement rural, Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (FEOGA) – Section garantie Subventions 2000-2006 L'aide est cofinancée par les États membres qui sont chargés de mettre en œuvre ces programmes et de choisir les différents projets. | Mesures agroenvironnementales et reboisement de terres agricoles (entre autres) |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aide à l'industrie charbonnière en vertu de la Décision n° 3632/93/CECA1 de la Commission Toute mesure ou intervention directe ou indirecte des pouvoirs publics liées à la production, à la commercialisation et au commerce extérieur, à l'affectation, au bénéfice direct ou indirect de l'industrie houillère, des prélèvements rendus obligatoires par l'intervention des pouvoirs publics, ainsi que les | Faciliter l'adaptation de l'industrie charbonnière aux normes de protection de l'environnement (entre autres) |

³¹ La description de la mesure ou du programme se présente (chaque fois que cela est possible) comme suit:

- titre de la mesure ou du programme;
- forme d'aide, si elle est mentionnée;
- durée indicative du programme si elle est mentionnée dans une notification (si la durée n'est pas mentionnée dans le tableau, la notification ne fait pas référence à la durée d'une mesure ou indique que la mesure n'est pas limitée dans le temps); si un programme ou une mesure a été achevé ou a pris fin, mais n'est pas encore notifié, cela signifie que certaines obligations demeurent en suspens (versements, recouvrements, bonifications d'intérêts, garanties, pertes à éponger, etc.) qui sont reportées sur les prochaines périodes;
- bénéficiaires principaux.

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---|--|---|
| | | <p>éléments d'aide contenus dans les mesures de financement prises par les États membres à l'égard des entreprises charbonnières qui ne sont pas considérées comme du capital à risque fourni à une société selon les pratiques normales en économie de marché</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1994-2002 • Industrie charbonnière | |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) - Actions structurelles dans le secteur de la pêche et l'aquaculture • Aides à la flotte de pêche, à l'aquaculture, aux circuits de transformation et de commercialisation, aux infrastructures portuaires et mesures socioéconomiques • 2000-2006 • Armateurs, entreprises, organisations de producteurs, organismes publics et privés, organisations professionnelles, coopératives, pêcheurs | Contribuer à atteindre de manière durable un équilibre entre les ressources halieutiques et leur exploitation (entre autres) |
| G/SCM/N/71/EEC/Add.1 | Communautés européennes pour l'Autriche | <ul style="list-style-type: none"> • Lignes directrices concernant l'aide à l'industrie nationale pour la mise en œuvre de mesures de protection de l'environnement • Dons en espèces non remboursables • Entreprises | Fournir une assistance économique aux entreprises qui adoptent des mesures de protection de l'environnement, quel que soit le type d'industrie dans lequel le bénéficiaire concerné exerce ses activités |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Lignes directrices concernant l'aide à la gestion des eaux usées industrielles • Dons en espèces non remboursables • Entreprises | Fournir une assistance économique aux entreprises qui mettent en œuvre des projets de gestion des eaux usées, quel que soit le type d'industrie dans lequel le bénéficiaire concerné exerce ses activités |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Lignes directrices concernant l'aide pour la décontamination des sites pollués abandonnés • Dons en espèces non remboursables • Entreprises et collectivités locales pour la décontamination des sites pollués | Ce programme a pour principal objectif d'offrir une assistance financière à la mise en œuvre de mesures visant à remettre en état les sites pollués. La priorité est accordée aux sites figurant sur la liste du registre national des sites contaminés. |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Programme spécial de renforcement de l'économie tyrolienne (programme d'incitation en faveur du Tyrol) • Dons en espèces non remboursables • 26 mai 1999-31 décembre 2006 • Principalement les petites et moyennes entreprises, mais aussi les grandes entreprises du secteur manufacturier ou du secteur des services liés à la production | Encourager les projets d'investissement mis en œuvre en particulier par les petites et moyennes entreprises dans le domaine de la recherche-développement, de la protection de l'environnement, de l'économie d'énergie (entre autres) |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Aide pour la gestion des eaux usées industrielles financée par la région de Styrie • Dons en espèces non remboursables à concurrence de 10 pour cent au maximum du montant total des coûts d'investissement éligibles • 24 janvier 2000-31 décembre 2006 • Entreprises | Fournir une assistance économique aux entreprises qui adoptent des mesures visant à économiser l'eau, dans l'industrie manufacturière |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Aide accordée sous forme de garanties de prêts et de crédits • Garanties de crédits et de prêts contre les risques de faillite, sans frais • Entreprises du secteur manufacturier ou du secteur des services liés à la production | Favoriser les projets d'investissement mis en œuvre dans les domaines de l'innovation et de la technologie, de l'environnement et de l'écologie (entre autres) |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|--|---|--|
| G/SCM/N/71/EEC/Add.2 | Communautés européennes pour la Belgique | <ul style="list-style-type: none"> • Déduction pour investissement, articles 68 à 77 CIR92 • La déduction pour investissement permet de déduire de la base imposable une quotité du montant des investissements effectués au cours de la période imposable. • La déduction pour investissement a été "désactivée" pour les investissements effectués à partir du 27 mars 1992; cela signifie que le taux est ramené à zéro sauf pour les secteurs cités à l'objectif général. • Sociétés et personnes physiques qui déclarent des bénéfices ou des profits | Faciliter l'investissement dans les secteurs recherche et développement et économiseurs d'énergie ainsi que dans les PME |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Région de Bruxelles-Capitale: aide à l'expansion économique • L'aide financière est accordée sous forme d'une prime à l'investissement non récupérable. • PME | Promouvoir l'expansion économique en octroyant des aides financières aux entreprises industrielles bruxelloises qui réalisent des investissements visant les économies d'énergie, d'eau ou de matières premières, la protection de l'environnement, et l'adaptation aux normes européennes |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Loi de réorientation économique du 4 août 1978 • Subvention-intérêt (pour les investissements financés par le crédit ou le crédit-bail); prime en capital (pour les investissements financés par les fonds propres de l'entreprise); exonération du précompte immobilier et garanties de prêts par la Région flamande • Petites entreprises industrielles, commerciales et artisanales du secteur du tourisme ou des services et personnes exerçant des activités à titre libéral ou indépendant en étroite relation avec les activités économiques des petites entreprises | Promouvoir l'expansion économique des petites entreprises et des activités exercées à titre indépendant en Région flamande, avec prise en compte de la délocalisation pour raisons écologiques ou de l'impact sur l'environnement pour le calcul du montant de la subvention-intérêt et de la prime en capital |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|--|--|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Décret du 15 décembre 1993 favorisant l'expansion économique en Région flamande • Prime d'investissement; exonération du précompte immobilier; garantie de prêt de la Région flamande; crédit remboursable sans intérêt • Moyennes et grandes entreprises industrielles, commerciales, artisanales et celles dans le secteur du tourisme ou des services | Promouvoir l'expansion économique des entreprises, grandes et moyennes, dans la Région flamande. Octroi de primes d'investissement aux entreprises moyennes qui réalisent des investissements ayant un impact favorable sur l'environnement (entre autres) |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Aide aux investissements et à l'installation en agriculture • Fonds flamand d'investissement agricole • Subventions-intérêts: bonification sur le taux d'intérêt de prêts accordés en agriculture et horticulture; primes aux investissements pour jeunes agriculteurs/horticulteurs; garanties aux prêts accordés en agriculture et en horticulture • Agriculteurs et horticulteurs et leurs organisations et coopératives | Favoriser toutes les opérations qui accroissent la productivité des entreprises agricoles et horticoles, sauvegardent et améliorent leur rentabilité et diminuent les prix de revient (les investissements liés à l'environnement représentent une des grandes catégories d'opérations pour lesquelles l'aide est octroyée) |
| G/SCM/N/71/EEC/Add.3 | Communautés européennes pour le Danemark | <ul style="list-style-type: none"> • Subventions au transport des marchandises par rail, pour la protection de l'environnement • Dons • Chemins de fer nationaux • Les subventions ont été distribuées en 2000. | Favoriser des modes de transport plus respectueux de l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Programme énergétique (taxe sur le CO₂ et le SO₂) • Remboursement de la taxe • Entreprises | Appuyer les efforts internationaux en vue de réduire les émissions de carbone et de soufre et d'assurer le respect aux plans national et international des objectifs environnementaux convenus |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Investissements dans l'agriculture à des fins de protection et d'amélioration de l'environnement Aide aux agriculteurs qui investissent dans des installations de stockage satisfaisant aux prescriptions en matière d'épandage et d'utilisation de fumier dans les champs Agriculteurs | Protection et amélioration de l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Garantie des prêts destinés à des investissements agricoles à des fins de protection et d'amélioration de l'environnement Garantie des prêts destinés à des investissements réalisés par les agriculteurs qui investissent dans des installations de stockage satisfaisant aux prescriptions en matière d'épandage et d'utilisation de fumier dans les champs Agriculteurs | Protection et amélioration de l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Agriculture respectueuse de l'environnement Subvention Agriculteurs | Encourager un mode de culture extensif, respectueux de l'environnement, et réduire les risques de pollution des eaux souterraines |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aménagement de brise-vent | Prévenir les vents de sable et réaliser, grâce à l'attribution de subventions, des objectifs économiques et des objectifs en matière de planification, de préservation et de protection de l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Agriculture biologique Aide financière 1994-1999 - Engagements financiers pour une période allant jusqu'à cinq ans Agriculteurs, projets de recherche et projets de diffusion d'informations sur l'agriculture biologique | Faciliter la transition et améliorer les conditions de l'agriculture biologique |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme de mise au point de produits pour l'industrie forestière et l'industrie de transformation du bois Subventions ou prêts Industrie forestière et industrie de transformation du bois | Rendre l'industrie forestière et l'industrie de transformation du bois plus compétitives et moins vulnérables aux fluctuations du marché, afin d'obtenir une utilisation satisfaisante du bois, ressource naturelle et matière première respectueuse de l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Régime de subventions pour les produits peu polluants (succède au régime de subventions pour les techniques peu polluantes. Prévu par la Loi relative à la protection de l'environnement, n° 698, du 22 juillet 1998) Dons 1999-2002 Projets visant à réduire l'impact que peuvent avoir sur l'environnement la conception, la production, la commercialisation, la vente et la consommation des produits, ainsi que le traitement des résidus au cours du cycle de vie des produits | Réduire l'impact environnemental des produits à toutes les phases de leur cycle de vie |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme de développement des énergies renouvelables Programme de dons pour les centrales et les centres d'énergie renouvelables | Réduire les émissions de CO ₂ grâce à la mise au point, à la démonstration et à l'application de techniques utilisant les énergies renouvelables du secteur de la production d'énergie |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Subventions pour le programme Hydrogène (nouvelles technologies concernant les énergies renouvelables) Dons 1998-2006. Les dons sont limités à trois ans par projet. Projets dans le secteur de l'énergie | Promouvoir l'utilisation de l'hydrogène dans le secteur de l'énergie, en particulier dans les transports |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Projet de Loi sur l'approvisionnement en électricité en soutien des applications particulières en faveur de l'énergie durable Garantir l'accès des consommateurs à une électricité peu coûteuse et à continuer d'avoir un droit de regard sur la gestion des avoirs du secteur de l'électricité Secteur de l'énergie | <p>Promouvoir en particulier l'application des énergies durables, notamment par le biais d'économies d'énergie et l'utilisation de centrales de production mixte de chaleur et d'électricité, des sources d'énergies renouvelables et non dangereuses pour l'environnement, tout en veillant à l'utilisation rationnelle des ressources financières et à instaurer la concurrence sur les marchés de la production et du commerce de l'électricité</p> |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Projet de Loi sur les quotas de CO₂ pour la production d'électricité Exemptions de la loi Les producteurs d'électricité qui utilisent exclusivement des sources d'énergie exemptes de CO₂ ou neutres en CO₂ ne sont pas assujettis à la loi. | <p>Réglementation des coûts de CO₂ et réduction des émissions de CO₂ à partir des combustibles utilisés pour la production de l'électricité au Danemark</p> |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Régime de subventions aux investissements réalisés pour convertir ou agrandir les centrales de chauffage urbain en vue de l'utilisation de la biomasse, pour la production de chaleur combinée ou non à la production d'électricité Dons Jusqu'en 2002 Centrales de chauffage urbain | <p>Réduire les émissions de CO₂ en encourageant les centrales de chauffage urbain à se transformer ou s'agrandir pour utiliser la biomasse comme combustible pour produire de la chaleur ou de la chaleur et de l'électricité</p> |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Subvention pour la production d'électricité • Subvention publique accordée en compensation de la taxe sur le CO₂ et de la taxe sur l'électricité • Pendant les six premières années d'exploitation pour les centrales industrielles de production mixte de chaleur et d'électricité, pendant les huit premières années d'exploitation pour les centrales dont la puissance ne dépasse pas 4 MW • Production d'électricité respectueuse de l'environnement | Réduire les émissions de CO ₂ en augmentant la part de cogénération, réduire la production d'énergie à partir du charbon et promouvoir la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Droits sur les lampes fluorescentes compactes (LFC) • Dons • 15 septembre au 25 novembre 2000 • Magasins | Promouvoir le label énergie et d'encourager l'achat de lampes fluorescentes compactes à faible coût et de bonne qualité afin de réduire les émissions de CO ₂ |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Subventions pour la conversion des systèmes de chauffage électrique dans les habitations et les bâtiments publics aux systèmes de production mixte de chaleur et d'électricité utilisant le gaz naturel • Dons • 1998-2008 | Promouvoir le raccordement au chauffage urbain et l'utilisation de gaz naturel afin de réduire les émissions de CO ₂ |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Programme de subventions pour la mise au point, la commercialisation, l'acquisition et l'utilisation de mécanismes et d'équipement permettant d'effectuer des économies d'électricité. En 2000, le programme a porté sur les appareils de réfrigération et de congélation, les lave-linge et sèche-linge, et la ventilation des établissements scolaires. • Dons • Bâtiments publics et habitations des particuliers | Encourager les économies d'électricité dans les lieux publics et chez les particuliers, afin de répondre aux préoccupations socioéconomiques et environnementales |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Subvention publique en vue de promouvoir le raccordement aux systèmes de distribution combinée d'électricité et de chaleur, utilisant le charbon (Loi n° 420 du 1^{er} juin 1994) Subvention versée en compensation de l'augmentation de la taxe sur le charbon 1^{er} octobre 1994 à 2000 Entreprises de chauffage urbain qui distribuent de la chaleur et de l'électricité produites à partir du charbon | Promouvoir le raccordement au chauffage urbain produit par des centrales de cogénération de chaleur et d'électricité fonctionnant au charbon, afin de réduire les émissions de CO ₂ |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Subvention publique pour le remplacement des anciens systèmes de chauffage domestique par des systèmes de production mixte de chaleur et d'électricité (Loi n° 5 du 3 janvier 1992) Dons Jusqu'en 2002 Habitations construites avant 1950, chauffées par des radiateurs à gaz, des poêles électriques ou à kérosène, et où doivent être installés des systèmes centraux de chauffage et de production d'eau chaude | Réduire la pollution atmosphérique dans les villes et créer des emplois |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Subvention publique pour le programme d'économie d'énergie axé sur les produits (Loi n° 129 du 25 février 1998) Dons Habitations et bâtiments publics | Promouvoir les produits conservant l'énergie afin de réduire les émissions de CO ₂ |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Subventions pour les investissements des entreprises privées destinés à économiser l'énergie Les subventions représentent un pourcentage des coûts. Entreprises privées | Encourager les mesures qui améliorent le rendement énergétique ou qui favorisent les économies d'énergie dans les entreprises privées, afin de réduire les quantités de CO ₂ émises par les entreprises |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme de subventions pour le remboursement de la taxe sur le CO₂ en faveur des entreprises consommant beaucoup d'énergie Dons Entreprises privées | Réduire les émissions de CO ₂ des entreprises privées consommant beaucoup d'énergie |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|--|---|---|
| G/SCM/N/71/EEC/Add.4 | Communautés européennes pour la Finlande | <ul style="list-style-type: none"> Programme de prêts aux PME en matière d'environnement (Finnvera plc). Prêts assortis de conditions libérales pour des investissements en matière d'environnement Prêts à des débiteurs présentant des garanties insuffisantes (par rapport aux conditions du marché), bonification d'intérêts Entreprises manufacturières et entreprises touristiques | Promouvoir la protection de l'environnement, les économies d'énergie et améliorer la circulation des matières premières |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Primes au secteur de l'énergie Dons 1996-2003 Entreprises et collectivités | Incitation aux économies d'énergie, à l'amélioration du rendement énergétique et à l'utilisation de sources d'énergie renouvelables; réduction des effets négatifs que la production et l'utilisation d'énergie peuvent avoir sur l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Mesures d'aide liées à la taxation de l'énergie Dons Usines produisant de l'électricité à partir du bois ou de combustibles à base de bois; petites centrales électriques; énergie éolienne et production d'électricité à partir de résidus gazeux issus de procédés utilisés en métallurgie | Promotion de l'utilisation de sources d'énergie renouvelables |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Primes visant à promouvoir la protection de l'environnement Dons Entreprises, collectivités locales, conseils municipaux mixtes et autres sociétés pour des projets de développement, d'expérimentation et d'investissement visant à promouvoir la protection de l'environnement | Protection de l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Financement de la gestion des huiles usées par les taxes sur les huiles usées Dons Entreprises qui ont passé un contrat en matière de gestion des huiles usées avec le Ministère de l'environnement | Protection de l'environnement |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|--|---|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aide à l'investissement pour les entreprises transformatrices de produits agricoles Dons Jusqu'à la fin de 2001 Entreprises de transformation de produits agricoles | Améliorer les conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles (y compris réduire les effets nuisibles de la production sur l'environnement) |
| G/SCM/N/71/EEC/Add.6 | Communautés européennes pour l'Allemagne | <ul style="list-style-type: none"> Promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie: programme "promotion du développement technologique (REN/TE)" Subvention Deux à trois ans pour les projets qui ont bénéficié de l'aide en 2000 Entreprises travaillant dans les domaines de la technologie énergétique, de l'industrie de l'énergie et les utilisateurs commerciaux et industriels en Rhénanie-Westphalie | Mise au point de nouveaux produits et procédés permettant une utilisation rationnelle de l'énergie, des matières premières et des sources d'énergie renouvelables et ayant un caractère novateur dépassant le cadre de l'entreprise |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aide de l'État pour la recherche-développement dans le secteur de la biotechnologie Subvention Jusqu'en 2000 Secteur industriel | Contribuer au développement de la recherche dans le domaine de la biotechnologie afin de promouvoir la recherche en amont dans des domaines tels que l'environnement, la santé, l'alimentation et la fourniture d'énergie et de matières premières |
| G/SCM/N/71/EEC/Add.7 | Communautés européennes pour la Grèce | <ul style="list-style-type: none"> Subventions à l'investissement privé pour le développement économique et régional du pays Dons; bonifications d'intérêts; contributions aux paiements au titre du crédit-bail; exonérations fiscales Entreprises | Contribuer à la protection de l'environnement et aux économies d'énergie |
| G/SCM/N/71/EEC/Add.8 | Communautés européennes pour l'Irlande | <ul style="list-style-type: none"> Programme national d'aide à l'investissement pour la lutte contre la pollution dans les exploitations agricoles Subvention en capital A pris fin le 31 janvier 2001. Petits agriculteurs | Aider les petits agriculteurs à combattre la pollution en se dotant d'installations pour l'entreposage des déchets, l'hivernage des bovins et des ovins, le stockage du fourrage, et autres installations annexes |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|--|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme de primes pour perpétuer les troupeaux de bovins de pure race Kerry Dons Éleveurs de bovins de pure race Kerry | Perpétuer les troupeaux de bovins de pure race Kerry en Irlande à des fins de conservation de l'environnement et du patrimoine |
| G/SCM/N/71/EEC/Add.9 | Communautés européennes pour l'Italie | <ul style="list-style-type: none"> Aide à la réduction de la consommation d'énergie Dons Il n'est plus possible depuis 1992 de déposer une demande dans le cadre de ce programme Entreprises publiques et privées ainsi que les consortiums opérant dans les secteurs de l'industrie et des services | Promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie, la recherche et l'innovation technologique |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Contribution à la réalisation du plan national en matière de ressources énergétiques visant à rationaliser l'utilisation de l'énergie et des sources d'énergie renouvelables Dons Entreprises publiques et privées ainsi que les consortiums opérant dans les secteurs de l'industrie et des services | Promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie, la recherche et l'innovation technologique, la protection de l'environnement |
| G/SCM/N/71/EEC/Add.10 | Communautés européennes pour le Luxembourg | <ul style="list-style-type: none"> Régime d'aide à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle de l'énergie Subvention en capital Entreprises | Favoriser les investissements dans l'intérêt de la protection de l'environnement ainsi que la mise en œuvre de techniques nouvelles d'utilisation rationnelle de l'énergie et de sources d'énergie nouvelles et renouvelables |
| G/SCM/N/71/EEC/Add.11 | Communautés européennes pour les Pays-Bas | <ul style="list-style-type: none"> Programme de subvention "Économie, écologie et technologie" Dons Entreprises, instituts de recherche et universités | Encourager la coopération stratégique en matière de recherche-développement dans les domaines suivants: méthodes de production industrielle compatibles avec l'environnement, conception de produits écologiques, transports, matières premières renouvelables et sources d'énergie renouvelables |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme d'essai concernant des projets de référence en matière d'écotechnologie Subvention d'un montant de 25 pour cent pour une première application d'une technologie et de 50 pour cent pour les programmes de mesure Le programme a été reconduit en 2001. PME | Encourager les petites et moyennes entreprises à appliquer des écotechnologies nouvelles contribuant à la réduction des coûts de production environnementaux |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme de crédit en faveur du développement de produits respectueux de l'environnement Prêt d'un montant équivalant au maximum de 40 pour cent du coût total du projet offert aux entreprises qui n'ont pas les moyens de financer le projet par elles-mêmes 1998-2000 PME | Faciliter la mise en œuvre de projets de développement de produits comportant des risques techniques, afin de réduire notablement l'impact sur l'environnement et d'encourager l'utilisation de ces technologies dans le développement des produits |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme de réalisation d'études sur le rendement énergétique et la pollution de l'environnement en vue d'une production plus propre Subvention d'un montant de 50 pour cent des coûts totaux pour la réalisation d'études sur le rendement énergétique ou la pollution de l'environnement des bâtiments et/ou des procédés industriels Jusqu'en 2000 PME et organisations à but non lucratif | Encourager les petites et moyennes entreprises et les organisations à but non lucratif à déterminer quelles améliorations sont possibles (pour quel coût) en matière de rendement énergétique et/ou d'environnement en ce qui concerne les bâtiments, les produits, les installations et les procédés |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Loi relative aux écotaxes - Taxe sur les eaux souterraines Allégement fiscal sous forme d'exonération pour l'utilisation d'eaux de nettoyage par des sociétés qui extraient elles-mêmes les eaux souterraines. Les sociétés qui achètent leur eau à une société d'eau potable obtiennent un remboursement. Entreprises | L'exonération et le remboursement prévus pour l'utilisation d'eaux souterraines pour le nettoyage d'emballages réutilisables tels que les bouteilles consignées sont motivés par des considérations environnementales. |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Loi relative aux écotaxes - Taxe sur les déchets Exonération fiscale Exonération prévue pour les résidus de désencrage (enfouissement) | Les résidus de désencrage bénéficient d'une exonération car frapper d'une taxe ce type de déchets rendrait le recyclage plus coûteux que l'utilisation de matières neuves. |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Loi relative aux écotaxes - Taxe régulatrice sur l'énergie Allègements fiscaux Sources d'énergie renouvelables, comme l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie hydraulique produite par de petites centrales et la biomasse | Encourager l'utilisation des sources d'énergie renouvelables dans l'intérêt de l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Réglementation visant à favoriser l'utilisation de modes de transport urbain, des personnes comme des marchandises, qui sont moins nuisibles pour l'environnement (techniques économiques, silencieuses et propres) Subvention accordée pour le surcoût d'exploitation. Projets de recherche | Favoriser la recherche, le développement et l'application de techniques de transport des personnes et des marchandises de manière à limiter, dans l'environnement urbain, la pollution atmosphérique causée par le trafic |
| | | <ul style="list-style-type: none"> (BSE) Décision concernant des subventions en faveur de programmes relatifs à l'énergie Dons Entreprises et organisations à but non lucratif en faveur de projets de recherche et de vulgarisation | Promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'utilisation d'énergie renouvelable |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Équipements liés à l'énergie dans les secteurs à but non lucratif et certains autres secteurs Dons Organisations à but non lucratif, compagnies des eaux et l'aéroport de Schiphol pour leurs investissements dans le domaine des économies d'énergie et des énergies renouvelables, ainsi que les particuliers qui achètent une éolienne | Promouvoir les investissements dans le domaine des économies d'énergie et des énergies renouvelables |
| | | | |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|--|--|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme de subvention en faveur de l'écotechnologie Dons Organisations et entreprises pour la mise au point et l'application plus large d'écotechnologies nouvelles et de pointe | Encourager la mise au point et l'application plus vaste de nouvelles écotechnologies de pointe |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme de réduction des émissions de CO₂ Dons Entreprises | Réduction des émissions de CO ₂ |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Règlement concernant la déduction relative aux investissements écologiques 2000 Mesure fiscale Entreprises | Encourager les investissements dans les biens d'équipement respectueux de l'environnement, rendus possibles grâce à l'application d'une réduction de l'assiette fiscale qui compense une partie des coûts |
| G/SCM/N/71/EEC/Add.12 | Communautés européennes pour le Portugal | <ul style="list-style-type: none"> Programme relatif à l'énergie Dons et prêts à taux d'intérêt zéro Aucun délai pour les dons; prêts à taux d'intérêt zéro octroyés pour une période de deux à trois ans et remboursables en cinq à neuf ans; Entreprises et municipalités | Réduire la dépendance à l'égard du pétrole par la promotion du gaz naturel, l'encouragement de l'utilisation des ressources énergétiques renouvelables et la promotion de l'efficacité énergétique dans tous les secteurs de l'activité économique |
| G/SCM/N/71/EEC/Add.13 | Communautés européennes pour l'Espagne | <ul style="list-style-type: none"> Promotion de l'exploitation de ressources minières non énergétiques Subvention à fonds perdus 1997-2001 Entreprises, associations d'entreprises ou institutions ayant pour objet de promouvoir et de développer l'exploitation des matières premières minérales qui ne sont pas des sources d'énergie | Remise en état de l'environnement dans les sites ayant abrité des activités minières (entre autres) |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|--|
| G/SCM/N/71/EEC/Add.14 | Communautés européennes pour la Suède | <ul style="list-style-type: none"> Programmes de recherches énergétiques Dons ou prêts à remboursement conditionnel Universités, instituts de technologie et instituts de recherche mixtes (c'est-à-dire financés conjointement par l'État et l'industrie) et entreprises | Développer le savoir-faire et les compétences fondamentales, faciliter la transformation du système énergétique suédois afin d'en atténuer les effets sur l'environnement et le climat |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Fonds de promotion des techniques énergétiques Dons, prêts bonifiés et garanties le bénéficiaire est l'utilisateur de la nouvelle technique, le plus souvent petit producteur privé ou public d'énergie | Fournir une aide à la recherche-développement en mettant l'accent sur les nouvelles techniques de production d'énergie et de protection de l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aide à la promotion des nouvelles techniques énergétiques Dons Projets de recherche industrielle | Fournir une aide à la recherche-développement en mettant l'accent sur la mise au point de techniques d'utilisation de sources d'énergie durables |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Recherche sur les transports et les communications sous l'égide du Conseil de la recherche sur les transports et les communications Dons Universités et instituts de recherche. Les autorités régionales, municipalités et entreprises peuvent en bénéficier pour des activités préconcurrentielles de développement ou de démonstration. | Fournir une aide à la recherche-développement et, secondairement, un soutien à la protection de l'environnement et aux économies d'énergie |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aide à la démonstration concernant des véhicules électriques et des véhicules mixtes menée sous l'égide du Conseil de la recherche sur les transports et les communications Dons 1^{er} juillet 1993-31 décembre 2000 Entreprises privées, instituts de recherche technologique et coopératives d'instituts de recherche | Fournir une aide à la recherche-développement et, secondairement, un soutien à la protection de l'environnement et aux économies d'énergie |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aide à l'approvisionnement en énergie dans le sud de la Suède Dons 15 mai 1999-31 décembre 2000 Entreprises privées, instituts de recherche technologique et coopératives d'instituts de recherche | Appuyer la recherche-développement en mettant l'accent sur la mise au point de techniques d'utilisation de sources d'énergie durables |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Subventions à des programmes d'investissement locaux pour un développement durable du point de vue de l'écologie Dons Février 1998-février 2001 Municipalités et entreprises | Augmenter les niveaux de protection de l'environnement compte tenu des exigences des normes internationales |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Subventions à l'investissement pour certains investissements dans le secteur énergétique Dons Février 1998-février 2003 Investissements pour l'acquisition de centrales fonctionnant au biocarburant, à l'énergie éolienne et de petites centrales hydroélectriques | Encourager l'utilisation de sources d'énergie durables dans le secteur de la production d'électricité |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aide à la production d'électricité à petite échelle Aide concernant les coûts de production 1^{er} novembre 1999-31 décembre 2001. Une prorogation est prévue pour 2002. Installations de production d'électricité à petite échelle | Assurer la viabilité de la production d'électricité à petite échelle qui utilise des sources d'énergie respectueuses de l'environnement et renouvelables, à savoir les éoliennes, les microcentrales hydroélectriques et les installations de production combinée d'électricité et de chaleur |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aide à la production d'énergie éolienne Réduction fiscale Jusqu'au 31 décembre 2001. Une prorogation est prévue pour 2002. Producteurs d'énergie éolienne | Assurer la viabilité de la production d'énergie éolienne |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Allégement fiscal pour l'énergie Réduction fiscale Entreprises | Réduire les émissions de CO ₂ |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Allègement fiscal pour les déchets Réduction fiscale | Pour des raisons d'ordre environnemental. Lorsqu'il n'est pas possible de traiter ou de recycler les déchets avec les technologies actuelles, et afin d'en éviter la mise en décharge, l'allègement fiscal semble être une mesure appropriée. |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aide aux investissements pour la transformation et la commercialisation Dons 2000-2006 l'industrie de transformation | Développer les entreprises économiquement viables du secteur et aider à améliorer les structures de celles-ci, y compris les investissements visant à améliorer la qualité des produits et à réduire la pollution |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aide aux investissements pour la protection des eaux côtières Dons 2000-2006 Organismes publics désignés à cet effet par les autorités compétentes | Assurer un équilibre durable entre les ressources et leur exploitation |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Aide en cas d'arrêt temporaire d'une activité de pêche Dons 2000-2006 Entreprises de pêche | Assurer un équilibre durable entre les ressources et leur exploitation |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Subvention gouvernementale à l'alevinage Dons 1^{er} janvier 1998-31 décembre 2000 | Accroître les stocks d'anguilles et de salmonidés pour la pêche commerciale dans les eaux côtières et les eaux intérieures |
| G/SCM/N/71/EEC/Add.15 | Communautés européennes pour le Royaume-Uni | <ul style="list-style-type: none"> Programme en faveur des procédés permettant l'utilisation la plus efficace de l'énergie Dons Entreprises et organismes de recherche | Encourager l'élaboration et l'adoption de technologies et de techniques permettant une utilisation efficace de l'énergie |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme en faveur des procédés permettant une meilleure utilisation des technologies de l'environnement Fourniture de renseignements et versement limité octroyé aux entreprises acceptant de collaborer aux activités de transfert de technologie et au soutien à la recherche-développement 1994-1997 Les petites et moyennes entreprises ayant des projets de transfert de technologie ont reçu une aide allant jusqu'à 10 pour cent. | Encourager l'adoption de procédés permettant une meilleure utilisation des technologies de l'environnement par les utilisateurs et les fournisseurs potentiels |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme d'innovation en matière de technologies de l'environnement Dons Le dernier projet a pris fin en 1998-1999. Programme ne pouvant plus faire l'objet de nouvelles demandes depuis septembre 1993 | Promouvoir l'innovation et la compétitivité en matière de technologies de l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Initiative en faveur des Highlands et des îles Conseils; dons; prêts; acquisitions Entreprises | Améliorer l'environnement des Highlands et des îles écossaises (entre autres) |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Scottish Enterprise Conseils et assistance pratique, dons, prêts, garanties, etc. Entreprises | Améliorer l'environnement (entre autres) |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme du Royaume-Uni en faveur de la recherche-développement dans les charbonnages Dons Entreprises et organisations, y compris de recherche | Encourager la recherche-développement en faveur d'une utilisation du charbon qui soit plus économique et plus respectueuse de l'environnement |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme du Royaume-Uni pour les énergies nouvelles et renouvelables Dons Chercheurs et fabricants d'équipements liés aux énergies alternatives, ainsi que les projets de recherche fondamentale | Promouvoir la recherche-développement dans le domaine des énergies renouvelables, avec pour objectif d'obtenir, dans un souci de protection de l'environnement, des sources d'énergie compatibles, rentables et réalistes et d'encourager leur utilisation effective |
| G/SCM/N/60/JPN/Suppl.2 | Japon | <ul style="list-style-type: none"> Fonds pour les projets mis en œuvre par les gouvernements régionaux pour promouvoir des pêcheries durables Aide financière La durée de la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire. Programmes mis en œuvre par les préfectures | Exécuter de vastes programmes de promotion des pêcheries durables et assurer ainsi un approvisionnement alimentaire stable, sûr et efficace des populations |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Fonds pour les activités mises en œuvre par des organisations non gouvernementales pour promouvoir des pêcheries durables Aide financière La durée de la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire. Programmes mis en œuvre par les organisations non gouvernementales | Exécuter de vastes programmes de promotion des pêcheries durables et assurer ainsi un approvisionnement alimentaire stable, sûr et efficace des populations |
| G/SCM/N/71/KOR | Corée | <ul style="list-style-type: none"> Soutien pour le développement de technologies peu polluantes pour les véhicules automobiles Contribution des pouvoirs publics 1998-2001 Centres de recherche | Réduire la pollution atmosphérique |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Soutien à la recherche-développement dans le cadre de projets de développement des technologies environnementales Contribution des pouvoirs publics Les centres de recherche bénéficiant de fonds publics, les universités, d'autres centres de recherche et des entreprises privées participant au projet sur les technologies d'ingénierie environnementale | Se doter d'une technologie environnementale compétitive au niveau international et promouvoir le secteur de l'environnement. Accorder un soutien financier aux centres de recherche qui sont financés conjointement par des investisseurs privés et par des fonds publics et qui mènent des travaux de recherche-développement dans les technologies de pointe destinées à l'environnement |
| G/SCM/N/71/LVA | Lettonie | <ul style="list-style-type: none"> Fonds pour la protection de l'environnement Aide financière Projets d'infrastructure générale gérés par les municipalités et activités de recyclage menées par les entreprises | Les sommes accordées servent principalement à payer pour l'utilisation ou le recyclage de marchandises et de produits nuisibles à l'environnement et à financer des mesures et des projets en matière de protection de l'environnement qui ne sont pas de nature commerciale, mais liés à l'infrastructure générale. |
| G/SCM/N/71/THA | Thaïlande | <ul style="list-style-type: none"> Incitations à l'investissement Allégements fiscaux tels qu'exonérations ou réductions de l'impôt sur le revenu des sociétés, exonérations ou réductions des droits d'importation sur les machines, réductions des droits d'importation sur les matières premières et déductions spéciales de certaines dépenses Une large gamme d'activités visant les secteurs primaire, secondaire et tertiaire peuvent bénéficier des incitations à l'investissement. | Encourager l'établissement d'entreprises en Thaïlande pour accélérer l'industrialisation et le développement régional du pays (y compris la relocalisation des industries confrontées à des problèmes d'ordre environnemental) |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|--|---------------------------------------|--|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Financement pour la modernisation des équipements Prêts Exportateurs dont les plans visant à rénover/améliorer leurs équipements ont reçu l'approbation des organismes agréés par le Ministère de l'industrie | Augmenter l'avantage concurrentiel des exportateurs thaïlandais et améliorer les techniques de production et la qualité des produits thaïlandais destinés à l'exportation, y compris encourager les investissements pour la protection de l'environnement et les économies d'énergie |
| G/SCM/N/38/TUN G/SCM/N/48/TUN G/SCM/N/60/TUN G/SCM/N/71/TUN | Tunisie | <ul style="list-style-type: none"> Promotion de la technologie, de la recherche-développement et de l'économie d'énergie Exonérations des droits et taxes sur les biens d'équipements et aides financières accordées par l'Agence nationale des énergies renouvelables Toutes les entreprises industrielles désirant investir dans le but de réaliser des économies d'énergie | Encourager les entreprises à réaliser des économies d'énergie, à développer la recherche et la production des énergies renouvelables et de la géothermie |

Tableau 4: Accord sur l'agriculture³²

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---|---|--|
| G/AG/N/ARG/15 | Argentine (2000) (au titre de l'article 16:2) | <ul style="list-style-type: none"> L'assistance technique a été fournie par le biais des programmes du Fonds argentin de coopération horizontale (FO-AR) à certains pays d'Amérique latine ou des Caraïbes. | Fournir une assistance technique dans les domaines suivants: énergie, environnement, pêche, sylviculture, ressources naturelles (entre autres) |
| G/AG/N/ARG/17 | Argentine (1998) mesures de la "catégorie verte" j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Fonds spécial du tabac: programme visant des activités liées à l'amélioration et à la conservation des sols dans les zones de production du tabac à l'intérieur de la province de Tucumán | |
| G/AG/N/AUS/32/Rev.1 | Australie (1999-2000) (au titre de l'article 16:2) | <ul style="list-style-type: none"> Agence australienne pour le développement international (AusAID): programmes bilatéraux et régionaux Aide technique et financière | Amélioration de la productivité et de la durabilité agricoles, stockage agricole, sylviculture et pêche, gestion de l'environnement, gestion des ressources en eau, fourniture d'infrastructures en relation avec la sécurité alimentaire et aide aux pays pour qu'ils s'adaptent au nouvel environnement commercial |

³² La description de la mesure ou du programme se présente (chaque fois que cela est possible) comme suit:

- titre de la mesure ou du programme;
- forme d'aide, si elle est mentionnée;
- durée indicative du programme si elle est mentionnée dans une notification (si la durée n'est pas mentionnée dans le tableau, la notification ne fait pas référence à la durée d'une mesure ou indique que la mesure n'est pas limitée dans le temps); si un programme ou une mesure a été achevé ou a pris fin, mais n'est pas encore notifié, cela signifie que certaines obligations demeurent en suspens (versements, recouvrements, bonifications d'intérêts, garanties, pertes à éprouver, etc.) qui sont reportées sur les prochaines périodes;
- bénéficiaires principaux.

La colonne Membres renvoie également à la période de notification et au type de mesure ou d'article au titre duquel la notification est faite.

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Programmes bilatéraux du Centre australien de recherche agronomique internationale (ACIAR) • Projets de recherche spécifiques • PMA et pays en développement importateurs nets de produits alimentaires | <p>Appuyer la politique des gouvernements visant à encourager le développement du commerce et de l'agriculture, ainsi que l'utilisation et la préservation efficaces des ressources agricoles et naturelles (notamment la terre, l'eau, le poisson et les ressources forestières) dans les domaines suivants: <i>zootechnie</i>, afin que les petites exploitations agricoles obtiennent un cheptel plus productif par le contrôle des parasites; <i>phytotechnie</i>, pour obtenir un meilleur rendement des cultures vivrières grâce à l'utilisation de cultivars génétiquement supérieurs, au contrôle des maladies, et à l'élaboration de méthodes respectueuses de l'environnement pour lutter contre les maladies et les plantes nuisibles; <i>pêche</i>, par la préservation et une utilisation responsable de la pêche sauvage en mer et en eau douce, pour assurer une aquaculture plus productive et durable; <i>foresterie</i>, par l'identification d'espèces d'arbres adaptées à croissance rapide; <i>ressources en terrains et en eau</i>, par un accroissement de la production des cultures au moyen de l'utilisation de meilleures méthodes visant à améliorer la fertilité et la structure des sols, la conservation des sols et des ressources en eau, y compris la gestion de l'érosion et de l'eau, ainsi que la salinité des sols et de l'eau, et à préserver les terres agricoles par des pratiques agricoles et systèmes de gestion des terres améliorés (entre autres)</p> |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---|--|--|
| G/AG/N/AUS/36 | Australie (1 ^{er} juillet 1999-31 juin 2000) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> Recherche-développement en matière de ressources en sols et en eau | Promotion et conduite d'activités de recherche-développement en vue d'assurer une utilisation écologiquement viable des ressources en sols et en eau ainsi que des ressources végétales du pays |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Recherche-développement dans le secteur de la viande | Recherche destinée à promouvoir une utilisation et une gestion écologiquement viables des ressources naturelles (entre autres) |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Recherche-développement pour le secteur rural | Aide à la gestion des programmes de recherche-développement destinés au secteur rural, l'accent étant mis sur des productions végétales et animales nouvelles ou en expansion et sur des programmes génériques dans des domaines comme l'agro-industrie, la vulgarisation, l'enseignement rural et les changements climatiques |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Recherche-développement dans le secteur du tabac | Recherche destinée à améliorer la viabilité du secteur (entre autres) |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Stratégie nationale de contrôle des animaux sauvages | Réduction des dégâts causés à l'agriculture et à l'environnement par des animaux sauvages, en améliorant l'efficacité des techniques utilisées pour contrôler ces animaux |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme national de lutte contre les adventices | Atténuer les effets préjudiciables des adventices présents de façon significative dans le pays sur la viabilité de l'écosystème et la capacité de production australienne |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme de préparation à la lutte contre des maladies exotiques et de la faune sauvage | Préparation à la lutte contre toute maladie animale exotique qui apparaîtrait, par l'élaboration de stratégies pratiques d'éradication et de contrôle des animaux sauvages sur le terrain |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Recherche-développement en Nouvelle-Galles du Sud | Développement de technologies et de pratiques permettant d'accroître l'efficacité et la viabilité écologique de la production de fibres et d'aliments |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Recherche-développement dans le cadre du programme de gestion des ressources nouvelles du Queensland | Recherche et recueil de données sur les sols, l'eau et la végétation indigène (y compris les éléments nutritifs, le sel, les produits chimiques agricoles et les pesticides) pour limiter la dégradation des sols, déterminer l'impact sur les récoltes, prévoir la dispersion par l'environnement et trouver les moyens de comprendre, de reconnaître et d'assurer la viabilité à long terme |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Tasmanie <ul style="list-style-type: none"> - Recherche-développement - Fonds de développement et d'ajustement du secteur rural | Financement de programmes de recherche visant à la mise au point de pratiques agricoles efficaces et écologiquement viables et à l'amélioration des pratiques existantes |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Australie-Occidentale <ul style="list-style-type: none"> - Recherche-développement - Fonds de développement et d'ajustement du secteur rural | Activités de recherche-développement concernant la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, une gestion des sols écologiquement viable et la lutte contre les parasites et les maladies |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Victoria: lutte contre les parasites et les maladies affectant le secteur agricole: contrôle des populations de lapins | Réduire au minimum l'impact économique, écologique et social des populations de lapins en encourageant les agriculteurs à mettre en œuvre des programmes intégrés de contrôle des populations de lapins, en particulier ceux qui permettent de tirer le meilleur parti possible de la maladie hémorragique du lapin |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Victoria: lutte contre les parasites et les maladies affectant le secteur agricole: gestion des animaux parasites | Services de consultation en vue de réduire au minimum l'impact économique, écologique et social des animaux parasites existants et potentiels (à l'exclusion des lapins) sur tout le territoire de l'État de Victoria |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Victoria: lutte contre les parasites et les maladies affectant le secteur agricole: gestion des végétaux parasites | Services de recherche et de consultation aux fins d'une gestion efficace des végétaux parasites recensés |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|--|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Services de formation en Nouvelle-Galles du Sud | Formation dans les domaines de la gestion des exploitations, de l'amélioration de la productivité et de l'application de pratiques de production agricole écologiquement viables |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Services de formation pour la protection des terres communautaires en Australie-Méridionale | Formation et développement concernant l'organisation des exploitations agricoles et la gestion durable des ressources naturelles (entre autres) |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Queensland - Services de vulgarisation et de consultation - Programme de gestion des ressources naturelles | Activités et informations pour sensibiliser la collectivité à la nécessité d'une gestion durable des ressources naturelles |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Australie-Méridionale - Services de vulgarisation et de consultation | Encourager le développement et la gestion de ressources durables en matière de sols dans les industries du secteur primaire |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Australie-Occidentale - Services de vulgarisation et de consultation | Services de vulgarisation et de consultation à l'intention des producteurs agricoles en vue d'améliorer les pratiques de production et de promouvoir un développement écologiquement viable ainsi que la lutte contre les parasites et les maladies |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Services d'infrastructure: Territoire du Nord - Programme de gestion des ressources en eau | Améliorer la gestion des sols et des ressources hydriques dans les zones pastorales en encourageant une planification rationnelle des sources d'abreuvement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Services d'infrastructure - Tasmanie | Aide à la mise en place d'infrastructures rurales et à la fourniture de services connexes en vue d'assurer le développement continu d'une agriculture efficiente et viable |
| | i) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernement fédéral: Programme national de protection des terres | Versements aux États pour la gestion des ressources naturelles |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernement fédéral: Programme national de protection de la brousse - Initiative nationale pour la protection de la végétation | Aide aux groupes locaux en vue d'enrayer la dégradation de la couverture végétale naturelle |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernement fédéral: Programme national de protection des cours d'eau | Aide aux communautés en vue de promouvoir la gestion durable, la remise en état et la préservation des cours d'eau en dehors du bassin des fleuves Murray et Darling et d'améliorer l'état général des systèmes fluviaux |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernement fédéral: Murray-Darling 2001 | Promotion et coordination d'une planification et d'une gestion efficaces aux fins d'une utilisation équitable, rationnelle et respectueuse de l'environnement de l'eau, des sols et des autres ressources écologiques du bassin des fleuves Murray et Darling |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernements des États/des Territoires: Territoire de la capitale fédérale | Aide en vue de permettre à des groupes locaux de produire d'une façon écologiquement viable et de préserver la biodiversité et la gestion des ressources naturelles |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernements des États/des Territoires: Nouvelle-Galles du Sud | Financement de programmes de prévention et de limitation de la dégradation des sols et des ressources en eau liée à la production agricole |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernements des États/des Territoires: Territoire du Nord - Programme de gestion des ressources en eau | Améliorer la gestion des sols et des ressources hydriques dans les zones pastorales en encourageant une planification rationnelle des sources d'abreuvement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernements des États/des Territoires: Territoire du Nord - Conservation des sols | Identifier les ressources foncières et évaluer les possibilités et les contraintes qu'elles présentent pour en garantir une utilisation appropriée et en faciliter l'exploitation durable; développer et promouvoir des pratiques de gestion des sols qui conservent, améliorent et, au besoin, réhabilitent ces ressources, y compris les zones pastorales; promouvoir et soutenir les groupes "Landcare" |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernements des États/des Territoires: Australie méridionale - Remise en végétation | Subventions pour la plantation d'arbres en milieu rural en vue de permettre à des groupes locaux de lancer des projets de remise en végétation |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|--|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernements des États/des Territoires: Australie méridionale – Fonds de protection du patrimoine national "National Heritage Trust" | Soutien technique et aide à la coordination, dons pour financer les projets communautaires du Fonds de protection du patrimoine national |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernements des États/des Territoires: Tasmanie | Fourniture de services aux producteurs agricoles en vue de limiter les atteintes à l'environnement et d'encourager de bonnes pratiques afin de réduire au minimum l'érosion des sols, la salinisation et les dégâts causés par l'eau |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernements des États/des Territoires: Australie occidentale | Services en rapport avec l'environnement à l'intention de l'ensemble du secteur agricole |
| | h) Programmes d'aide régionale | <ul style="list-style-type: none"> Gouvernement fédéral: programmes de partenariats ruraux | Favoriser un changement à long terme et mettre en place des secteurs ruraux rentables, autonomes et compétitifs, capables de s'adapter à l'évolution des conditions économiques, du marché ou de l'offre de ressources; permettre une gestion durable des ressources naturelles; rendre les communautés rurales plus solides, équitables et prospères |
| G/AG/N/AUS/37 | Australie (au titre de l'article 18:3) | <ul style="list-style-type: none"> Programme national relatif aux plantes nuisibles Aide financière 1997-2003 Les États, le gouvernement local et les exploitants | Réduire les effets des plantes nuisibles sur l'environnement et sur la production agricole |
| G/AG/N/AUS/39 | Australie (2000-2001) (au titre de l'article 16:2) | <ul style="list-style-type: none"> Agence australienne pour le développement international (AusAID): programmes bilatéraux et régionaux Aide technique et financière | Amélioration de la productivité et de la durabilité agricoles, stockage agricole, sylviculture et pêche, gestion de l'environnement, gestion des ressources en eau, fourniture d'infrastructures en relation avec la sécurité alimentaire et aide aux pays pour qu'ils s'adaptent au nouvel environnement commercial |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Centre australien de recherche agronomique internationale (ACIAR): programmes bilatéraux • Projets de recherche spécifiques • PMA et pays en développement importateurs nets de produits alimentaires | <p>Appuyer la politique des gouvernements visant à encourager le développement du commerce et de l'agriculture, ainsi que l'utilisation et la préservation efficaces des ressources agricoles et naturelles (notamment la terre, l'eau, le poisson et les ressources forestières) dans les domaines suivants: <i>zootechnie</i>, afin que les petites exploitations agricoles obtiennent un cheptel plus productif par le contrôle des parasites; <i>phytotechnie</i>, pour obtenir un meilleur rendement des cultures vivrières grâce à l'utilisation de cultivars génétiquement supérieurs, au contrôle des maladies, et à l'élaboration de méthodes respectueuses de l'environnement pour lutter contre les maladies et les plantes nuisibles; <i>pêche</i>, par la préservation et une utilisation responsable de la pêche sauvage en mer et en eau douce, pour assurer une aquaculture plus productive et durable; <i>foresterie</i>, par l'identification d'espèces d'arbres adaptées à croissance rapide; <i>ressources en terrains et en eau</i>, par un accroissement de la production des cultures au moyen de l'utilisation de meilleures méthodes visant à améliorer la fertilité et la structure des sols, la conservation des sols et des ressources en eau, y compris la gestion de l'érosion et de l'eau, ainsi que la salinité des sols et de l'eau, et à préserver les terres agricoles par des pratiques agricoles et systèmes de gestion des terres améliorés (entre autres)</p> |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---|---|---|
| G/AG/N/BRB/7 | Barbade (1995-1999) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> Réglementation | Établir la base de réglementation de la protection de l'environnement contre les effets secondaires potentiellement dangereux de la production agricole faisant intervenir la technologie moderne |
| G/AG/N/BRB/11 | Barbade (1999-2000) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> Réglementation | Établir la base de réglementation de la protection de l'environnement contre les effets secondaires potentiellement dangereux de la production agricole faisant intervenir la technologie moderne |
| G/AG/N/BRG/4 | Bulgarie (1997-1999) mesures de la "catégorie verte" j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Aide au développement du secteur de la sylviculture; conservation des ressources génétiques dans l'agriculture | Protection de l'environnement et sauvegarde du paysage rural; contrôle de l'érosion des sols |
| G/AG/N/BRA/18 | Brésil (1997-1998) mesures de la "catégorie verte" | <ul style="list-style-type: none"> Recherche liée aux programmes de protection de l'environnement (entre autres) Dépenses budgétaires Services d'infrastructure, y compris les infrastructures de programmes de protection de l'environnement (entre autres) | |
| G/AG/N/CAN/37/Rev.1 | Canada (1997) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> Recherche dans les provinces - Programme du Québec "Institut de recherche en agroenvironnement" (entre autres) | |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Services de consultation et de vulgarisation dans les provinces - "Programme d'appui à la concertation" - Volet pour l'appui à la prise en charge des tables de concertation et pour la promotion de l'agriculture respectueuse de l'environnement dans la province d'Alberta | |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|--|---|--|
| | j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Principalement la conservation et la gestion du sol et de l'eau et en l'amélioration de la gestion des fumiers (Québec), mais comprend aussi le Programme de conservation des sols | |
| G/AG/N/CAN/42 | Canada (1999-2000) (au titre de l'article 16:2) | <ul style="list-style-type: none"> Direction générale du partenariat canadien Programmes et projets de développement mis en œuvre par des personnes physiques et morales des pays en développement Organismes et établissements d'enseignement et de recherche, entreprises privées, ONG internationales | Soutien aux besoins en développement des PMA et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires |
| G/AG/N/CAN/43 | Canada (1998) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> Programme de recherche fédéral, fédéral-provincial et provincial – Programme agroenvironnemental de soutien à la stratégie phytosanitaire et programme "Alberta Environmentally Sustainable Agriculture" (entre autres) | |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Services de vulgarisation et consultation y compris le programme "Alberta Environmentally Sustainable Agriculture", volet Sur le plan de l'exploitation et Contrôle des ressources (entre autres) | |
| | j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Principalement la conservation et la gestion du sol et de l'eau et l'amélioration de la gestion des fumiers (Québec), mais comprend aussi le Programme de conservation des sols et le Programme d'environnement durable à la ferme (Nouveau-Brunswick) | |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|---|
| G/AG/N/CAN/44 | Canada (au titre de l'article 18:3) | <ul style="list-style-type: none"> Programme d'environnement durable à la ferme (Nouveau-Brunswick) Aide financière 1997-1999 Agriculteurs | Aider les agriculteurs à adopter des technologies et des pratiques de gestion qui réduisent l'incidence des pratiques ainsi que des activités agricoles sur l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Programme agroenvironnemental de soutien à la stratégie phytosanitaire (Québec) Aide financière 8 juin 1998-31 mars 2003 Projets pilotes de portée collective qui visent à favoriser des activités de développement et de transfert technologique. Ces activités sont axées sur la réduction des quantités de pesticides et des risques environnementaux liés à l'emploi de ceux-ci dans le cadre d'une gestion intégrée des ennemis des cultures. | Protection, conservation et mise en valeur du Saint-Laurent; introduction en agriculture des pratiques agroenvironnementales de gestion des ennemis des cultures afin de réduire de 50 pour cent l'utilisation de pesticides agricoles et d'obtenir 70 pour cent des superficies cultivées en lutte intégrée |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Projet de recherche et de développement agroalimentaires du Manitoba (PRDA) Aide financière 1^{er} avril 1997-31 mars 2003 Projets de recherche agronomique | Financement des projets de recherche agronomique et de développement agricole liés à la transformation (valeur ajoutée), à la diversification, aux technologies nouvelles et aux possibilités commerciales dans la province du Manitoba. Les activités admissibles comprennent la biotechnologie; et la protection des ressources de base et de l'environnement (entre autres). |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Alberta Environmentally Sustainable Agriculture Financement et aide technique Secteur agricole et secteur de la transformation | Encourager l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement par les intervenants du secteur agricole et du secteur de la transformation. La mesure porte sur un large éventail de dossiers environnementaux dont la qualité du sol, de l'eau et de l'air, ainsi que la biodiversité. |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|--|---|--|
| G/AG/N/CHL/13 | Chili (2000) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> Centres de recherche-développement | Élaboration, adaptation et diffusion des connaissances et des produits scientifiques et technologiques contribuant à assurer d'une manière durable (socialement, économiquement et écologiquement parlant) la compétitivité des divers agents intervenant dans le secteur agricole |
| G/AG/N/CYP/10 | Chypre (1999) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> Services de recherche, notamment recherche liée à des programmes écologiques (entre autres) | |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Services d'infrastructure: développement de zones et de régions d'élevage et autres travaux d'infrastructure destinés à l'élevage (notamment travaux relatifs à la protection de l'environnement, tels que le traitement des déchets) | |
| | (1999) mesures au titre des programmes de développement | <ul style="list-style-type: none"> Subventions accordées pour des travaux relatifs à la conservation des sols Aide financière | |
| G/AG/N/CZE/34 | République tchèque (2000) mesures de la "catégorie verte" j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Préservation des terres agricoles - Amendement des sols au moyen de poudre de chaux; aide à l'apiculture; soutien à l'agriculture écologique; apport d'engrais organiques aux terrains agricoles dotés de terres arables; mise en place des éléments des systèmes territoriaux permettant la stabilité écologique des sites; soutien de l'élevage des bovins, ovins, caprins, et chevaux sur les pâturages permanents | |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|---|--|--|---|
| G/AG/N/CZE/35 | République tchèque (au titre de l'article 18:2) | <ul style="list-style-type: none"> • Apport d'engrais organiques aux parcelles agricoles labourables • Aide financière | Amender les sols avec des matières organiques, afin de prévenir la dégradation des sols et de réduire au maximum l'utilisation d'engrais minéraux |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Restructuration de la production végétale par engazonnement • Aide financière | Protéger les sols de l'érosion et encourager l'extension de la production agricole |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Restructuration de la production végétale par la plantation d'arbres à croissance rapide • Aide financière | Favoriser la biodiversité du paysage et encourager l'utilisation de sources d'énergie renouvelables |
| | | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des éléments des systèmes territoriaux permettant la stabilité écologique des sites • Aide financière • Activités contribuant à l'entretien du paysage et soutien aux régions défavorisées | Promouvoir le développement de la stabilité écologique et réduire l'usage de pesticides |
| G/AG/N/EEC/30 | Communautés européennes (1998-1999) mesures de la "catégorie verte" j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> • Protection de l'environnement et sauvegarde du paysage rural, contrôle de l'érosion des sols, extensification, aide aux zones écologiquement sensibles; soutien et protection apportés à la production organique par l'instauration de conditions de concurrence loyale; aide au développement du secteur de la sylviculture dans l'agriculture; conservation des ressources génétiques dans l'agriculture | |
| G/AG/N/IDN/26 G/AG/N/IDN/26/ Corr.1 | Indonésie (2000) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> • Programmes de développement de l'agro-industrie, y compris évaluation de l'impact sur l'environnement et politiques et modèles pour la mise en valeur des ressources | |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---|---|---|
| G/AG/N/JPN/61 | Japon (1998) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> Recherche dans le cadre de programmes environnementaux | |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Recherche - Promotion de la conservation des sols et de l'agriculture à faible apport d'intrants, y compris services de vulgarisation et de consultation | |
| | j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Versements aux fins de reconversion dans la culture de plantes autres que le riz | Conserver les rizières en bon état d'un point de vue écologique par la culture de plantes autres que le riz ou par d'autres mesures appropriées |
| G/AG/N/JPN/62 | Japon (au titre de l'article 18:3) | <ul style="list-style-type: none"> Programme de soutien pour réduire les problèmes environnementaux dus à l'élevage laitier Paielements Producteurs laitiers | |
| G/AG/N/KOR/30 | Corée (1999) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> Recherche liée à l'environnement agricole, la génétique, la gestion des exploitations, la lutte contre les maladies du bétail, l'aménagement des communautés rurales, l'innocuité des pesticides, etc. | |
| | j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Versements destinés à la lutte contre l'érosion et l'acidification des sols et au traitement des déjections du bétail pour prévenir la pollution de l'eau, et versements directs pour une agriculture respectueuse de l'environnement | |
| G/AG/N/MAR/20 | Maroc (1999) mesures de la "catégorie verte" | <ul style="list-style-type: none"> Projet pilote de réutilisation des eaux usées, projet de gestion de l'environnement | |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---|--|--|
| G/AG/N/NAM/14 | Namibie (1999-2000) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> Recherche agricole | Recherche sur des questions techniques en rapport avec l'adéquation des cultures et de l'élevage |
| G/AG/N/NZL/29 | Nouvelle-Zélande (année s'achevant en juin 2000) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | <ul style="list-style-type: none"> Service de surveillance des maladies et des parasites | Gestion d'un système permettant de déceler l'apparition d'organismes indésirables dangereux non répertoriés, pour les animaux, les végétaux ou les peuplements forestiers, et d'y réagir, et achat de services pour lutter contre ces organismes |
| | j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Crédits pour le reboisement de la côte est Producteurs agricoles et autres | Octroi de crédits aux producteurs agricoles et autres pour encourager le reboisement essentiellement en tant que moyen de lutte contre l'érosion |
| G/AG/N/NZL/30 | Nouvelle-Zélande (2000-2001) (au titre de l'article 16:2) | <ul style="list-style-type: none"> Aide financière Dons | Soutenir des projets de plantation de forêts, contrôle de l'érosion des sols forestiers, gestion des pêches et formation à l'agriculture biologique pour les agriculteurs (entre autres) |
| G/AG/N/NOR/30 | Norvège (1999) mesures de la "catégorie verte" j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Subvention à la production respectueuse de l'environnement. Subvention aux activités de recherche concernant les méthodes de production respectueuses de l'environnement et aux agriculteurs qui adoptent ces méthodes Agriculteurs | Soutenir les activités de recherche concernant les méthodes de production respectueuses de l'environnement |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Subvention aux producteurs qui s'abstiennent de travailler la terre dans des zones exposées à l'érosion en automne | |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Subvention à l'estivage du troupeau laitier dans les régions montagneuses | |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Subvention à la production dans des régions escarpées | |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---|--|----------|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Soutien à la production respectueuse de l'environnement dans certaines régions | |
| G/AG/N/POL/37 | Pologne c) Autres services | <ul style="list-style-type: none"> Structures et infrastructures - Modernisation de l'infrastructure rurale et protection de l'environnement | |
| G/AG/N/SVK/30 | République slovaque (2000) mesures de la "catégorie verte" j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Procédures écologiques | |
| G/AG/N/SVN/4/Rev.3 | Slovénie (1995) mesures de la "catégorie verte" i) Ajustement des structures | <ul style="list-style-type: none"> Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement Développement durable du paysage rural, développement écosociologique en milieu rural (entre autres) | |
| | j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Réduction des dommages importants causés à l'environnement et lutte contre les sources d'atteinte, soutien de projets environnementaux | |
| G/AG/N/SVN/5/Rev.2 | Slovénie (1996) mesures de la "catégorie verte" i) Ajustement des structures | <ul style="list-style-type: none"> Développement durable du paysage rural, développement écosociologique en milieu rural (entre autres) | |
| | j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Réduction des dommages importants causés à l'environnement et lutte contre les sources d'atteinte, soutien de projets environnementaux | |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|--|---|---|
| G/AG/N/SVN/8/Rev.2 | Slovénie (1997) mesures de la "catégorie verte" i) Ajustement des structures | <ul style="list-style-type: none"> Développement durable du paysage rural, développement écosociologique en milieu rural (entre autres) | |
| | j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Réduction des dommages importants causés à l'environnement et lutte contre les sources d'atteinte, soutien de projets environnementaux | |
| G/AG/N/SVN/12/Rev.2 | Slovénie (1998) mesures de la "catégorie verte" i) Ajustement des structures | <ul style="list-style-type: none"> Développement durable du paysage rural, développement écosociologique en milieu rural (entre autres) | |
| | j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Réduction des dommages importants causés à l'environnement et lutte contre les sources d'atteinte, soutien de projets environnementaux | |
| G/AG/N/SVN/18 | Slovénie (2000) mesures de la "catégorie verte" j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Subvention des méthodes de production écologique, soutien financier au maintien de pâturages dans les régions escarpées, protection de la forêt, mesures de prévention et subvention à la production dans les régions escarpées | |
| G/AG/N/SVN/19 | Slovénie (au titre de l'article 18:3) | <ul style="list-style-type: none"> Versements directs dans le cadre du programme agroenvironnemental Tous les producteurs qui satisfont aux normes environnementales acceptées | Encourager: i) la préservation du milieu naturel des conséquences néfastes des modes d'exploitation; ii) la préservation de la fertilité du sol et de la qualité de l'eau en recourant à des méthodes agricoles et procédés de transformation sans risque pour l'environnement; iii) la préservation de la biodiversité des habitats; iv) la préservation du patrimoine foncier culturel grâce à des méthodes d'exploitation traditionnelles; et v) la préservation des parcs nationaux |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|--|--|--|
| G/AG/N/ZAF/37 | Afrique du Sud (1999) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | • Conservation des ressources et gestion de l'environnement | Encourager l'utilisation durable des ressources agricoles naturelles, à savoir le sol, les ressources en eau et la végétation, ainsi que la protection de l'environnement |
| | | • Services auxiliaires et connexes | Fourniture de services auxiliaires en rapport avec des activités de conservation des sols (entre autres) |
| | | • Services de génie agricole | Fourniture de services en rapport avec des activités de conservation des sols (entre autres) |
| | c) Ajustement des structures | • Conversion des terres de faible rendement | Financement d'activités essentielles en matière de conservation des sols en vue de les améliorer et de les protéger |
| | d) Programmes de protection de l'environnement | • Activités de conservation des sols | Financement d'activités essentielles en matière de conservation des sols en vue de les améliorer et de les protéger |
| G/AG/N/TUN/18 | Tunisie (1999) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | • Conservation du milieu naturel par des travaux du sol et de reboisement | |
| G/AG/N/USA/36 | États-Unis (1998) mesures de la "catégorie verte" a) Services de caractère général | • Service de la recherche agricole - Service de la recherche agricole, Bâtiments et installations - Fonds divers | Recherche sur différents sujets, parmi lesquels la conservation des sols et des ressources en eau (entre autres) |
| | | • Administration de la vallée du Tennessee; Institut agricole; programme national de promotion des engrais; Agriculture 21: systèmes agricoles | Recherche sur des problèmes liés à la qualité de l'environnement (entre autres); fourniture d'informations sur l'agriculture familiale et sur la rentabilité qu'il est possible d'obtenir avec des procédés viables et respectueux de l'environnement (entre autres) |
| | | • Administration de la vallée du Tennessee; Prévention de la pollution/démonstrations sur le terrain (programme de recherche) | Aider les revendeurs de produits chimiques pour l'agriculture et les agriculteurs à prévenir la contamination des eaux souterraines |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|--|---|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Administration de la vallée du Tennessee; programme de gestion des déchets | Recherche sur l'aménagement de zones humides efficaces et mise au point de produits nutritifs organiques pour les plantes et d'aliments organiques pour le bétail à partir de déchets agricoles (résidus de l'élevage de poulets à griller), et autres techniques novatrices de gestion des déchets |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Service de la conservation des ressources naturelles (NRCS) - Activités de conservation | Promouvoir la conservation des sols et des ressources en eau |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Conservation et mise en valeur des ressources | Aide apportée aux particuliers et aux localités pour l'élaboration de plans à l'échelle d'une zone pour la conservation et la mise en valeur de ressources |
| | j) Programmes de protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> Agence des services pour l'agriculture - Programme de conservation pour l'agriculture Contrats de partage des coûts | Conservation des sols et des ressources en eau |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Agence des services pour l'agriculture - Programme de conservation d'urgence | Contribution au financement de mesures de conservation d'urgence nécessaires à la réhabilitation de terres agricoles endommagées par des catastrophes naturelles |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Agence des services pour l'agriculture - Programme de prêts pour la conservation des sols et des ressources en eau Crédits à faible taux d'intérêt et garanties de crédits | Aider les agriculteurs à appliquer des techniques saines de conservation des sols et des ressources en eau |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Agence des services pour l'agriculture - Programme de protection des zones humides | Conservation et réhabilitation de zones humides grâce à des accords à long terme |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Service de la conservation des ressources naturelles - Programme de conservation des grandes plaines Contrats de partage des coûts sur une période allant de trois à dix ans | Aider les propriétaires terriens à mettre en œuvre des mesures de conservation à long terme |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|--|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Service de la conservation des ressources naturelles: surveillance de la salinité du bassin du Colorado Diffusion d'informations et partage des coûts | Amélioration de la qualité de l'eau pour les utilisateurs situés en aval |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Service de la conservation des ressources naturelles: programme de banque d'eau | Conservation des zones humides |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Service de la conservation des ressources naturelles: programme de protection des zones humides | Conservation et réhabilitation des zones humides grâce à des accords à long terme |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Service de la conservation des ressources naturelles: fermes du futur Garanties de prêts et aides pour les intérêts en faveur du fonds fiduciaire des États | Aider au financement de programmes de protection et de préservation de terres agricoles |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Service de la conservation des ressources naturelles: programme de promotion de l'habitat de la faune Assistance technique et assistance à frais partagés Propriétaires fonciers | Promouvoir l'habitat de la faune d'altitude et des zones humides, des espèces menacées d'extinction, des poissons et d'autres animaux sauvages |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Société des crédits pour les produits de base (CCC): programme de protection des terres agricoles | Protéger les couches arables en limitant la conversion à des utilisations non agricoles |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Société des crédits pour les produits de base (CCC): assistance technique pour programmes de conservation Assistance technique et aide financière | |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Société des crédits pour les produits de base (CCC): programme de promotion de la qualité de l'environnement Agriculteurs et éleveurs | Adopter des techniques réduisant les problèmes d'environnement et de ressources |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du programme | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|---|
| G/AG/N/USA/37 | États-Unis | <ul style="list-style-type: none">• Programme de promotion de l'habitat de la faune• Partage des frais pouvant atteindre 75 pour cent pour la mise en œuvre d'améliorations de l'habitat au titre de contrats de cinq à dix ans• 1996-2002 | Protéger et restaurer l'habitat de la faune |

Tableau 5: Accord sur les procédures de licences d'importation

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|--|
| G/LIC/N/3/ATG/1 | Antigua-et-Barbuda | Produits chimiques réglementés par le Protocole de Montréal | Application du Protocole de Montréal |
| G/LIC/N/3/TCD/2 | Tchad | Certains produits et/ou matériels contenant ou fonctionnant grâce aux substances pouvant appauvrir la couche d'ozone et figurant à l'annexe A du Protocole de Montréal | Application du Protocole de Montréal et protection de la couche d'ozone |
| G/LIC/N/3/CZE/1 | République tchèque | Déchets et produits chimiques dangereux | Protéger la santé et assurer l'ordre public et la sécurité (entre autres) |
| G/LIC/N/3/GEO/1 | Georgie | Agents chimiques de protection des végétaux, animaux et oiseaux sauvages, poissons, os et sabots d'animaux morts, plantes sauvages, graines d'espèces forestières ligneuses et matières similaires; déchets industriels (l'importation des déchets industriels non toxiques est autorisée uniquement pour leur traitement industriel. L'importation de déchets industriels toxiques ou radioactifs pour utilisation, élimination sanitaire, transformation ou enfouissement ou à quelque autre fin que ce soit est prohibée.) | Protéger l'environnement et assurer la sécurité alimentaire |
| G/LIC/N/3/HKG/5 | Hong Kong, Chine | Substances qui appauvrissent la couche d'ozone y compris les pesticides contenant du bromure de méthyle | Protection de l'environnement |
| | | Régime de licences d'importation applicable aux espèces animales et végétales menacées d'extinction, inscrites aux annexes I et II de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et aux médicaments contenant ou réputés contenir des ingrédients provenant d'espèces menacées d'extinction | Protéger les espèces menacées d'extinction et en empêcher la surexploitation, conformément à la CITES |
| | | Réglementation des importations de déchets | Mettre en œuvre des engagements internationaux découlant de la Convention de Bâle et assurer une gestion des déchets respectueuse de l'environnement |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|------------------------------------|---------------------------------------|---|--|
| G/LIC/N/3/MAC/3 G/LIC/N/3/MAC/3 | Macao, Chine | Animaux vivants et végétaux visés par la CITES (entre autres) | Protéger la santé publique, la santé animale et le bien-être des animaux, ainsi que prévenir l'introduction et la propagation de maladies et de parasites qui détruisent les plantes |
| | | Substances appauvrissant la couche d'ozone | Exercer les droits et s'acquitter des obligations énoncées dans le Protocole de Montréal |
| G/LIC/N/3/ZAF/3/ Rev.1 | Afrique du Sud | Tous produits usagés, déchets et débris | Raisons sanitaires et environnementales ainsi qu'en vertu de la Convention de Bâle |
| | | Produits chimiques | Raisons sanitaires et environnementales |
| | | Éléments chimiques radioactifs et isotopes radioactifs | Raisons sanitaires et environnementales |
| | | Cobalt, cadmium, antimoine, manganèse, diromium, germanium, vanadium, gallium, hafnium, indium, rhénium et thallium | Raisons sanitaires et environnementales |

Tableau 6: Accord sur les sauvegardes

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|--|--|---|---|
| G/ADP/N/1/HRV/1 G/SCM/N/1/HRV/1 G/SG/N/1/HRV/1 | Croatie (notification des lois et réglementations au titre des articles 18:5, 32.6 et 12:6 des Accords) | Le gouvernement pourra disposer que le commerce de gros de certaines marchandises se pratique uniquement dans des locaux spéciaux ou dans des entrepôts prévus à cet effet, y compris spécifier des prescriptions spéciales en ce qui concerne les locaux ou les entrepôts prévus pour le commerce de gros, les conditions d'entreposage des marchandises à même d'assurer la protection de la vie et de la santé des personnes, et de l'environnement (article 10 a) de la Loi sur le commerce). | |
| | | Le gouvernement pourra indiquer quelles sont les marchandises qui ne peuvent être importées temporairement car elles constitueraient une menace pour l'environnement (entre autres) (article 29 de la Loi sur le commerce). | |
| | | Il est exigé une licence d'exportation/importation pour certaines marchandises (article 46 de la Loi sur le commerce). | Protection de l'environnement (entre autres) |
| | | La suspension temporaire d'une transaction commerciale étrangère peut être décidée par l'inspecteur autorisé s'il est établi que son exécution peut mettre en péril l'environnement (entre autres) (article 64 de la Loi sur le commerce). | |
| | | Le gouvernement pourra imposer des contingents d'importation à des fins de conservation des ressources naturelles épuisables de la République de Croatie, s'il prescrit en parallèle des mesures appropriées pour limiter le commerce de ces marchandises sur son territoire. | Application des accords internationaux auxquels la République de Croatie a souscrit |

Tableau 7: Accord sur l'évaluation en douane

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la disposition ou de la mesure | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|----------|
| G/VAL/N/1/ALB/1 | Albanie | Une disposition prévoyant un allégement spécial des droits d'importation peut être introduite dans le cadre d'accords conclus avec d'autres pays, ainsi que des mesures communes pour la protection de l'environnement (entre autres). | |
| | | Il est prévu que les marchandises et l'échantillon du déclarant pourront être retenus sous surveillance douanière, dans les locaux de la douane, si des analyses sont requises pour des raisons de protection de l'environnement (entre autres), jusqu'à l'obtention des résultats. | |
| | | Il est prévu de détruire les marchandises en cas de pollution (entre autres). | |

Tableau 8: Entreprises commerciales d'État

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|--|
| G/STR/N/7/IND | Inde | Privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains minerais de métaux et de terres rares octroyés aux entreprises commerciales d'État | Assurer la conservation et l'exploitation adéquate de certains minerais de métaux et de terres rares |
| | | Des restrictions peuvent être imposées sur les quantités de minerais et de métaux disponibles pour l'exportation. | Conservation des ressources naturelles épuisables (entre autres) |

Tableau 9: Accords commerciaux régionaux³³

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la disposition ou de la mesure | Objectif |
|-------------------------|--|---|----------|
| WT/REG116/1 | Turquie et Lettonie | Des exceptions générales sont prévues pour des raisons liées à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, à la protection de l'environnement, et/ou des règlements relatifs à la conservation des ressources naturelles épuisables (entre autres). | |
| WT/REG117/1 | États de l'AELE et ex-République yougoslave de Macédoine | Des exceptions générales sont prévues pour des raisons liées à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, à la protection de l'environnement, et/ou des règlements relatifs à la conservation des ressources naturelles épuisables (entre autres). | |
| WT/REG121/1 | Géorgie et Ukraine | L'une ou l'autre partie a le droit de prendre des mesures de réglementation admises dans la pratique internationale dans le domaine des relations extérieures, qu'elle jugerait indispensables au respect des accords internationaux auxquels elle est partie ou a l'intention de devenir partie, si lesdites mesures portent sur la protection de l'environnement (entre autres). | |
| WT/REG122/1 | Géorgie et Turkménistan | Chaque partie a le droit de prendre des mesures admises dans la pratique internationale et jugées nécessaires par la partie pour protéger ses intérêts vitaux ou qui sont indispensables à l'exécution d'accords internationaux auxquels elle est partie ou a l'intention de devenir partie, si lesdites mesures portent sur la protection de la santé des personnes, des animaux, des végétaux et de l'environnement (entre autres). | |

³³ Les dispositions ou questions mentionnées dans le tableau concernant les accords régionaux ne sont que des extraits et ne sont pas exhaustives; la totalité du contexte des mesures est disponible dans certains documents d'origine.

La colonne concernant les Membres ayant présenté la notification mentionne certains pays qui ne sont pas Membres de l'OMC.

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la disposition ou de la mesure | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|----------|
| WT/REG120/1 | Géorgie et Azerbaïdjan | Chaque partie a le droit de prendre des mesures admises dans la pratique internationale et jugées nécessaires par la partie pour protéger ses intérêts vitaux ou qui sont indispensables à l'exécution d'accords internationaux auxquels elle est partie ou a l'intention de devenir partie, si lesdites mesures portent sur la protection de la santé des personnes, des animaux, des végétaux et de l'environnement. | |
| WT/REG123/1 | Géorgie et Kazakhstan | Chaque partie a le droit de prendre des mesures admises dans la pratique internationale et jugées nécessaires par la partie pour protéger ses intérêts vitaux ou qui sont de toute évidence indispensables à l'exécution d'accords internationaux auxquels elle est partie ou a l'intention de devenir partie, si lesdites mesures portent sur la protection de la santé des personnes et de l'environnement (entre autres). | |
| WT/REG124/1 | Israël et Mexique | Exceptions générales relatives à la conservation des ressources naturelles épuisables (entre autres) | |
| WT/REG125/1 | Chili et Mexique | Les Parties affirment dans le Préambule leur résolution de réaliser certains objectifs de l'Accord de libre-échange d'une manière compatible avec la protection et la conservation de l'environnement et la promotion du développement durable. | |
| | | En cas d'incompatibilité avec le présent traité et les obligations spécifiques que prescrivent en matière de commerce les accords multilatéraux sur l'environnement tels que la CITES, le Protocole de Montréal et la Convention de Bâle, ces obligations prévaudront dans la mesure de l'incompatibilité, si ce n'est que, s'agissant de se conformer auxdites obligations, toute Partie devra choisir, parmi les moyens également efficaces et raisonnablement accessibles qui s'offrent à elle, le moyen le moins incompatible avec les autres dispositions du présent traité. | |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la disposition ou de la mesure | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|----------|
| | | Les Parties s'engagent, dans un délai maximum d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent traité, à répertorier selon les fractions tarifaires et la nomenclature pertinente, conformément à leurs tarifs respectifs, les mesures, restrictions et prohibitions appliquées à l'importation ou à l'exportation de produits pour des raisons de protection de l'environnement, de santé des végétaux et des animaux, de normes, d'étiquetage, d'engagements internationaux (entre autres). Les Parties mettront cette information à jour et en feront part au Comité chaque fois que cela sera nécessaire. | |
| | | Conditions régissant la reconnaissance de la prévalence de maladies ou de parasites, de l'existence de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, au titre du chapitre concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires | |
| | | Obligation d'œuvrer de concert pour accroître le niveau de protection de l'environnement (entre autres) et de rendre compatibles, dans la mesure du possible, leurs mesures normatives respectives sans réduire le niveau de protection de l'environnement (entre autres), sans préjudice des droits de toute Partie en vertu du chapitre concernant les mesures normatives et en tenant compte des activités de normalisation internationales | |
| | | Lorsqu'une Partie procédera à une évaluation des risques, au titre du chapitre sur les mesures normatives, elle pourra tenir compte, entre autres facteurs, des conditions environnementales. | |
| WT/REG126/1 | États de l'AELE et Mexique | Les Parties affirment dans le Préambule leur résolution à encourager la protection et la conservation de l'environnement et à promouvoir le développement durable. | |

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la disposition ou de la mesure | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|--|----------|
| | | Exceptions générales liées à la préservation des ressources naturelles épuisables (entre autres) | |
| WT/REG128/1 | Hongrie et Estonie | Les Parties affirment dans le Préambule leur détermination de mettre en œuvre l'Accord de libre-échange avec l'objectif de préserver et de protéger l'environnement et de faire en sorte d'utiliser de manière optimale les ressources naturelles conformément au principe de la croissance durable. | |

Tableau 10: Accord sur les ADPIC

| Cote de la notification | Membre adressant la notification | Description de la mesure ou du produit | Objectif |
|----------------------------------|----------------------------------|--|---|
| IP/N/1/LKA/C/1 IP/N/1/LKA/I/1 | Sri Lanka | Sont exclus de la brevetabilité les espèces végétales ou les races animales ou les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux autres que les procédés microbiologiques et les produits qui en sont dérivés. | |
| IP/N/1/CZE/P/1 | République tchèque | Protection des obtentions végétales y compris celles obtenues par le biais des techniques de modification du génie génétique | |
| IP/N/1/CZE/P/2 | République tchèque | Protection, conférée par un brevet, des inventions biotechnologiques lorsqu'elles concernent: a) du matériel biologique qui a été isolé de son milieu naturel ou produit au moyen d'un procédé technique, même si ce procédé existe déjà dans la nature; b) des végétaux ou des animaux, si la faisabilité technique de l'invention ne se limite pas à une espèce végétale ou une race animale particulière; ou c) un procédé microbiologique ou un autre procédé technique et un produit, autre qu'une espèce végétale ou une race animale, obtenue par ce moyen | |
| | | Sont exclus de la brevetabilité les obtentions végétales ou les races animales ou les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux (entre autres). | |
| IP/N/1/POL/I/2 | Pologne | Sont exclus de la brevetabilité les obtentions végétales ou les races animales ou les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux (cette disposition ne s'applique pas aux procédés microbiologiques ni aux produits qui en sont issus). | |
| | | Autorisation d'exploiter l'invention brevetée d'une tierce personne (licence obligatoire) nécessaire lorsqu'il s'agit de protéger le milieu naturel (entre autres) | |
| IP/N/1/VEN/1 | Venezuela | Décision réglementant l'accès aux ressources génétiques des pays membres et à leurs produits dérivés, à diverses fins, conformément aux principes et aux dispositions de la Convention sur la diversité biologique | Promouvoir l'utilisation et le développement durable des ressources génétiques (entre autres) |
| | | Législation établissant les principes régissant la conservation de la diversité biologique, conformément aux principes et dispositions de la Convention sur la diversité biologique: dans ses dispositions générales, a) elle classe la diversité biologique au rang des biens juridiques protégés, liés à l'environnement, essentiels à la vie, et confère à sa conservation et à son utilisation durable un caractère d'utilité publique; b) elle prévoit que l'État dispose de droits souverains sur ces ressources; c) elle comprend des dispositions relatives à la reconnaissance et à la protection des savoirs traditionnels des communautés autochtones et locales. | |

Tableau 11: Restrictions quantitatives

| Cote de la notification | Membre ayant présenté la notification | Description de la disposition ou de la mesure | Objectif |
|-------------------------|---------------------------------------|---|--|
| | Macao, Chine | Régime de licence non automatique applicable aux véhicules automobiles et autres véhicules à moteur, tracteurs, remorques et semi-remorques, cyclomoteurs, leurs parties et accessoires | Protection de l'environnement (entre autres) |
| | | Les véhicules automobiles, autres véhicules à moteur, tracteurs et cyclomoteurs d'occasion, leurs parties et accessoires sont soumis à des prohibitions. | Protection de l'environnement (entre autres) |
| | | Les CFC, halons, et autres hydrocarbures halogénés, tétrachlorure de carbone, trichloroéthane et bromométhane font l'objet d'un contingent global. | Exécution des obligations découlant du Protocole de Montréal |
| | Maroc | Régime de licence non automatique pour les compresseurs utilisés dans les matériels frigorifiques, réfrigérateurs et congélateurs, des types armoires et coffres | Exécution des obligations découlant du Protocole de Montréal |

Tableau 12: Accord sur les marchés publics

| Cote du document | Membre auteur du document | Description de la disposition ou de la mesure | Objectif |
|------------------|---------------------------|---|--|
| GPA/49 | Bulgarie | Des prescriptions additionnelles concernant l'exécution du contrat, telles que les conditions relatives au règlement de problèmes d'environnement, peuvent être incluses dans la décision d'engager une procédure de marché public par l'entité contractante. | |
| GPA/W/131 | Japon | Promotion, par l'État et d'autres entités, des marchés publics de produits et de services respectueux de l'environnement (Loi sur la promotion des achats verts) | <p>Établir les dispositions nécessaires pour:</p> <p>a) encourager l'État, les institutions administratives indépendantes, etc. et les autorités locales à passer des marchés publics de produits, etc. respectueux de l'environnement; b) à fournir des renseignements sur les produits, etc. respectueux de l'environnement; et c) à orienter la demande vers des produits, etc. respectueux de l'environnement</p> <p>Instaurer une société à même de profiter d'un développement durable ayant un impact réduit sur l'environnement</p> <p>Contribuer à l'instauration, pour les citoyens d'aujourd'hui et de demain, d'un mode de vie sain et éclairé</p> |

ANNEXE I

BASE DE DONNÉES SUR L'ENVIRONNEMENT NOTIFICATIONS LIÉES À L'ENVIRONNEMENT: MOTS CLÉS

| | |
|----------------------|-------------------------|
| - Arbre | - Espèces |
| - Bio | - Extinction |
| - Biologique | - Faune |
| - Bois | - Flore |
| - Convention de Bâle | - Forêt |
| - Carbone | - Gaz à effet de serre |
| - Carthagène | - Génétique |
| - CFC | - HCFC |
| - CITES | - Indigène |
| - Climat | - Marquage |
| - Conservation | - Menacé d'extinction |
| - Conserver | - Nouveau |
| - Dangereux | - Organisme modifié |
| - Déchets | - Ozone |
| - Désertification | - Poissons |
| - Diversité | - Pollution |
| - Durable | - Préservation |
| - Écoétiquetage | - Préserver |
| - Économie | - Propre |
| - Écologie | - Protocole de Kyoto |
| - Effet de serre | - Protocole de Montréal |
| - Embal(lage) | - Recycler |
| - Émissions | - Renouvelable |
| - Énergie | - Ressources naturelles |
| - Environnement | - Toxique |
| - Érosion | - Vie sauvage |
| - Érosion du sol | |

ANNEXE II

ABRÉVIATIONS

| | |
|-------------------------|--|
| AEM | - Accords environnementaux multilatéraux |
| BID | - Banque interaméricaine de développement |
| c.a.f | - Coût-assurance-fret |
| CDB | - Convention sur la diversité biologique |
| CFC | - Chlorofluorocarbones |
| CICTA | - Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique |
| CITES | - Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction |
| CO ₂ | - Dioxyde de carbone |
| EEE | - Espace économique européen |
| EIE | - Étude d'impact sur l'environnement |
| FAO | - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| HCFC | - Hydrochlorofluorocarbones |
| IFOP | - Instrument financier d'orientation de la pêche |
| MGS | - Mesure globale du soutien |
| OGM | - Organismes génétiquement modifiés |
| OIBT | - Organisation internationale des bois tropicaux |
| ONG | - Organisations non gouvernementales |
| OTC | - Obstacles techniques au commerce |
| OVM | - Organismes vivants modifiés |
| PESCA | - Initiative communautaire concernant la restructuration de la pêche |
| PMA | - Pays les moins avancés |
| PME | - Petites et moyennes entreprises |
| PNUE | - Programme des Nations Unies pour l'environnement |
| Protocole de Carthagène | - Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques annexé à la Convention sur la diversité biologique |
| Protocole de Kyoto | - Protocole de Kyoto annexé à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques |
| Protocole de Montréal | - Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone |
| R&D | - Recherche-développement |
| SACO | - Substances qui appauvrissent la couche d'ozone |
| SO ₂ | - Dioxyde de soufre |
| SPS | - Sanitaires et phytosanitaires |

ANNEXE III

NOTIFICATIONS EN RELATION AVEC L'ENVIRONNEMENT (1997-2001)

(Le nombre total de notifications au titre de chaque accord est indiqué entre parenthèses.)

| GATT DE 1994 ET ACCORDS DE L'OMC | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|---|----------|----------|-----------|----------|----------|
| A. Accord OTC | 89 (794) | 98 (648) | 84 (1162) | 97 (651) | 67 (601) |
| B. Accord SPS | 9 (300) | 21(300) | 12 (450) | 27 (468) | 26 (763) |
| C. Accord SMC | 22 (100) | 36 (90) | 27 | 32 (133) | 21 (198) |
| D. Accord sur l'agriculture | 20 (230) | 22 (190) | 28 (220) | 40 (229) | 40 (235) |
| E. Accord antidumping | 4 (18) | 1 (12) | 3 | 0 | 0 |
| F. Accord sur les procédures de licences d'importation | 15 (50) | 20 (60) | 10 (66) | 17 (70) | 7 (57) |
| G. Accord sur les sauvegardes | 0 | 1 (30) | 1 | 1 (87) | 1(130) |
| H. Accord sur l'évaluation en douane | 0 | 1 (13) | 1 (58) | 3 (36) | 1(44) |
| I. Commerce d'État | 0 | 1 (30) | 0 | 0 | 1 (39) |
| J. Accords commerciaux régionaux | 6 (14) | 26 | 24 | 16 | 10 (15) |
| K. Accords sur les ADPIC | 0 | 1 | 3 | 5 (328) | 5 (227) |
| L. AGCS | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| M. Restrictions quantitatives | - | 3 | 2 | 5 | 2 |
| N. Accord sur les MIC | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| O. Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements | 1 (23) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| P. Accord sur les textiles et les vêtements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Q. Accord sur l'inspection avant expédition | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| R. Accord sur les règles d'origine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ACCORDS COMMERCIAUX PLURILATÉRAUX | | | | | |
| S. Accord sur les marchés publics | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 (9) |
| T. Accord sur les technologies de l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| U. Autres dispositions en matière de notification | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |